

LES LAÏQUES
ET LA PRESSE
PÉDAGOGIQUE AU
CANADA FRANÇAIS
AU XIX^e SIÈCLE

PAR ANDRÉ LABARRÈRE-PAULÉ

LES CAHIERS



ET D'HISTOIRE

937

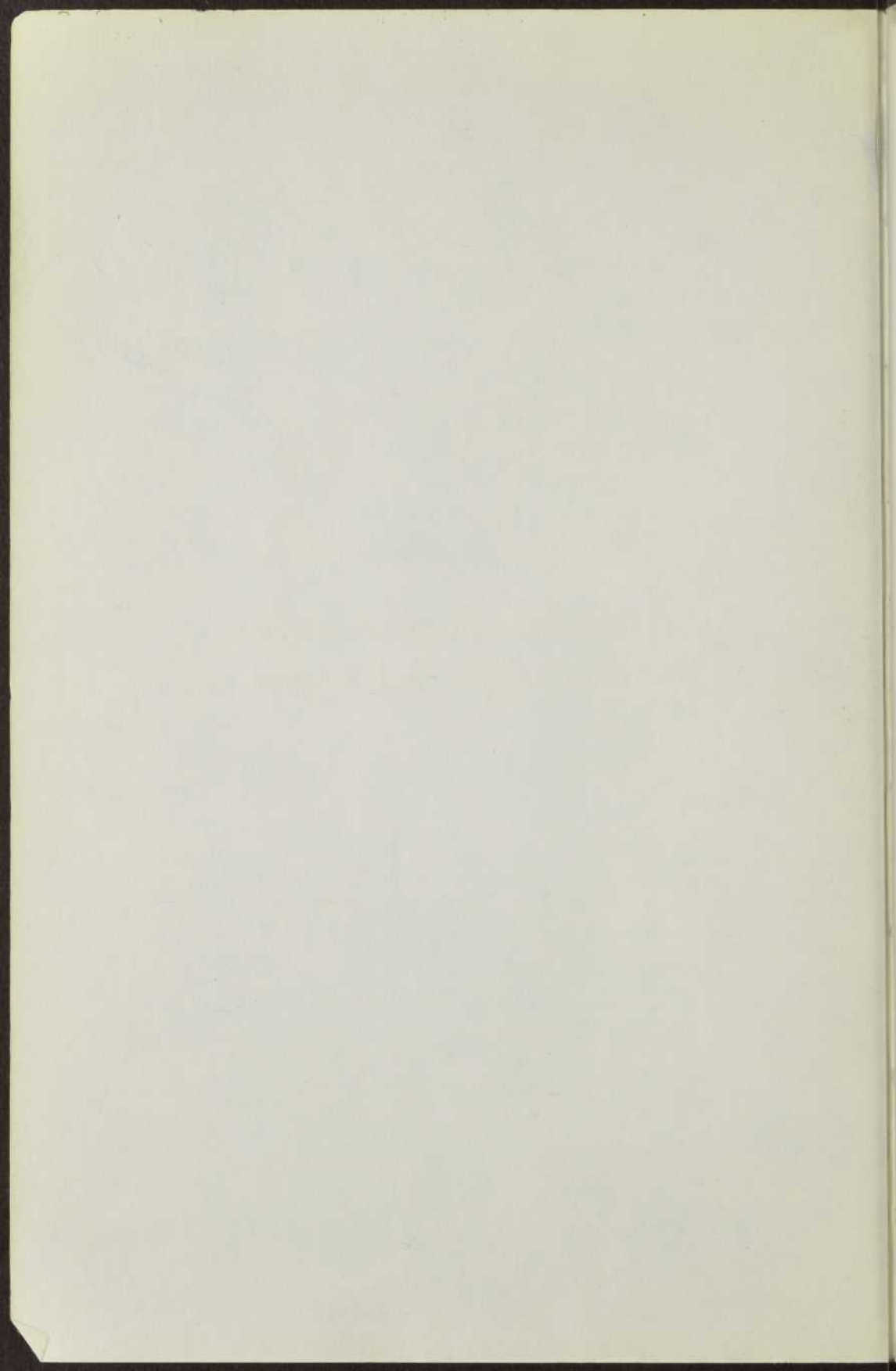
LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL



Critique in Review H. A. F

Dec. 1963 - 440-441

COLLECTION
GABRIEL NADEAU



COLLECTION
GABRIEL NADEAU

**Les laïques et la presse pédagogique
au Canada français, au XIX^e siècle**

Déjà parus dans la collection

Cahiers de l'Institut d'Histoire

1. *PAPINEAU*. Textes choisis et présentés par Fernand Ouellet.
2. *EDMOND DE NEVERS, ESSAYISTE*. Suivi de textes choisis, présentés par Claude Galarneau.
3. *ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ EN NOUVELLE-FRANCE*.
Par Jean Hamelin.
4. *JULIE PAPINEAU. Un cas de mélancolie et d'éducation janséniste*. Par Fernand Ouellet. (Hors commerce)


ANDRÉ LABARRÈRE-PAULÉ
DOCTEUR ÈS LETTRES

LES LAÏQUES
ET LA PRESSE PÉDAGOGIQUE
AU CANADA FRANÇAIS
AU XIX^e SIÈCLE

5

LES CAHIERS DE L'INSTITUT D'HISTOIRE

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
QUÉBEC — 1963



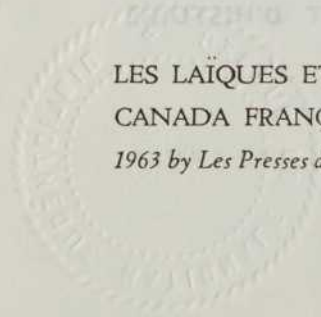
ANDRÉ LABARÈRE-PAULÉ

LES LAÏQUES
ET LA PRESSE PÉDAGOGIQUE
AU CANADA FRANÇAIS
AU XIX^e SIÈCLE

PN
4914
P43L32

8

LES LAÏQUES ET LA PRESSE PÉDAGOGIQUE AU
CANADA FRANÇAIS au XIX^e SIÈCLE. Copyright ©
1963 by Les Presses de l'Université Laval. Tous droits réservés.



à Monsieur et Madame Roger LAFOURCADE

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

<i>table des matières</i>	VII
<i>sigles et abréviations</i>	IX
<i>bibliographie</i>	XI
<i>introduction</i>	1
<i>chapitre premier</i>	7
naissance et premiers pas de la presse pédagogique (1857-1864)	
<i>chapitre second</i>	35
<i>la semaine</i> , premier journal canadien- français écrit par des instituteurs lai- ques pour des instituteurs laïques (1864)	
<i>chapitre troisième</i>	83
le règne de la presse pédagogique offi- cielle (1865-1879)	
<i>chapitre quatrième</i>	121
la victoire des instituteurs laïques (1879-1899)	
<i>conclusion</i>	173
<i>index</i>	179

III	Table des matières
VI	Table des abréviations
VII	Bibliographie
VIII	Introduction
	Chapitre premier
	La science et la technique au cours de la guerre technologique (1870-1871)
	Chapitre second
	La science, la technique et la guerre technologique (1870-1871)
	Chapitre troisième
	La science et la guerre technique (1870-1871)
	Chapitre quatrième
	La science et la guerre technique (1870-1871)
	Chapitre cinquième
	La science et la guerre technique (1870-1871)
	Chapitre sixième
	La science et la guerre technique (1870-1871)
	Chapitre septième
	La science et la guerre technique (1870-1871)
	Chapitre huitième
	La science et la guerre technique (1870-1871)
	Chapitre neuvième
	La science et la guerre technique (1870-1871)
	Chapitre dixième
	La science et la guerre technique (1870-1871)

sigles et abréviations

ASQ	Archives du Séminaire de Québec
BPFAC	Bulletin du Parler français au Canada
BRH	Bulletin des recherches historiques
CPPQ	Comptes publics de la province de Québec
ECP	L'École primaire (1880)
EP	L'Enseignement primaire (1881 à ...)
JDE	Journal d'Éducation (1879-1882)
JDLE	Journal de l'Éducation (1880)
JIP	Journal de l'Instruction publique (1857-1879)
JIPM	Journal de l'Instruction publique (1881-1884; 1886-1898)
RMIP	Rapport du Ministre de l'Instruction publique
RSIP	Rapport du Surintendant de l'Instruction publique
RSIPBC	Rapport du Surintendant de l'Instruction publique du Bas-Canada

Index of the sections

1	Introduction
2	General principles of the method
3	Materials and apparatus
4	Experimental procedure
5	Results and discussion
6	Conclusions
7	References
8	Appendix
9	Summary
10	Biographical note
11	Index

bibliographie

I — SOURCES MANUSCRITES

La correspondance entre Pierre Chauveau et l'abbé Hospice-Anthelme Verreau — dans le fonds Viger-Verreau des Archives du Séminaire de Québec — offre des aperçus intéressants sur la méthode de rédaction du *Journal de l'Instruction publique*.

II — SOURCES IMPRIMÉES

1. LA PRESSE PÉDAGOGIQUE

Journal de l'Instruction publique. Montréal, janvier 1857 - décembre 1871; Québec, janvier 1872 - juin 1879.

La Semaine. Québec, 1864.

Le Journal d'Éducation. Dans *Le Courrier du Canada*, d'octobre 1879 à janvier 1881; publication indépendante, du 27 janvier 1881 au 5 janvier 1882.

Le Journal de l'Éducation. Montréal, janvier 1880 à décembre 1880.

L'École primaire. Lévis, janvier 1880 à décembre 1880.

Le Journal de l'Instruction publique. Montréal, janvier 1881 à décembre 1884; mai 1886 à avril 1898.

L'Enseignement primaire. Québec, janvier 1881 à ...

2. TÉMOIGNAGES DE J.-B. CLOUTIER ET DE C.-J. MAGNAN

CLOUTIER, Jean-Baptiste. La presse pédagogique dans la province de Québec, in *L'Enseignement primaire*, 15 novembre 1897, 81-84.

Ce texte est intéressant, bien qu'il fourmille d'erreurs grossières (dates, montant des subventions, noms des rédacteurs). Erreurs inexplicables de la part du fondateur de *l'EP*, mais que nous pouvons facilement redresser.

XII

MAGNAN, Charles-Joseph. Le journalisme pédagogique au Canada français, in *l'Enseignement primaire*, février 1909, 323-332.

Le journalisme pédagogique au Canada français, in *l'Enseignement primaire*, février 1936, 345-347; mars 1936, 410-411; avril 1936, 490-493; mai 1936, 564-567; juin 1936, 617-620.

III — ÉTUDES

BONENFANT, Jean-Charles. La presse pédagogique dans la province de Québec. Mémoire s.d., 11 p. dactylographiées.

DESROSIERS, Alfred. *Les Écoles normales primaires de la province de Québec et leurs oeuvres complémentaires*. Montréal, 1909, 391 p.

Les ouvrages généraux sur l'éducation négligent, en général, les journaux pédagogiques. Celui-ci, qui n'est pas exempt d'inexactitudes, est le seul à apporter quelques précisions sur la question.

introduction

Le XIX^e siècle, plein de vie, ardent, énergique et généreux est, à notre avis, le grand siècle du Canada français. Aux prises avec de multiples problèmes, les Canadiens français réagissent. Souvent avec violence. Tout au long de ce siècle, les polémiques remettent en question les constitutions politiques, la place de l'Eglise dans la société, la colonisation, le système d'enseignement, le mouvement industriel. Il ne saurait être question d'imaginer alors un Canada français étriqué, refermé sur lui-même. La rupture des liens avec l'Europe est un mythe. Si tant est que le journalisme soit le miroir d'une époque, il suffit de parcourir les innombrables journaux du XIX^e siècle pour sentir la variété et l'amplitude des questions posées au Canada français. Plusieurs centaines de journaux ont vu le jour de 1800 à 1899. *Le National* du 10 février 1857 estime que « la manie des journaux s'est décidément emparée des Québécois. Nous ne sommes qu'au commencement de février et déjà la nouvelle année a vu naître *La Gazette militaire* et *Le Courrier du Canada* ». Dans la seule ville de Québec, 116 journaux sont fondés de 1857 à 1882¹. Certes, la plupart ont une carrière éphémère mais la diversité des opinions est une preuve de vitalité. Le temps est à la jeunesse, ce qui ne manque pas d'entraîner à certains abus. Michel Bibaud s'en plaint amèrement : « Il n'y a qu'au Canada, croyons-nous, où des jeunes gens, à peine sortis de l'adolescence, aient entrepris de rédiger des journaux politiques, avec la prétention de diriger l'opinion publique² ». On peut nous rétorquer que ces journaux n'atteignent qu'une élite, que beaucoup de personnes ne savent pas lire. Nous rappellerons

¹ *Le Courrier du Canada* du 2 février 1882, p. 2.

² Michel BIBAUD. *Histoire du Cana-*

da, vol. II p. 404. Cité dans Camille Roy, *Michel Bibaud, journaliste et la vie littéraire de son temps*, BPFAC., février 1908, p. 205.

simplement que la lecture en famille est un fait courant alors et qu'un immense effort éducatif a été accompli.

Effort tout aussi nécessaire dans le reste du monde. Le Canada français vit au même rythme que les autres pays, contrairement à ce qu'affirment des personnes qui n'ont manifestement rien lu des journaux ou des oeuvres du XIX^e siècle au Canada français. Il n'est absolument pas en retard sur le plan éducatif. Nous ne pouvons signaler ici que quelques exemples de l'activité pédagogique. Dès 1822, Joseph-François Perrault publie à Québec un manuel pédagogique inspiré de la méthode lancastrienne, très en vogue en Europe. La première école normale, fondée en 1836, est dirigée par un laïque. 96% des instituteurs au Canada français, en 1836, sont des laïques³. Les associations d'instituteurs laïques sont formées en 1845. En 1850, un *Guide de l'instituteur* est offert à ses confrères laïques par Valade. Ce n'est qu'en 1865 — 43 ans après le premier manuel pédagogique écrit par un laïque — qu'un ecclésiastique, l'abbé Langevin, en publie un à son tour. Lacasse, Létourneau, Lafrance, Cloutier, Magnan inondent le marché canadien-français de manuels sur les matières les plus diverses. L'exemple des grammaires françaises éditées à Québec et à Montréal au XIX^e siècle illustre ce fait⁴. Trente éditions à Québec de la grammaire de Lhomond, adaptée par Lacasse, 25 éditions de celle de Bonneau à Montréal et 26 à Québec, 31 éditions de celle de Lucan à Montréal, une vingtaine de celle de Lafrance à Québec, huit de celle de Liquien et 12 de celle de Coquempot à Québec, sans compter une quinzaine de grammaires éditées en France et qui sont en vogue dans le Québec. Les manuels écrits par des religieux sont peu nombreux à côté de cette avalanche: seuls les Frères des écoles chrétiennes font une vingtaine d'éditions de leur grammaire, et les clercs de Saint-Viateur douze éditions de leurs *Exercices orthographiques*.

Mais il est un domaine où la supériorité des laïques s'affirme de façon encore plus éclatante, c'est celui de la presse pédagogique.

³ Nous avons prouvé ces chiffres dans notre thèse de doctorat ès lettres présentée devant l'Université Laval

sur *Les instituteurs laïques au Canada français au XIX^e siècle*.
⁴ EP 1942, p. 140-141.

Pas un seul journal pédagogique écrit par des ecclésiastiques ne paraît au XIX^e siècle⁵. Les revues destinées à l'enseignement sont le monopole des laïques.

Un journal pédagogique est, au sens strict, une revue destinée aux enseignants pour les aider dans leur tâche quotidienne et pour leur faire mieux comprendre les grands problèmes de l'éducation. Cette conception s'est généralement élargie au cours du XIX^e siècle où les journaux pédagogiques s'intéressent aussi aux questions de culture générale et même aux informations. Nous avons parcouru les journaux canadiens-français pour savoir si l'on peut parler de presse pédagogique avant 1857, date de fondation du *Journal de l'Instruction publique*.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, le journalisme est très vigoureux. C'est par lui que la littérature canadienne a commencé, c'est par lui qu'elle continue et c'est en lui qu'elle trouve alors sa forme habituelle⁶. La plupart des grands quotidiens se font l'écho dans leurs colonnes des disputes autour de l'éducation. Certains même abordent l'aspect didactique en signalant les anglicismes et en luttant pour une meilleure orthographe. Dans l'ensemble, les problèmes de l'éducation ne sont qu'un aspect secondaire des préoccupations de la presse. Cependant, trois journaux s'intéressent plus particulièrement à l'instruction populaire. *Le Castor*, fondé le 7 novembre 1843 et disparu en 1845, veut être une revue à bon marché pour habituer le peuple à lire un journal, car c'est le forcer « à s'occuper des affaires publiques, c'est élever tout de suite l'ordre de ses idées, lui donner une idée de son importance, c'est introduire au foyer un conteur populaire ». La classe ouvrière comme la jeunesse libérale et studieuse a besoin de ce journal⁷. L'avocat Jacques Crémazie en publiant *L'Ami de la Religion et de la Patrie*, le 18 décembre 1847, veut en faire un « journal ecclésiastique, littéraire, politique et de l'instruction po-

⁵ En 1885, l'abbé Baillargé fonde une revue *L'Étudiant* qui, consacrée aux étudiants des collèges, n'est en rien un journal pédagogique. Nous le signalerons en temps opportun au

cours de cet ouvrage.

⁶ Camille Roy, *op. cit.*, BPFAC., février 1908, p. 205.

⁷ *Le Castor* du 7 novembre 1843, p. 2-3.

pulaire ». Une société en commandite formée par des jeunes gens fonde en 1847 *L'Avenir*, journal publié dans les intérêts populaires, très favorable à l'Institut canadien. Mais aucun de ces trois journaux, qui pourtant s'intéressent à l'éducation populaire, n'est un organe pédagogique.

Faut-il, à la suite de Magnan, voir en Michel Bibaud « sinon le fondateur, tout au moins l'initiateur de la presse pédagogique⁸ » ? Ce personnage, complexe et très discuté, se plaint tout au long de ses nombreuses publications de l'inactivité littéraire de ses compatriotes. Le tempérament de Michel Bibaud, ses tendances pessimistes, et l'impopularité même qui s'attachait à sa personne nous persuadent qu'il eut bien des motifs d'être trop sévère pour ses contemporains⁹. L'abondance de la production littéraire à cette époque confirme ce jugement de Camille Roy, sans oublier le relatif échec des quatre périodiques lancés par Bibaud: la *Bibliothèque canadienne* de 1825 à 1830, l'*Observateur* en 1830-1831, le *Magasin du Bas-Canada* en 1832 et l'*Encyclopédie canadienne* en 1842. Dans le prospectus d'introduction de son troisième journal, Bibaud déclare vouloir inspirer à ses compatriotes le goût de l'étude et de l'instruction¹⁰. Cet apôtre de la culture multiplie les appels en faveur de l'éducation, tempête contre l'état déplorable des écoles, et demande à tous d'aider les éducateurs. On trouve de tout dans les recueils de Michel Bibaud mais rien qui soit vraiment du domaine pédagogique. Bibaud est un des *initiateurs*, mais certainement pas le seul, de la vie littéraire au Canada français. Le considérer pourtant comme l'initiateur de la presse pédagogique, c'est un pas que nous ne saurions franchir. Nous nous inscrivons donc en faux contre l'opinion de C.-J. Magnan. La presse pédagogique n'existe pas au Canada français avant 1857. Son véritable fondateur est bel et bien le surintendant de l'Instruction Publique, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, bien que son prédécesseur Jean-Baptiste Meilleur ait maintes fois déclaré la nécessité d'un journal pédagogique.

⁸ EP 1936, p. 323.

⁹ Camille Roy, *op. cit.*, BPFAC, janvier 1908, p. 172.

¹⁰ *Le Magasin du Bas Canada* du 1^{er} janvier 1832, p. 4.

De 1857 à 1900, la presse pédagogique se fait l'écho de tous les problèmes de l'époque. Le repli sur soi qu'amorce la province de Québec, à la fin du XIX^e siècle, va enlever de son universalité à la presse des enseignants. Les laïques auront alors tendance à se réfugier à l'ombre de l'Eglise pour échapper aux dangers du « laïcisme », puis de la franc-maçonnerie. Une importante opération sanitaire est engagée. La Province aseptisée s'endort peu à peu et la bonne conscience représentée par C.-J. Magnan s'installe dans la presse pédagogique.

Née dans l'enthousiasme au milieu du XIX^e siècle, la presse pédagogique va somnoler, au moins pour quelques années, à partir du début du siècle suivant.

Faint, illegible text at the top of the page, possibly bleed-through from the reverse side.

Second block of faint, illegible text, also appearing to be bleed-through.

chapitre premier

naissance et premiers pas de la presse pédagogique

(1857-1864)

C'est une naissance ambitieuse que celle de la presse pédagogique au Canada français. Elle prend le même titre qu'une revue similaire de France : *Journal de l'Instruction publique*. Cela ne peut être un hasard. D'ailleurs le journal parisien loue son confrère montréalais pour son « vaste et beau programme¹ » auquel la France et l'Europe en général vont participer activement. En 1857, aucune revue littéraire ou scientifique ne paraît. *La Ruche littéraire* d'Emile Chevalier vient d'interrompre sa publication. Le bel élan de la première moitié du siècle est arrêté, au moins momentanément. Le *Journal de l'Instruction publique* prend la relève. Il veut être un pionnier de la presse canadienne : « notre feuille est la garde avancée de toute l'armée intellectuelle ». Pénétrant dans toutes les écoles, dans l'humble demeure de l'instituteur, il a pour mission de préparer, voire même de créer des lecteurs pour tous les autres journaux « car, sans un plus grand développement de l'instruction primaire, la presse ne fera que végéter, quels que soient le courage et la persévérance de ses écrivains et de ses éditeurs² ». Le nouveau journal, à l'avant-garde de la presse, ne peut se confiner dans un rôle étroitement pédagogique. Dès sa naissance, il a la certitude de combler une lacune et de préparer la voie à l'épanouissement du journalisme.

Cette ambition, cette assurance qui émanent du *Journal de l'Instruction publique* dès son premier numéro, sont dues à la personnalité de son fondateur et au climat d'enthousiasme dans le-

¹ Cité dans JIP janvier 1858, p. 10.

² Cité dans JIP 1858, p. 10.

quel se développe l'instruction primaire, au milieu du XIX^e siècle.

Pierre-Joseph-Olivier Chauveau est, depuis le 26 janvier 1855, surintendant de l'Instruction publique pour le Bas-Canada. Sa personnalité nous permet de mieux comprendre le ton et l'allure du premier journal pédagogique canadien-français. Chauveau est le type même de l'honnête homme, au sens classique du terme. Universel, un rien touche-à-tout, il a toujours vu le succès lui arriver jeune. Enfant impressionnable, délicat, né et élevé dans la vieille capitale, il en subit le charme et s'imprègne de sa distinction. La sobre élégance du Séminaire sert de cadre à ses études secondaires : étudiant brillant, il se fait remarquer « par la précocité de son talent littéraire et les manifestations sincères de sa foi et de sa piété³ ». A seize ans, il commence ses études de droit et débute dans le journalisme. Il publie son premier poème, *L'Insurrection*, dans *le Canadien*, à 18 ans. Très lancé dans le mouvement politique et littéraire de l'époque, il ouvre son bureau d'avocat en 1841 et trois ans plus tard, à 24 ans, il est élu député du comté de Québec, battant John Neilson.

Ame généreuse, avide de grandes actions, surintendant à trente-cinq ans, dans la force de l'âge, le domaine de l'éducation va lui fournir l'occasion de se dépenser. Tête ronde, bajoues, favoris, air satisfait, il semble voué à la réussite. De taille moyenne, Chauveau a le teint pâle et des traits prononcés. Ses cheveux courts et noirs font ressortir davantage un front large et proéminent. Pour certains, sa figure pensive, mobile, dénote l'homme « dont l'esprit est toujours occupé par des pensées étrangères au monde matériel⁴ ». Appréciation optimiste, car les soucis d'argent préoccupaient beaucoup Chauveau — l'étude de sa correspondance avec l'abbé Verreau le prouve abondamment. Ses yeux dont la limpidité n'a d'égale que la couleur azur lui composent cependant un regard fatigué. Son sourire est fréquemment proche du rictus commercial. « On le prendrait pour un marquis du temps de Louis XVI⁵ ». Sa voix est voilée, sa déclamation par-

³ L.-O. DAVID, *Biographies et portraits*, p. 10.

⁴ L.-M. DARVEAU, *Nos hommes de lettres*, p. 127.

⁵ *Loc. cit.*

fois monotone. Pourtant, on se laisse vite prendre au charme de cet orateur dont une mauvaise langue a dit : « il a fini par produire l'effet de ces jolies boîtes de musique qui répètent éternellement sur le même ton *Home sweet home*⁶ ». Ironique, caustique, vif, il égratigne bien des personnalités contemporaines dans sa correspondance avec son grand ami l'abbé Hospice-Anthelme Verreau⁷. Nous ne citerons que son jugement sur le parlementaire Marcheldon, pâle orateur : « Je pense qu'il aura entendu prêcher quelque jésuite pendant la semaine et qu'il aura trouvé cela beau et qu'il donne dans l'imitation. Quelle horreur ! M. Marcheldon, le divin Marcheldon, imiter, lui dont l'originalité est si sublime⁸ ».

Cette ironie cache un tempérament inquiet, ayant besoin de plaire. Besoin puissant, maladif que beaucoup lui reprochent. Ce goût excessif de la louange, même la plus forcée, lui fait une réputation de vaniteux. En fait, Chauveau doute de tout, sauf de Dieu. La réussite ne le rassure pas. A l'homme plein de lui-même et triomphant, nous voulons substituer une image qui nous paraît plus proche de la réalité, celle d'une personnalité inquiète mais en définitive confiante dans son étoile.

Déjà, en 1857, cette étoile a brillé dans plusieurs cieux. Sa réputation d'orateur est consacrée depuis deux ans. N'a-t-il pas soulevé l'enthousiasme de dix mille personnes, lors de l'inauguration du monument aux braves de 1760 : « Quelle chaleur, quel entraînement, quelle succession magnifique de mouvements, d'images et d'inspirations, quel tableau sublime des événements et des luttes héroïques du passé⁹ ». Sa vie d'homme politique a été assez zigzagante. Au début de sa carrière, il appuie de temps à autre Papineau, tout en étant partisan de Lafontaine et de Baldwin. « Il

⁶ L.-O. DAVID, *op. cit.*, p. 195.

⁷ Cette correspondance se trouve dans le fonds Viger-Verreau aux Archives du Séminaire de Québec. Elle est très riche, très vive, d'une familiarité de bon aloi. C'est certainement là que nous trouvons le véritable Chauveau, bonhomme, heu-

reux vivant mais aussi d'un tempérament inquiet. Mais nous ne pouvons que la signaler sans l'utiliser ici car cela dépasserait le cadre de notre étude.

⁸ ASQ. Lettre à l'abbé Verreau du 14 mars 1855.

⁹ L.-O. DAVID, *op. cit.*, p. 195.

n'est pas étonnant que Chauveau ait bu à la coupe parfumée du libéralisme ; il devait aimer la liberté comme la religion, par sentiment, par l'entraînement de sa nature généreuse et poétique¹⁰ ». On l'accusera un peu plus tard d'avoir fait de l'arène politique un « boudoir garni d'automates¹¹ ». Indécis, incertain, sa principale tactique politique a souvent consisté en des retraites... mais au moins savait-il les faire élégamment ! En août 1853, il est membre du Conseil exécutif de la province du Canada, en qualité de secrétaire provincial. L'année suivante, il est réélu pour la quatrième fois député du comté de Québec. Il passe pour l'homme de paille de Georges-Etienne Cartier. Mais Chauveau, par goût, par nature est surtout homme de lettres. S'il est homme d'état, homme d'affaires, c'est « par nécessité, par hasard, parce que en Canada, on ne peut être uniquement ce qu'on est¹² ». En novembre 1844, il est élu président de la société littéraire et historique de Québec. Ses études sur l'histoire locale et ses poésies ne sont pas de grandes oeuvres mais elles montrent l'esprit ouvert de Chauveau. Depuis 1855, il fréquente assidûment le cercle littéraire formé autour d'Octave Crémazie, dans sa librairie de la rue de la Fabrique, où il rencontre les meilleurs esprits de l'époque : Etienne Parent, François-Xavier Garneau, l'abbé Ferland, l'abbé Casgrain, Gérin-Lajoie, Hubert La Rue, Joseph-Charles Taché. « On lisait les livres nouvellement arrivés et on rêvait d'écrire, de doter le Canada de belles oeuvres littéraires¹³ ». Chauveau est un des premiers à écrire un roman, *Charles Guérin, roman de moeurs canadiennes* édité en 1853. Lareau, le comparant à Gérin-Lajoie et à Bourassa, fait de lui le père de l'école novelliste : « Chauveau est plus brillant mais moins naturel ; il est plus littérateur qu'artiste. Il pose. Sa phrase est polie et travaillée. Il doit un peu sa réputation au fait d'avoir ouvert la liste de nos romanciers¹⁴ ».

¹⁰ *Ibid.*, p. 192.

¹¹ L.-M. DARVEAU, *op. cit.*, pp. 151-152.

¹² L.-O. DAVID, *op. cit.*, p. 195.

¹³ Camille Roy, *Manuel d'histoire de la littérature canadienne-française*, p. 42.

¹⁴ LAREAU, *Histoire de la littérature canadienne*, p. 334.

Lareau est trop généreux car deux romans ont précédé celui de Chauveau : *L'influence d'un livre, roman historique*, de Philippe Aubert de Gaspé, en 1837, et *Les fiancés de 1812*, de Joseph Doutre, en 1844. Cependant, le roman du futur surintendant remporte un grand succès, bien que sa présentation "luxueuse" — quelques culs-de-lampe et des lettres ornementées... bien simples — fasse scandale. *La Minerve* du 12 avril 1856 présente Chauveau comme le plus élégant des littérateurs canadiens, l'auteur populaire de *Charles Guérin*. Les critiques postérieurs se montrent très sévères pour cet ouvrage qui, à leurs yeux, a plus de réputation que de mérite. « *Charles Guérin* n'est qu'une ébauche, une étude inachevée des moeurs canadiennes¹⁵ ». « Il y a dans ce livre de jolies scènes, d'excellentes peintures de la vie canadienne, de belles pensées, des sentiments exquis, mais la trame est pauvre, l'intérêt médiocre [...] Ce livre est plutôt une étude de moeurs qu'un roman; on le lit plutôt par curiosité que par goût; il laisse le lecteur froid, presque indifférent à ses héros; on le ferme sans regret pour aller dîner et on peut en reprendre la lecture immédiatement après sans dommage pour la digestion¹⁶ ». Nous ne partageons pas ces avis un rien cruels. *Charles Guérin* n'est certes pas un chef-d'oeuvre mais ce n'est pas non plus un divertissement d'auteur. Dans ce livre à thèse, Chauveau affirme la nécessité de détourner les jeunes Canadiens des professions libérales trop encombrées. Il veut pour son pays des industriels et des « marchands gros et gras ». Il reprendra ce thème dans le *Journal de l'Instruction publique*. Son style vif, clair, mordant, est très évocateur, surtout dans les descriptions. S'il a parfois la manie des « sermons », il les allège par des pointes d'ironie.

Ce style très vivant, Chauveau l'a formé à l'école du journalisme. Correspondant dès 1840 du *Courier des Etats-Unis* que le Français Gaillardet a fondé à New-York, il collabore également au *Castor* et au *Fantasque*. Dans ce dernier journal, les écrits d'Aubin empreints de libéralisme sont pleins de sel et de verve. Au contact de journalistes très remarquables, Chauveau

¹⁵ *Ibid.*, p. 285.

¹⁶ L.-O. DAVID, *op. cit.*, p. 17.

a pu aiguïser son sens critique, saisir l'importance du trait d'humour, la nécessité d'aller à l'essentiel et acquérir le souci de l'information rapide et inédite. Son esprit s'est ouvert sur l'extérieur : collaborateur d'un journal américain, sa culture française le pousse également vers l'Europe.

Il n'est pas indifférent que le fondateur de la presse pédagogique ait une réelle formation de journaliste et, de plus, qu'il soit une des premières personnalités canadiennes-françaises de l'époque.

C'est dans un climat d'enthousiasme général — ou tout au moins de mode — en faveur de l'éducation que P.-J.-O. Chauveau propose dans son premier rapport de surintendant de l'Instruction publique¹⁷ une série de réformes pour l'enseignement primaire. Pour améliorer la qualité du corps enseignant, Chauveau envisage la création d'associations d'instituteurs, de cours de perfectionnement dans les écoles normales pendant l'été, la distribution de manuels d'enseignement, l'octroi de primes et la publication d'un journal de l'Instruction publique. Jean-Baptiste Meilleur avait déjà réclamé la plupart de ces réformes. Mais Chauveau aura le mérite de les réaliser. Dans une circulaire du 15 janvier 1857, il annonce la publication de deux journaux pédagogiques, l'un en français et l'autre en anglais. La presse pédagogique reçoit une subvention gouvernementale de 450 livres. Organe du département de l'Instruction publique, le *Journal de l'Instruction publique* est un journal officiel, à la merci du bon vouloir de la Législature.

*

* *

De format agréable, le *Journal de l'Instruction publique* est très bien présenté pour l'époque. Au frontispice, des feuilles d'éra-

¹⁷ RSIPBC, 1856.

ble et un castor entourent une croix dominant un livre ouvert sur lequel sont écrits quatre mots : religion, liberté, science, progrès. Le tout est accompagné d'une devise « Rendre le peuple meilleur ». Cela rappelle étrangement Guizot et Victor Cousin. On veut permettre le développement d'une société tout en respectant ses structures traditionnelles. Victor Cousin qui, en 1833, rentre d'un voyage en Saxe et en Prusse a admiré la somme de connaissances que les enfants de ces pays accumulent tout en respectant l'instruction morale. Il voudrait réussir le même tour de force en France et « mettre la religion sous la protection des Lumières, et les Lumières sous celle de la religion¹⁸ ». Chauveau également, s'intéresse au système d'éducation prussien. Plus tard, c'est sur l'insistance d'un ami allemand, le docteur Schmid qu'il écrira son ouvrage sur l'instruction publique au Canada. Le surintendant n'ignore ni les systèmes d'éducation européens, ni la pensée libérale. Il admet que progrès, science et liberté vont de pair avec la religion. Il n'en fait point des ennemis de Dieu. Trente ans plus tard, les ultramontains verront en Chauveau un « homme dangereux ». Car, c'est un homme de progrès. Nous ne voulons pas en faire un homme de gauche au sens moderne du terme, ce qui serait ridicule, mais plutôt un paternaliste pré-occupé de promotion sociale : « rendre le peuple meilleur » tout en le maintenant dans certaines limites. Ainsi, le frontispice du journal de Chauveau est digne de l'*Aufklärung*, de la philosophie des Lumières.

Ce journal est gentiment illustré de lithographies et d'eaux-fortes de bon goût. Quand on songe au scandale causé par l'illustration du roman de Chauveau, on imagine aisément la réaction de certaines personnes devant une telle débauche. De présentation typographique soignée, le journal est suffisamment attrayant. Que nous réserve son contenu ?

L'éditorial du premier numéro s'adresse au public canadien¹⁹ et ne fait donc aucune restriction sur la qualité des

¹⁸ Cité dans Georges DUVEAU, *Les instituteurs*, p. 57.

¹⁹ *JIP*, janvier 1857, pp. 10-12.

lecteurs. Depuis longtemps, le besoin d'un journal pédagogique se fait sentir. Jean-Baptiste Meilleur le demandait dans ses différents rapports. Chauveau ne fait aucune allusion à l'action de son prédécesseur qui a certainement préparé les esprits, et met seulement en valeur son rôle personnel. Il est confiant dans la réussite car si tous ceux qui ont montré de l'intérêt pour cette initiative s'abonnent, le succès financier est assuré. Cette dernière considération est aussi optimiste qu'imprudente.

Chauveau expose ensuite la conception du nouveau journal. « Nous devons faire observer avant tout qu'en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, les feuilles de ce genre se divisent en plusieurs catégories et traitent chacune d'elles à un point de vue particulier le vaste projet de l'instruction publique ». On trouve des journaux officiels, des revues où l'on discute scientifiquement des questions pédagogiques et en même temps de science et de littérature, des journaux d'instituteurs dont la rédaction toute spéciale offre peu d'attrait à la grande masse des lecteurs et enfin des journaux de genre populaire. De plus, ils s'adressent à des clientèles différentes : enfance, jeunesse, enseignement primaire, enseignement secondaire. La spécialisation compréhensible dans ces pays n'est guère possible dans le Bas-Canada. « Etant le premier de son espèce publié en langue française en Amérique, notre journal devra participer à un certain degré, du caractère de tous ceux que nous venons de décrire, et notre plus grand embarras sera de combiner dans les proportions voulues, tous les éléments qui doivent composer un journal de l'Instruction publique ». Nous trouvons ici une conception très large de « l'Instruction publique » : répandre les lumières dans le peuple sur le plus grand nombre de sujets possibles. Le périodique de Chauveau sera, sous une forme agréable et pour un prix modique, un véritable « journal des familles » qui « répandra les connaissances utiles, dans tout le pays, inspirera à la jeunesse le goût des saines lectures et sera l'auxiliaire et le complément des bibliothèques de paroisse ». En fait, un rôle que joueront en France les publications de la *Bonne Presse*. Présent dans tous les foyers, traînant même dans les intérieurs les plus modestes, le *Journal de l'Instruction publique*

veut être le signe de la culture ou du moins de l'instruction dans toutes les familles canadiennes-françaises, comme *Le Pèlerin* l'est encore aujourd'hui dans quelques campagnes françaises très reculées.

Le premier numéro est un spécimen de ce que le journal pourra devenir. On y traitera un peu de toutes les questions mais on s'efforcera de faire un choix de tout ce qui se rattache à la cause de l'éducation. C'est un grand risque à courir que d'entreprendre un journal « mi-chair, mi-poisson ». Le dosage est fort délicat. Le journal contiendra toujours des nouvelles ordinaires, c'est-à-dire celles du monde littéraire et du monde scientifique, la bibliographie, la biographie, la statistique générale et particulièrement celle de notre continent. Dans ce numéro de janvier, l'abondance des documents officiels a nécessité un numéro de 32 pages, empêchant la publication de certaines matières comme l'agriculture et l'histoire naturelle. La partie pédagogique aura une grande place et s'inspirera directement des éducateurs français en particulier de Barrau, rédacteur du *Manuel général de l'instruction primaire*, et du *Petit manuel des instituteurs*, de Rapet : « nous empruntons à ces deux excellentes feuilles le texte même des exercices, en particulier les exercices d'analyse grammaticale avec d'autant plus de raison selon nous qu'ils sont adaptés à la meilleure édition de Lhomond si répandue dans le pays ». En attendant la muse canadienne, nous aurons des vers de poètes français à apprendre par coeur. Des sujets de composition seront tirés à la fois de beaux exemples et d'ingénieuses leçons de morale et de bienséance. La rubrique *locutions vicieuses* sera une petite revue des fautes de grammaire et des anglicismes les plus répandus dans le pays, « et dont il est si important que nos enfants se corrigent de bonne heure ». A l'honneur, les statistiques qui exercent la mémoire des chiffres, permettent de mieux connaître les différents pays, ouvrent l'esprit des élèves « à un ordre d'idées tout nouveau » et les préparent aux « graves préoccupations économiques et industrielles qui prennent une si grande prépondérance dans le mouvement intellectuel de notre époque ». Les problèmes arithmétiques eux-mêmes tiendront compte aussi des réalités car on

substituera aux chiffres imaginaires des chiffres réels et significatifs. On « consomme » beaucoup d'anecdotes dans les écoles, aussi nous puiserons tous les bons exemples, les récits sur l'éducation et la discipline, à la triple source des journaux de France, d'Angleterre et des Etats-Unis. Mais comme « nous désirons surtout donner à notre journal une physionomie canadienne », les récits de chez nous seront bien accueillis. Afin que le journal soit introduit dans toutes les grandes maisons d'éducation, nous rendrons compte avec plaisir de tout ce qui les concerne et même nous publierons les essais des meilleurs élèves surtout sur l'histoire du Canada et la description de la nature.

« Des documents précieux sur l'archéologie, l'histoire et la biographie canadienne » mis à notre disposition — vraisemblablement par l'abbé H.-A. Verreau — permettront la publication de « fragments historiques sur le Canada ». D'autres sujets seront abordés : législation de l'instruction publique dans tous les pays du monde, architecture scolaire, hygiène dans les écoles. Enfin, une place importante sera laissée aux avis et documents officiels. Programme magnifique et complexe qui devrait donner satisfaction à tous les lecteurs. Plus particulièrement aux membres du clergé « sur le concours duquel nous comptons », aux instituteurs du pays, à tous ceux qui sont chargés comme nous de l'exécution des lois sur l'instruction publique, aux pères et mères de famille, et « par dessus tout à la jeunesse canadienne pour son instruction et aussi pour qu'elle devienne l'apôtre et le défenseur de l'éducation nationale ». But élevé, ambitieux. Le terme de *éducation nationale* doit nous retenir ici car il implique un rôle très important de l'Etat dans l'enseignement. Il va beaucoup plus loin que *instruction publique*. Education nationale, c'est prendre en charge toutes les destinées intellectuelles du pays. La France a hésité près d'un siècle avant de débaptiser son ministère de l'Instruction publique, devenu ministère de l'Education nationale en 1933. Pour Chauveau, en 1857, ces deux termes n'ont peut-être pas un sens aussi combatif qu'en France à la même époque, mais ils sont cependant significatifs d'un état d'esprit : le surintendant voit grand, au-delà des horizons un peu bornés d'une

instruction publique. Il veut éduquer les jeunes générations, leur faire comprendre l'importance de la culture, éliminer les derniers « éteignoirs ». Grâce à son journal, il désire être un éveillé, ouvrir les esprits sur tous les problèmes et sur la compréhension des autres pays. Aussi fait-il de larges emprunts à l'étranger. Mais il désire également une importante collaboration canadienne pour l'histoire, l'archéologie, les locutions vicieuses, les anecdotes et l'architecture scolaire. S'il considère la vocation rurale comme importante, il tient aussi à mettre en valeur des préoccupations commerciales et industrielles. Rien de ce qui est essentiel ne lui est étranger.

Mais, voulant trop embrasser, ne va-t-il pas mal étreindre ? Ne va-t-il pas manquer son premier but d'aider l'instituteur. Celui-ci peut se sentir débordé par une publication de culture générale qui négligerait l'aspect pratique de l'enseignement ; l'équilibre du journal est précaire. Il risque de ne contenter personne. Mais, bien mené, il peut rendre des services considérables.

* *
* *

En 1867, on reproche à P.-J.-O. Chauveau, premier ministre de la province de Québec, de ne s'entourer que d'amis et de confier à des intellectuels des postes importants. On parle de « république athénienne ». Dix ans plus tôt, dans l'équipe de rédaction du *Journal de l'Instruction publique* on constate cet esprit athénien. L'étude de la personnalité des principaux collaborateurs fait du journal de Chauveau, un journal d'amis. Un journal né de discussions aussi fraternelles que passionnées. Un journal disséqué au cours des réunions du groupe de la rue de la Fabrique. Un journal de cénacle, ou, en nous permettant un léger anachronisme, l'oeuvre d'une intelligentsia. Avec toutes les qualités et tous les défauts que cela signifie. De 1857 à 1867, Chauveau qui dirige cette publication, y passe beaucoup de temps et la marque fortement de son empreinte. Autour de lui, comme assistants-rédacteurs de 1857 à 1863, nous trouvons Joseph Lenoir de 1857 à 1861, et Auguste Bécharde de 1861 à 1863.

Joseph Lenoir né en 1822, avocat en 1847, est surtout un poète. Il entre au bureau de l'instruction publique comme clerc de la correspondance française, bibliothécaire et assistant rédacteur du *Journal de l'Instruction publique*. Sa mort prématurée, à 39 ans, accentue la légende de sa personnalité délicate et toute tournée vers la poésie. Ses biographes chantent à l'envie les grandes oeuvres qu'il aurait pu faire si la « grande Faucheuse » n'était passée par là. Le *Franco-Canadien* estime que la littérature canadienne vient de perdre un de ses plus beaux talents²⁰. Pour *Le Pays*, M. Lenoir a depuis douze ans effeuillé les plus douces fleurs de la poésie dans la presse canadienne²¹. Ce poète de talent, aussi doux et tendre que prolifique, a publié dans *l'Album littéraire de la revue canadienne*, *l'Album de la Minerve*, *la Ruche littéraire*, *la Littérature canadienne* et le *Journal de l'Instruction publique*. Son vers est « le plus souple, le plus gracieux, le plus jaillissant que l'on eût encore fait chez nous²² ». Très influencé par les poètes français de son époque, il les imite souvent et se perd dans des sujets exotiques. Il n'est pas exempt de mièvrerie, celle-ci n'étant d'ailleurs que de la délicatesse exacerbée... C'est un lyrique. Ses oeuvres ont été réunies par Casimir Hébert en 1926, sous le titre de *Poèmes épars*. Dans sa préface, Hébert qualifie ainsi Lenoir : « un des bons, je dirai même un des meilleurs poètes qui aient chanté au Canada²³ ».

Auguste Béchard lui succède en 1861 comme assistant-rédacteur du *Journal de l'Instruction publique*. Né à Longueuil en 1828, il a été instituteur, puis journaliste. Dès 1858, il collabore au *Journal de Chauveau* avec une étude sur le rocher Percé. Il s'intéresse beaucoup à l'histoire et publiera plus tard de nombreuses études — en particulier une histoire de l'Ile-aux-Grues et celle de la banque nationale — et des biographies : François Vézina, Pierre Garneau, Joseph-G. Blanchet, Morin. Béchard est à la fois un homme cultivé et un chercheur.

²⁰ Cité dans *JIP*, 1861, pp. 68-69.

²¹ *Loc. cit.*

²² Camille Roy, *op. cit.*, p. 40.

²³ Casimir HÉBERT, *Poèmes épars de Joseph Lenoir*, p. 5.

P.-J.-O. Chauveau s'entoure ainsi d'hommes de qualité. Cela donne un ton au journal. Les collaborateurs épisodiques ne sauraient démentir la distinction qui entoure la naissance de ce périodique. Plus particulièrement Joseph de Fenouillet et l'abbé Hospice-Anthelme Verreau. Le premier, Français né à Hyères, étudiant en droit à Aix-en-Provence, s'intéresse au journalisme — il est un des actionnaires de l'*Epoque*. D'humeur vagabonde, il passe trois ans en Allemagne où il enseigne à l'Université de Bonn. L'*Univers* de Louis Veuillot publie de lui d'attachantes lettres sur ce pays. Pour des raisons assez mystérieuses, mais vraisemblablement politiques, il quitte l'Europe et arrive à Québec en octobre 1854, ayant, si nous en croyons les mauvaises langues, changé de nom ! De 1854 à 1856, il est rédacteur au *Journal de Québec*, puis grâce à l'amitié de Chauveau, il enseigne la littérature française à l'École normale Laval, et collabore au *Journal de l'instruction publique* où il se spécialise dans des études sur l'art religieux (le christ de la chapelle du Séminaire de Québec, le christ de la cathédrale, le type traditionnel du christ dans les beaux-arts) sans oublier une étude sur le véritable auteur de l'*Imitation de Jésus-Christ* et un exposé sur l'Université de Bonn. Il connaît très bien le groupe de la rue de la Fabrique. Octave Crémazie dédie à titre posthume un poème à ce Provençal égaré sur les rives du Saint-Laurent où il reposera pour toujours à partir de 1859²⁴. Professeur remarquable, quelques semaines avant de mourir « il se traînait encore à l'École normale et d'une voix épuisée il donnait à ses élèves ses leçons d'histoire et de littérature²⁵ ». Souffreteux, délicat, distingué, Joseph de Fenouillet était « un homme instruit, honorable et bon²⁶ ». Un de ses disciples préférés, Norbert Thibault, sera un des fondateurs du premier journal rédigé par des instituteurs, *La Semaine*.

L'abbé Hospice-Anthelme Verreau est très lié à Chauveau qui lui a confié l'éducation de ses fils. Fils d'un notaire, Verreau est ordonné prêtre le 3 août 1851. Jusqu'en 1857, il enseigne dans

²⁴ JIP, 1859, pp. 126-127.

²⁵ *Loc. cit.*

²⁶ *Les cahiers des Dix*, No 22, 1957, p. 214.

les écoles élémentaires. Le surintendant appuie sa nomination comme principal de la nouvelle Ecole normale Jacques-Cartier de Montréal. A ce fouilleur passionné de documents historiques, le *Journal de l'Instruction publique* doit la plupart des études de ce genre. Aussi le rédacteur en chef n'hésite-t-il pas à recourir à ses services en toute occasion, témoin cette demande de renseignements : « si vous pouviez seulement me dire quand Guillaume IV est venu au Canada et ce qu'il y a fait ? ²⁷ ». Cette collaboration déjà étroite du temps de P.-J.-O. Chauveau deviendra plus tard essentielle avec le fils du Surintendant.

L'équipe de rédaction composée de poètes, d'historiens et de littérateurs de renom dont certains ont une réelle expérience pédagogique, serait dans l'ensemble, beaucoup plus valable pour un journal littéraire. Ce journal d'intellectuels va-t-il atteindre son but de « journal des familles » et de revue pédagogique ?

* *
*
*

Comment ces « intellectuels » travaillent-ils ? Nous pouvons distinguer dans le journal deux grandes parties : une qui est faite de la reproduction d'articles parus généralement à l'étranger, et l'autre qui est originale. La première est de loin la plus importante mais la rédaction, se défendant d'être plus paresseuse que d'autres publications, estime que le *Journal de l'Instruction publique* contient une plus grande proportion d'articles inédits que dans les journaux identiques d'Amérique ²⁸. Les emprunts se font principalement à la presse pédagogique de France et de Belgique, sans oublier l'Angleterre et les Etats-Unis. Nous avons dans la presse pédagogique une preuve de plus de l'importance des relations entre le Canada français et l'Europe à cette époque. Reproduire des articles déjà parus suppose non seulement une bonne information mais également un excellent jugement. Les rédacteurs doivent choisir selon les besoins du public canadien. Parfois, une

²⁷ ASQ — Fonds Viger-Verreau, lettre de Chauveau à l'abbé Verreau

le 7 août 1861.
²⁸ *JIP*, 1858, p. 10.

adaptation est nécessaire. Ce n'est donc pas uniquement le règne des « coups de ciseaux ». Mais la tentation sera forte en cas d'urgence ou de surcroît de travail... En revanche, certains articles du *Journal de l'Instruction publique* ont été recopiés en France et aux Etats-Unis.

Avant de blâmer Chauveau et ses rédacteurs, notons qu'au milieu du XIX^e siècle, les pédagogues canadiens sont rares et que la pédagogie, sujet d'intérêt universel, passe aisément les frontières. L'éducation de la jeunesse est un problème qui, malgré quelques variantes, reste fondamentalement le même à travers le monde. Ce courant d'échanges internationaux est excellent car il a mis le Canada français dans la course. Ce n'est pas là le moindre mérite de la partie compilée de la revue. La partie originale tient une place relativement restreinte dans le journal.

Toute la rubrique au-dessous de « Montréal » est soit originale, soit condensée au moyen de l'écriture. Dans le bilan établi en 1858, on attire l'attention sur les « revues bibliographiques entièrement écrites par l'un de nous quoique l'on soit, nous pensons, sous l'impression qu'elles sont reproduites des revues étrangères²⁹ ». Ces revues bibliographiques, très copieuses, comprennent deux parties : des comptes rendus de livres et un bulletin des publications et réimpressions les plus récentes dans lequel on s'occupe d'au moins vingt livres par mois. L'amateur de lectures y trouve ainsi les avantages d'une revue spécialisée. Nous ne pouvons que formuler une hypothèse mais nous sommes persuadés que la plupart des membres du « groupe de la Fabrique » donnent des renseignements pour cette rubrique bibliographique, témoignage éloquent de l'universalité des préoccupations de ces hommes. Le *Journal de l'Instruction publique* a droit à une place de choix parmi les revues canadiennes-françaises littéraires du XIX^e siècle. Tant d'insistance attirera des reproches à ce journal qui devrait, d'après certains, s'occuper uniquement de problèmes d'éducation.

La *petite revue mensuelle* est l'oeuvre de P.-J.-O. Chauveau. Frémissante de vie, d'ironie et d'humour, elle est avec la revue bi-

²⁹ *Loc. cit.*

bliographique la seule véritable originalité du *Journal de l'Instruction publique*. Les principaux événements mondiaux traités avec familiarité, permettent à Chauveau des réflexions d'une sagesse bonhomme : « en vérité, la petite revue est bien malheureuse. Elle qui voudrait être l'apôtre du progrès illimité, il lui faut chaque mois enregistrer quelques-uns de ces affreux malheurs qui viennent donner le démenti à toute notre sagesse³⁰ ». Cette « petite revue » est considérée par le Surintendant comme une personne, une amie. Il la traite de « babillarde » ou d'insolente. On sent qu'il s'y dépouille de tout aspect officiel. Il vient « jaser » avec elle sur tous les sujets. A propos de la conquête définitive des Indes, la *petite revue* se demande « si les Anglais domptés par son climat, énervés par ses moeurs, bercés par ses rêves ne vont pas être vaincus par les vaincus ! Qu'arrivera-t-il maintenant de ces cent quatre-vingts millions d'hommes qui vont passer sous le joug de trente-deux millions d'autres hommes, habitant deux petites îles situées à l'autre bout du monde ? » La question à peine posée, la *petite revue* sait bien « qu'elle n'est pas de force à la résoudre³¹ ». Manque total de prétention : « de bien grands événements se sont passés depuis que nous avons pu causer familièrement avec ceux de nos lecteurs qui ne croient pas déroger à leur dignité en jetant les yeux sur la *petite revue*³² ». Pourtant, la *petite revue* est un reflet très fidèle des événements mondiaux et plus particulièrement de l'Europe : « la situation européenne préoccupe tellement nos lecteurs que nous croyons devoir commencer par mettre sous leurs yeux deux documents qui la résument admirablement³³ ». Un peu plus tard : « les événements qui ont lieu depuis quelques années en Europe, sont d'une telle importance, que l'attention du monde civilisé s'y trouve à peu près toujours concentrée³⁴ ». Les problèmes européens sont le point de mire de la *petite revue* tout au long de son existence. Avec l'accélération des échanges, les nouvelles affluent : « que n'y a-t-il pas dans un mois ? Autant de choses qu'il y en avait autrefois dans une année ! Oh ! parlez-moi, parlez-moi du bon vieux temps où

³⁰ *JIP*, juin 1857, p. 128.

³¹ *JIP*, janvier 1858, p. 13.

³² *JIP*, février 1858, p. 29.

³³ *JIP*, février 1860, p. 32.

³⁴ *JIP*, juin 1860, p. 102.

l'on faisait par la flotte d'automne sa provision de nouvelles d'Europe et où l'on attendait patiemment la flotte du printemps pour la renouveler³⁵ ». Mais, même pendant ce « bon vieux temps », les journaux regorgent de nouvelles européennes. La rupture avec la France au moins pour la première moitié du XIX^e siècle nous apparaît un mythe après la lecture des différents journaux de l'époque. La petite revue mensuelle est l'élément attractif du journal de Chauveau, un peu comme les bandes dessinées ou les potins le sont, à un niveau très inférieur, pour les journaux d'information.

Ainsi, le *Journal de l'Instruction publique* conserve une certaine originalité, bien qu'il fasse des emprunts importants aux journaux étrangers. En exceptant les documents et avis officiels, nous pouvons regrouper les articles de cette publication autour de dix centres d'intérêt :

- Sujets de composition
- Poésie
- Littérature — Anecdotes
- Exercices de grammaire
- Articles d'éducation
- Culture générale — Sciences
- Biographie
- Mathématiques — Statistiques
- Petite revue mensuelle
- Revue bibliographique

Les *sujets de composition* qui peuvent servir à la fois de leçon de morale et de modèles pratiques pour l'instituteur n'apparaissent que vingt-cinq fois de 1857 à 1863, soit dans 30 pour 100 des numéros. Dès 1860, la chronique disparaît à peu près totalement. Les textes présentés sont généralement quelconques : délicatesse envers un bossu, lettre d'une jurassienne à son fils, scènes d'hiver. Il faut cependant mettre à part une nouvelle de Chateaubriand et quelques écrits canadiens : François-Xavier Garneau, Auguste Béchard.

³⁵ *JIP*, janvier 1862, p. 14.

La *poésie*, à l'honneur dans la presque totalité des numéros durant ces sept premières années, éclaire généralement, par l'ordonnance des vers, la première page. La majorité des poèmes sont dus à des auteurs français. Eclectisme du choix : Racine, Lamartine, Victor Hugo y côtoient Théodore de Banville, Henri de Lacretelle, Béranger, de Laprade et même Anaïs Ségalas, Puibusque, Boileau, consul de France à Québec, sans oublier l'inépuisable Lucie Desbordes-Valmore qui fournit aux petits Canadiens comme aux petits Français le plaisir d'ânonner, entre autres, l'histoire du petit oreiller. De 1857 à 1861, Joseph Lenoir règne en maître sur la poésie canadienne. Les périodiques s'arrachent ses oeuvres, mais il lui en reste suffisamment pour inonder le journal dont il est assistant-rédacteur, tout en glissant à l'occasion quelques strophes de son supérieur, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau. Sa mort semble délivrer les muses canadiennes qui n'avaient de soin que pour cet enfant chéri de l'alexandrin, et le *Journal de l'Instruction publique* honore fréquemment en publiant leurs oeuvres, François-Xavier Garneau, Jacques Viger, Louis Fiset, Jean-Baptiste Marsais, Louis Fréchette et Benjamin Sulte. Le journal de Chauveau, dans ses premières années, a bien servi la cause de la poésie canadienne. On conseille aux instituteurs de faire apprendre par coeur la plupart de ces poésies à leurs élèves. Souci pédagogique et souci culturel se rejoignent donc dans cette chronique poétique.

La rubrique *littérature-anecdotes*, assurée à environ 70 pour 100, est à tendance nettement moralisatrice : l'honnête famille, la vanité dans l'éducation, etc... Mais, au bout de très peu de temps les rédacteurs ont choisi la solution de facilité : ils s'attardent pendant plusieurs mois sur un texte ou sur un auteur. La chronique s'alimente ainsi d'elle-même grâce, principalement à quatre écrivains : Lucie Desbordes-Valmore, le vicomte Walsh, Puibusque et surtout Pierre-Joseph-Olivier Chauveau avec sa relation du voyage du Prince de Galles.

Les *exercices de grammaire*, très utiles aux instituteurs, paraissent dans 75 pour 100 des numéros et présentent des textes variés et instructifs.

Aussi régulière qu'abondante, la chronique *éducation* est composée presque uniquement d'articles tirés d'ouvrages français, en particulier du *Manuel général de l'Instruction primaire* de Barrau et du *Manuel des instituteurs* de Rapet. Bien choisis, ils ne peuvent qu'intéresser les éducateurs canadiens-français. Ce sont généralement des articles très longs reproduits pendant plusieurs mois. Les sujets traités permettent de connaître les préoccupations des milieux officiels de l'Instruction publique. D'abord, l'aspect disciplinaire et moral de l'éducation des enfants; ensuite des études très détaillées sur l'organisation scolaire: emploi du temps, plan d'un cours triennal, hygiène et médecine des écoles, nécessité d'une classe préparatoire dans les écoles primaires, l'éducation agricole, comment un maître peut réformer son école; la description des systèmes d'enseignement public en France (nombreux articles), en Algérie et en Allemagne; enfin, études sur la manière de vivre de l'instituteur, ses rapports avec les autorités locales et les parents, son influence dans la société. La participation canadienne à cette chronique de 1857 à 1863 est très faible: en dehors de règlements d'examens, les pédagogues du Québec donnent leurs idées sur l'enseignement de l'histoire du Canada, du dessin et de la musique. Quatre séries d'articles s'occupent de la situation matérielle des enseignants: le maître d'école à bon marché, les conférences d'instituteurs, la caisse d'économie et l'engagement des maîtres. Mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des articles de pédagogie pratique et théorique. La chronique *éducation* du *Journal de l'Instruction publique* permet à l'instituteur canadien d'améliorer son enseignement, mais ne va pas beaucoup l'aider à changer son sort.

La chronique *culture générale-sciences* touche à des sujets dont plusieurs sont d'intérêt canadien: architecture des écoles, archéologie canadienne, beaux-arts (architecture religieuse à Québec), mais surtout la reproduction des cours de l'abbé Ferland sur l'histoire du Canada et des études d'ornithologie et d'agriculture canadiennes. On traite également de sujets d'actualité: l'exposition universelle de Londres, une visite à l'Université de Bonn, le télégraphe, la révolte des Cipayes aux Indes, les causes de l'émi-

gration aux Etats-Unis et l'Association américaine pour l'avancement des sciences. Cette partie du journal, de formule *magazine*, retient l'attention de toutes les catégories de lecteurs — aussi la retrouve-t-on dans 88 pour 100 des numéros.

Les *biographies* dont le prospectus d'introduction promet une abondante moisson, sont en fait très rares; 10 numéros sur 84 en présentent. Neuf personnalités sont étudiées: l'agronome William Evans, Jacques Cartier, le docteur Blanchet, Jean de Muller historien de la Confédération suisse, Jean-Baptiste Biot, le père Lafitau, historien et naturaliste, la famille Bédard, Denis Viger, et Lucie Desbordes-Valmore qui a droit à deux numéros... Des portraits accompagnent ces études.

La chronique *mathématiques-statistiques*, très irrégulière, ne paraît que dans 41 pour 100 des numéros. Elle se voulait originale en initiant aux questions contemporaines par des chiffres; elle ne tient ce pari que les premiers mois en informant ses lecteurs sur des questions variées: entrée des navires au port de New-York, mouvements de population à Montréal et Québec, recensement en Iowa, population de l'état de New-York, sourds-muets à New-York et au Canada, exportations et importations au Canada, revenus d'une ferme de l'Illinois, recettes et dépenses du gouvernement des Etats-Unis. Après un silence de plus de deux ans, la chronique change totalement de formule et donne seulement des problèmes d'arithmétique très classiques mais certainement au moins aussi pratiques pour les instituteurs.

Nous avons déjà étudié la conception de la petite revue mensuelle et de la revue bibliographique. La *petite revue mensuelle* paraissant dans 96 pour 100 des numéros, est, avec l'éducation, la chronique la plus régulière du *Journal* de Chauveau. Elle promène ses lecteurs à travers le monde. Quant à la *revue bibliographique*, très riche, elle paraît dans 76 pour 100 des numéros.

Chauveau et son équipe de rédaction de 1857 à 1863 n'ont pas été également fidèles dans leurs promesses.

Dans son rapport pour l'année 1857, le Surintendant déclare: «*Le Journal de l'Instruction publique et le Journal of education*

sont deux moyens de culture intellectuelle et morale des plus puissants et j'ai tout fait pour les rendre aussi intéressants qu'il m'a été possible³⁶. P.-J.-O. Chauveau peut en effet être satisfait pour la première année du journal. Le programme a été entièrement appliqué sauf pour la chronique des exercices grammaticaux — on a omis les « locutions vicieuses ». Pour le volume et les illustrations, le journal a offert plus qu'il n'avait promis : 236 pages et 24 gravures au lieu de 192 pages et 12 gravures. Techniquement, plus de soin doit être apporté à la typographie. Un « prote » est recherché pour ce travail. La qualité du papier doit être améliorée. Des clichés seront empruntés aux meilleurs publications de Paris.

En 1858, les articles sur l'architecture des écoles ont obtenu un gros succès, ainsi que les revues bibliographiques « qui nous ont peut-être coûté plus d'ouvrage que tout le reste du journal³⁷ ». Deux chroniques sont particulièrement délaissées : biographies et mathématiques-statistiques. Mais surtout Chauveau a fait un effort de méthode en groupant les faits divers par bulletins spécialisés : sciences, lettres, instruction publique, arts et beaux-arts. Un appel est lancé à la collaboration de tous les lecteurs afin d'ouvrir de nouveaux bulletins : connaissances utiles au point de vue de l'économie domestique, bons exemples, accidents par imprudence.

De 1859 à 1861, les chroniques sont assez régulièrement alimentées bien qu'on perçoive déjà un léger appauvrissement. A partir de septembre 1860, la relation du voyage du Prince de Galles par Chauveau nous donne une des plus intéressantes séries d'articles. Cependant, mauvais signe que l'apparition du premier numéro double, c'est-à-dire d'un seul numéro pour deux mois, fait généralement pour rattraper du retard : août-septembre 1861, numéro sans grand intérêt, ne marque qu'un fléchissement passager.

1862 utilise les « pavés », longs articles mobilisant plusieurs numéros, témoins un voyage Montréal-Québec, l'histoire du Ca-

³⁶ *RSIP*, 1857, publié dans *JIP*, mai 1859, p. 85.

³⁷ *JIP*, janvier 1859, p. 8.

nada, des conseils aux instituteurs, la calligraphie. Bien qu'en littérature, le Français Puibusque soit la source principale, 1862 est l'année canadienne du journal de Chauveau : beaucoup de personnalités québécoises et montréalaises y collaborent sur des sujets locaux. Le journal fait en même temps un effort de publicité en offrant comme primes, un calendrier et une jolie chanson de circonstance. A l'exposition universelle de Londres en 1862, le *Journal de l'Instruction publique* reçoit une mention. Consécration officielle et hommage rendu hors du pays à un effort méritoire.

La revue s'endort sur ses lauriers en 1863. Les rapports officiels y tiennent une très grande place ainsi que les distributions de prix et les palmarès. L'impression dominante est que l'équipe de rédaction n'a pas le temps de s'en occuper et fait du remplissage. Peut-être cette pauvreté de l'année 1863 explique-t-elle la parution de *La Semaine* en 1864 ? Cette baisse très nette est-elle une conséquence du manque d'intérêt du public pour la revue de Chauveau ?

*

* *

Publier un nouveau journal est une aventure mais au XIX^e siècle, au Canada français, ce n'est qu'une aventure banale. De 1857 à 1900, deux cents journaux ont vu le jour dans la ville de Québec ! Une infime minorité a survécu. L'initiative de Chauveau n'a rien d'héroïque, surtout que son journal est soutenu par le gouvernement.

Dans ces conditions, tirer le *Journal de l'Instruction publique* à quatre mille exemplaires³⁸ ne relève pas nécessairement de l'optimisme béat. Le Bas-Canada compte à cette époque trois mille instituteurs laïques, clientèle qui semble assurée ainsi que les curés et les autorités scolaires.

L'abonnement est de cinq chelins par an, payable d'avance. Pour cette somme, les instituteurs reçoivent l'édition française et

³⁸ *JIP*, janvier 1858, p. 10.

le journal anglais ou deux exemplaires du journal français. En janvier 1858, Chauveau déclare que la condition de payer les abonnements d'avance a dû diminuer le nombre des abonnés, bien que cette exigence lui paraisse indispensable à la prospérité du journalisme. Si les rapports officiels du surintendant de l'Instruction publique ne donnent, à notre connaissance, aucun chiffre sur les abonnements, par contre le journal lui-même prétend avoir 900 abonnés³⁹. En 1864, George Hodgins parle de 1100 abonnés⁴⁰. A la demande de doubler le rythme de la parution, Chauveau n'en admet la possibilité que si l'on obtient 2000 abonnés. Quant à augmenter le coût de l'abonnement, il s'y refuse car « le journal n'est pas une spéculation privée; il est subventionné par l'état afin de répandre, au meilleur marché possible, le goût de l'instruction publique, des sciences, des lettres et des arts⁴¹ ». Après deux ans de parution, le journal cherche de nouveaux abonnés, mais sans les illusions et les espoirs de 1857 : « nous n'ignorons pas tout le mérite qu'il y a parmi nous à savoir apprécier une publication qui ne donne et ne peut donner à ses lecteurs ni polémique politique, ni roman-feuilleton⁴² ». De cette phrase se dégage une certaine rancune. Les lecteurs ne répondent pas comme on le voudrait. Mais Chauveau est obligé à un certain optimisme. Car, trop noircir le tableau entraînerait une levée de boucliers contre une « revue coûteuse et peu lue »... Aussi dans son rapport officiel pour 1859 se gargarise-t-il du succès obtenu par le *Journal de l'Instruction publique* auprès des nouveaux abonnés, « surtout parmi les instituteurs qui paraissent apprécier l'avantage qui leur est offert de pouvoir se procurer des lectures, qui leur sont particulièrement destinées, en même temps qu'un résumé des nouvelles littéraires et scientifiques et de tout ce qui concerne plus particulièrement leur profession, pour une somme, pour bien dire, purement nominale⁴³ ». Au même moment, dans une lettre personnelle adressée à l'abbé Hospice-Anthelme Verreau, Chauveau se plaint des difficultés rencontrées par le

³⁹ *Loc. cit.*

⁴⁰ Georges HODGINS, *Education in Lower Canada*, p. 13.

⁴¹ *JIP*, janvier 1858, p. 10.

⁴² *JIP*, janvier 1859, p. 7.

⁴³ *RSIP*, 1859, publié dans *JIP*, 1860, p. 135.

journal : « le journal est un peu en retard. Je vous en adresse deux exemplaires dont vous pouvez disposer. Tâchez donc de nous avoir des abonnés ! Notre pauvre journal est terriblement enfoncé faute de zèle⁴⁴ ». En 1862, le Surintendant admet publiquement la nécessité d'un effort pour trouver des abonnés et il félicite certaines personnes dévouées, telles les inspecteurs Boivin et Leroux qui ont envoyé respectivement vingt-huit et quarante-huit abonnements. Dès mai 1858, on a eu recours à des moyens publicitaires pour augmenter la diffusion du journal : on propose le journal de l'année 1857 relié pour \$1.30, ces recueils pouvant être distribués comme prix dans les établissements scolaires.

Difficulté de trouver des abonnés et encore plus de faire s'abonner les instituteurs. Des appels répétés à ces derniers de 1857 à 1863, nous pouvons conclure qu'ils ne sont guère enthousiastes. « Le nombre des abonnés est encore relativement très grand en dehors de la classe des instituteurs⁴⁵ ». On sermonne les maîtres d'école. Qu'est-ce qu'une piastre ? N'en dépensez-vous pas beaucoup mal à propos ? Ne pas vous abonner est une fausse économie car à notre connaissance — ici, on essaie de leur faire peur — plusieurs instituteurs inscrits sur les registres de la caisse d'économie ont failli voir rayer leur nom faute d'avoir lu les avis parus dans le *Journal de l'Instruction publique*. Trois ans plus tard, il est signalé que « les inspecteurs ont remarqué de grands progrès dans les écoles où le journal était reçu ». Les mêmes thèmes sont repris : souscription très modique, d'où point d'excuse de ne pas s'abonner. « Si faibles que soient les traitements, il n'y a guère d'instituteurs qui, dans le cours d'une année ne dépensent point au moins une pareille somme plus mal-à-propos⁴⁶ ». Toutes ces répétitions montrent que le journal ne réussit pas à intéresser vraiment les instituteurs car sinon, ceux-ci n'hésiteraient pas à donner une piastre, même si les salaires sont très bas. Le maître d'école se sent dépaycé en compagnie de littérateurs si distingués et le public cultivé se lasse de trouver de

⁴⁴ ASQ — Fonds Viger-Verreau, lettre de Chauveau à l'abbé Verreau le 9 août 1859.

⁴⁵ JIP, janvier 1859, p. 7.

⁴⁶ JIP, 1862, p. 115.

longs morceaux sur des aspects théoriques de l'éducation. Aussi, beaucoup doivent délaïsser ce journal, le premier mouvement de curiosité passé. Une phrase glissée dans le rapport du Surintendant pour 1859 nous laisse perplexe sur l'empressement des abonnés à payer : «les dépenses des deux journaux au 1er janvier 1859 excédaient de \$830 les recettes; mais il est dû le double de cette somme pour abonnements⁴⁷ ». En admettant même que les abonnés du *Journal of education* n'ayant pas payé soient aussi nombreux que ceux de l'équivalent français, il traîne au moins pour deux ans, 830 abonnés en retard — pas loin de 50 pour 100 du nombre total ! De plus, le montant total des abonnements a diminué de 1859 à 1863 :

— en 1859	\$728 ⁴⁸
— en 1863	655.65 ⁴⁹

La publication n'est absolument pas rentable et dépend de la subvention du gouvernement.

Les \$1800 accordés chaque année par le gouvernement sont insuffisants. Le déficit très fort des premières années s'atténue lentement. Nous avons pu, dans le fouillis voulu des rapports du Surintendant, établir l'importance du découvert :

— au 31 décembre 1861	\$1918.98
— au 31 décembre 1862	1778.94
— au 31 décembre 1863	1491.04

Le déficit diminue. Le Surintendant clame victoire en soulignant que cela ne fait par année d'existence que \$213⁵⁰. Mais le fait est là, le journal coûte très cher. Voici le bilan pour 1863 :

⁴⁷ RSIP, 1859, publié dans *JIP*, 1860, p. 135.

⁴⁸ *Loc. cit.*

⁴⁹ Cité par *La Semaine*, p. 325.

⁵⁰ RSIP, 1863, publié dans *JIP*, 1864, p. 92.

ACTIF	
Recettes par abonnement	655.65
Subvention du gouvernement	1800.00
Déficit pour 1863.....	1491.04
	<hr/>
	3946.69
PASSIF	
Frais d'impression	2167.95
Découvert de 1862...	1778.74
	<hr/>
	3946.69

Pour Chauveau, la solution est l'augmentation de la subvention gouvernementale et la distribution gratuite aux instituteurs. Mais la participation du gouvernement est déjà importante... et un journal qu'on ne paie pas est en général un journal qu'on ne lit pas. Le remède serait d'en faire un véritable périodique des instituteurs. Or, ce journal a-t-il de 1857 à 1863 laissé un espoir dans ce sens-là ?

*

* *

Si la place des maîtres d'école dans la rédaction du journal est négligeable, il faut cependant noter que l'assistant-rédacteur de 1861 à 1863, Auguste Béchar, a été instituteur à Percé, puis inspecteur pour les écoles du district de Gaspé. La direction du journal, très littéraire à l'origine, s'oriente vers des préoccupations plus pédagogiques avec Béchar. Celui-ci déclare que le journal spécialement publié pour les instituteurs, leur est entièrement dévoué. Aussi doivent-ils trouver des abonnés car « agir ainsi ce n'est point faire autre chose que de travailler à étendre leur propre influence et celle de leur profession dans la société, sans compter qu'ils ont eux-mêmes et leurs successeurs à venir tout à gagner

par la diffusion des connaissances utiles et par l'accroissement du goût public pour les sciences et les lettres⁵¹ ».

Les articles d'instituteurs de 1857 à 1863 sont rares : « T. Amyrauld, instituteur » insiste sur l'importance de l'enseignement de la musique vocale dans les écoles⁵² et disserte sur l'enseignement de l'histoire du Canada⁵³. « Lamy, instituteur » pose des problèmes d'arithmétique en mars 1861⁵⁴, et Ernestine Drouet — ô nom prédestiné — se lance dans la poésie⁵⁵. Les instituteurs canadiens-français ne sont que collaborateurs occasionnels dans un journal officiel et littéraire.

Le seul véritable intérêt, pour un maître d'école, réside dans la publication des comptes rendus des travaux des associations d'instituteurs en rapport avec les Ecoles normales Laval et Cartier. « Les différents essais qui ont été lus par les instituteurs et l'analyse des discussions pédagogiques qui se sont succédées dans ces associations ont formé une des sources les plus importantes et les plus utiles de la rédaction du *Journal de l'Instruction publique*⁵⁶ ». C'est à travers les discussions de ces conférences que l'instituteur peut combattre pour l'amélioration de son sort. Quelques rares articles défendent — modestement — la situation de l'enseignant; aussi n'est-il pas étonnant que les instituteurs se désintéressent de cette publication.

Chauveau et son journal suscitent des oppositions. D'abord, une opposition politique. *Le National* attaque le Surintendant, « homme honorable qui remplit ses fonctions avec une scrupuleuse attention au point même de ne pas omettre de publier dans le Journal confié à ses soins les mérites sans nombre de l'honorable Cartier, de faire admirer tout ce que pense et même tout ce que ne pense pas ce dernier ». *Le Canadien* qui reproduit cet article, conclut de la sorte : « Ainsi, point d'équivoque. M. Chauveau serait un Surintendant parfait si malheureusement il ne

⁵¹ *JIP*, 1862, p. 115.

⁵² *JIP*, mars 1860, p. 44.

⁵³ *JIP*, juin 1860, p. 96.

⁵⁴ *JIP*, mars 1861, p. 53.

⁵⁵ *JIP*, juin 1861, p. 94.

⁵⁶ *RSIP*, 1864, publié dans *JIP*, 1865, p. 127.

poussait jusqu'à la flatterie les éloges qu'il prodigue à M. Cartier ». Mais cela est faux, ajoute *Le Canadien*. Chauveau ne fait preuve d'aucune partisanerie dans sa revue⁵⁷. Son prédécesseur, Jean-Baptiste Meilleur, ne le ménage point. Rancune et dépit. Plus subtilement, il accuse le Surintendant d'idées dangereuses : ne publie-t-il pas des extraits d'oeuvres de George Sand et Eugène Sue ? Tardivel, dont la haine contre Chauveau est grande, juge sa réputation aussi surfaite que ses opinions sont sujettes à caution. Le père Grenier avertit Tardivel le 18 juillet 1886 qu'il a mis la main sur la correspondance entre l'abbé Bois et Meilleur. Correspondance qui, dès qu'elle sera connue, fera tomber Chauveau encore plus bas dans l'opinion⁵⁸. Chauveau qui deviendra vers 1880 une des bêtes noires des ultramontains se voit reprocher l'aspect « étranger » du *Journal de l'Instruction publique*. Dès 1860, les prêtres du Séminaire de Québec ne veulent point de ce journal et le renvoient à son auteur⁵⁹.

Darveau reprend ses critiques et lui reproche d'avoir employé « les produits insipides de la librairie étrangère. Toutes les éditions Mame ou les romans Gaume ne valent certainement pas nos bons ouvrages canadiens — et ils sont nombreux — pas plus sous le rapport du fond que sous celui de la forme⁶⁰. Quant à Bibaud, il condamne des anglicismes familiers au Surintendant... On voit ici une autre conjonction de critiques : Chauveau a trop emprunté à l'Europe, son journal n'est pas canadien.

Un journal étranger, partisan, officiel, trop littéraire, trop culture générale... Comment s'étonner que des instituteurs aient décidé de marquer leur désapprobation en fondant un journal, spécialement consacré aux intérêts de la classe enseignante ? La presse pédagogique officielle voit naître en 1864 un rival.

⁵⁷ *Le Canadien* du 4 mai 1857.

1878) dans *BRH*, 1937, pp. 337-343.

⁵⁸ Léon POULIOT, *Collection des lettres du docteur Jean Meilleur* (1796-

⁵⁹ *Loc. cit.*

⁶⁰ DARVEAU, *op. cit.*, p. 133.

chapitre deuxième

la semaine, premier journal canadien-français écrit par des instituteurs laïques pour des instituteurs laïques

(1864)

Le 2 janvier 1864, la presse pédagogique du Canada français s'enrichit du journal le plus neuf, le plus original et peut-être le plus intéressant — en nous excusant de manquer de respect à la presse ministérielle et aux futures publications spécialisées — des parutions de ce genre durant le XIX^e siècle. *La Semaine* s'affuble cependant d'un sous-titre conventionnel : « revue religieuse, pédagogique, littéraire et scientifique ». Ces prétentions encyclopédiques, d'ailleurs dans l'esprit de l'époque, ne doivent pas nous faire illusion. *La Semaine* est bel et bien une revue pédagogique mais surtout le premier journal du Canada français écrit par des instituteurs pour les instituteurs. Journal de revendications, de combat, il est un des premiers signes de la maturité des enseignants laïques.

*

* * *

Trois instituteurs forment l'équipe de rédaction. Sur eux nous n'avons qu'une indication dans l'éditorial du premier numéro : « instituteurs nous-mêmes¹ » et leurs noms :

Norbert Thibault,
Joseph Létourneau,
C.-J.-L. Lafrance.

¹ *La Semaine* du 2 janvier 1864, p. 1.

Essayons de mieux connaître ces trois hommes qui vont prendre sur leurs loisirs, sur leur sommeil pour publier une revue au service de leurs confrères.

Norbert Thibault, né à Saint-Urbain dans le comté de Charlevoix, entre à l'école normale Laval lors de sa fondation en 1857. Brillant élève, après avoir obtenu le diplôme d'école d'académie, il remporte les prix de rhétorique, latin, grec et langage correct². Tant de succès, un « langage correct » ne pouvant le laisser croupir dans l'ombre, il est immédiatement après la fin de sa scolarité nommé professeur adjoint à l'école normale Laval. Thibault n'a jamais enseigné au niveau de l'alphabet que l'on fait ânonner à des élèves récalcitrants. Il a commencé sa carrière par le haut et n'a rien à voir avec l'instituteur de campagne proche de la population tant par son allure que par une instruction très élémentaire. « Il fut chargé de classes importantes à l'école normale. C'était un élève, plus que cela un disciple de M. de Fenouillet de qui il avait pris un peu de ses manières. Lui aussi était un délicat et partant un souffrant³ ». Souffrance et délicatesse aiguïsent chez cet homme très fin un réel talent littéraire qu'il exerce dans de nombreux domaines.

Journaliste amateur dans *Le Courrier du Canada* dès 1860, il participe au remarquable mouvement littéraire de l'époque en ouvrant la voie à une véritable critique. Cette « âme sensible », par une contradiction qui peut étonner, en veut au romantisme et plus particulièrement à celui de Crémazie dont il déchiquette un des poèmes, la Promenade des trois Morts. Crémazie, loin de s'en offenser, écrit à l'abbé Casgrain le 29 janvier 1867 : « Le jeune écrivain a certainement du talent... Dans une de mes lettres, je vous ai dit que ce qui manquait à notre littérature, c'était une critique sérieuse. Grâce à M. Thibault qui a su faire autrement et mieux que ses prédécesseurs, la critique canadienne sortira bientôt de la voie ridicule dans laquelle elle a marché jusqu'à ce

² MAGNAN, BRH, 1942, vol. 48, p. 173.

³ Ernest GAGNON, *Souvenirs intimes sur l'école normale Laval* dans l'En-

seignement primaire de mars 1907, p. 444.

jour⁴ ». Son esprit critique l'entraîne également du côté de l'histoire. Se dégagant du charabia historique, il reconnaît la valeur des faits dûment contrôlés. A la 42^e conférence des instituteurs de Laval, il lit son essai sur les historiens du Canada⁵ où il met en valeur l'importance des études historiques et montre la beauté de l'histoire canadienne aux sources nombreuses et pures. Sources dont il sait distinguer l'intérêt. S'il apprécie les annalistes antérieurs à Charlevoix, il critique les ouvrages du « Père des historiens de la Nouvelle-France ». En 1876, il donne un cours d'histoire du Canada au grand noviciat des Frères des écoles chrétiennes. Écrivain, critique, historien, Thibault a hérité de son maître français émigré au Canada, Joseph de Fenouillet — qui en changeant de pays a changé de nom, passant d'un patronyme tristement roturier à un nom fleurant bon la noblesse et les senteurs de Provence — l'élégance et la distinction.

Ernest Gagnon, qui l'a connu à l'école normale, juge ainsi le professeur : « Thibault avait une grande délicatesse de procédés et de manières; aussi exerçait-il sur ses élèves un ascendant considérable⁶ ». Petit, faible de santé, cet homme vit en dehors de la société pour ses élèves. Ne trouvait-il plus à l'école normale la chaleur et le soutien nécessaires pour vaincre son isolement, ou bien fut-il dévoré par une crise de mysticisme ? En tout cas, le 12 avril 1872, il entre au noviciat des Frères des écoles chrétiennes où il pourra concilier les exigences de sa foi et son attachement passionné aux problèmes d'éducation en rédigeant un essai sur l'éducation publié en 1876. Son passage chez les Frères n'est que tourments. Gagnon, qui l'a rencontré à Montréal quelque temps après son entrée au noviciat, est frappé par la pâleur de celui qui, devenu Frère Olivier, paraît « écrasé » sous son lourd costume. Les pressentiments de Gagnon vont être brutalement confirmés par une carte postale reçue du Frère Olivier qui signe Fra Diavolo ! Thibault n'étant pas coutumier de cet humour douteux, il fallut se rendre à l'évidence, Frère Olivier était devenu fou. Après une période agitée, il retrouve le calme au sein de sa famille et

⁴ Lettre citée dans MAGNAN, BRH, 1942, vol. 48, p. 174.

⁵ Compte-rendu dans JIP, 1871, p. 32.

⁶ Ernest GAGNON, *op. cit.*, p. 567.

« s'éteint doucement, ne donnant plus que de rares signes d'intelligence⁷ ». Cette fin tragique, si elle peut nous éclairer sur la sensibilité exacerbée et l'impressionnabilité de Thibault, ne doit pas nous faire oublier le journaliste de *La Semaine*. Magnan a noté combien dans cette revue « il fut un écrivain sérieux, un littérateur de beaucoup de goût. Sa plume alerte et châtiée a laissé des pages qui honorent la littérature canadienne⁸ ». Pour nous, il a été plus encore : un littérateur de combat au service des instituteurs. Certes, il n'a pas leur expérience quotidienne, mais il a su les comprendre et les défendre avec ardeur.

Joseph Létourneau — sur qui nous n'avons pu recueillir que peu de renseignements — semble d'un tempérament opposé à celui de Thibault. Professeur à l'école normale Laval, Létourneau est le batailleur de l'équipe. La polémique qui l'oppose, dans *La Semaine* à « Un Ami » à partir du 1^{er} octobre 1864 le prouve. Il sait prendre ses responsabilités. Sa conférence à la 23^e réunion des instituteurs de Laval sur « la nécessité de demander des réformes » situe bien son champ d'action dans le domaine de l'éducation⁹. Pour lui, l'association des instituteurs laïques s'est intéressée trop exclusivement aux sujets pédagogiques et scientifiques. Il faut s'occuper des améliorations indispensables que mérite la situation personnelle de l'instituteur. Létourneau considérant l'importance de la condition sociale du maître au moins égale à celle des questions pédagogiques, fait preuve d'un état d'esprit comparable à celui de la plupart des syndicalistes actuels.

C.-J.-L. Lafrance qui, d'après l'ensemble de ses travaux, est le pédagogue de l'équipe de *La Semaine*, appartient à cette catégorie d'hommes qui sont toujours très jeunes pour les fonctions qu'ils occupent. Ainsi, le 13 mai 1857, malgré sa jeunesse, il est un des orateurs choisis pour l'inauguration de l'école normale Laval, ce qui lui permet d'affirmer sa foi en son métier : « Instituteur de coeur et de goût, je suis fier d'appartenir à une classe d'hommes

⁸ MAGNAN, BRH, 1942, vol. 48, p. 174.

⁹ Compte-rendu dans *La Semaine* du 3 septembre 1864, pp. 283-285.

que l'on entoure aujourd'hui d'autant de considération¹⁰ ». Il est normal, ajoute-t-il, que l'on veuille mettre sur le même pied l'instituteur et les professions libérales. Idée que Gérin-Lajoie développera plus tard dans son *Jean Rivard*.

En dehors de sa collaboration à *La Semaine*, nous connaissons Lafrance par de nombreux écrits pédagogiques. Après avoir en 1864 fait une communication sur la formation des couches géologiques à la conférence des instituteurs de Laval, il publie en 1865 un *Abrégé de grammaire française* et en 1867 une *Nouvelle arithmétique commerciale et pratique*. Géologue, mathématicien, grammairien, on apprendra sans surprise que Lafrance devient directeur de l'Académie Saint-Jean-Baptiste dont les classes commencent le 22 juillet 1864. Des trois rédacteurs de *La Semaine*, Lafrance est le seul dont nous connaissons les idées politiques. *Nos divisions politiques* est un pamphlet dirigé contre le parti conservateur « parti de la politique anglaise avant tout »; Lafrance est un libéral car il est pour « une politique vraiment canadienne, vraiment nationale¹¹ ».

Les trois rédacteurs de *La Semaine*, tout en ayant l'esprit ouvert sur tous les problèmes, ont des fonctions bien définies : Norbert Thibault est le littéraire, l'âme sensible, Joseph Létourneau le polémiste et C.-J.-L. Lafrance le pédagogue. Equipe très unie, mais dont les membres conservent une certaine liberté. Une convention écrite précise que « quand l'un d'eux publiera un article qui ne rencontrera pas l'approbation de toute la collaboration, son nom devra paraître au bas de cet article¹² ». En un an, cela ne s'est produit que deux fois : lors de la polémique avec « Un ami » où Létourneau prend la responsabilité d'une réponse et lors d'un article sur les associations signé par Lafrance.

Tous trois ont joué un grand rôle dans l'association des instituteurs en rapport avec l'école normale Laval :

¹⁰ JIP., 1857, p. 108.

¹¹ C.-J.-L. LAFRANCE, *Nos divisions politiques*, pp. 6-7.

¹² *La Semaine* du 15 octobre 1864, p. 330.

- Lafrance, secrétaire de l'association de 1857 à 1859
président de 1859 à 1861
- Létourneau, secrétaire en 1860-1861
vice-président en 1861-1862
président en 1862-1863
- Thibault, secrétaire de 1861 à 1863
vice-président en 1863-1864
président en 1864.

Sur les 42 sujets pédagogiques ou scientifiques traités devant l'association depuis sa fondation en mai 1857 jusqu'au mois d'août 1864, 16 — soit plus du tiers — ont été préparés par les trois rédacteurs de *La Semaine*, Lafrance en ayant présenté 10, Thibault, 4, et Létourneau, 2. *La Semaine* peut donc être considérée comme l'émanation directe de l'association des instituteurs de Québec. Elle est un élément de plus dans la vieille rivalité qui oppose ceux-ci aux instituteurs de Montréal. Le *Journal de l'Instruction publique* est non seulement un organe officiel mais aussi un journal montréalais. *La Semaine* est québécoise et se veut dégagée de toute autorité gouvernementale.

Ses rédacteurs représentent « l'aristocratie » du corps enseignant — deux professeurs d'école normale et un directeur d'Académie. Instituteurs qualifiés, très supérieurs à la majorité de leurs collègues, ils combattent dans leur association de maîtres d'école pour que se forme une véritable « classe enseignante ». Absorbés par leur enseignement, ils n'en trouvent pas moins le temps de réfléchir sur les questions pédagogiques et sur les problèmes de la condition sociale de l'instituteur. Ils apportent une optique très nouvelle dans l'étude de ces questions, qui, à leur sens, sont uniquement du ressort de l'instituteur. « L'Autorité » n'a pas mission dans ce domaine : « nous avons un très grand respect pour nos évêques et nos prêtres; ce respect nous le poussons même en partie jusqu'à nos députés et à nos avocats; mais nous sommes d'avis que la plupart de ces illustres personnages ont beaucoup trop d'ouvrage et surtout de trop importants devoirs à remplir, pour s'astreindre comme il faudrait à examiner si tel traité d'arith-

métique, d'algèbre, de cosmographie, de géographie, si tel livre de lecture, si tel A B C est ou n'est pas plus propre que tel autre à favoriser les progrès de l'éducation¹³ ». C'est affirmer nettement la vocation des laïques à l'enseignement et leur compétence à régler leurs problèmes. Point de tutelle de « l'Autorité », ecclésiastique ou autre. Les instituteurs laïques sont majeurs et entendent ne pas laisser grignoter leur domaine, serait-ce par des prêtres... Chacun dans son champ d'action. Si *La Semaine* se propose de publier quelques nouvelles religieuses, elle ne touchera ni au dogme, ni à la discipline ou à la morale ecclésiastiques. C'est un journal fait par des laïques pour des laïques. D'ailleurs les laïques ne sont-ils pas encore en 1864 une majorité écrasante au sein du personnel enseignant primaire ? Alors, pourquoi les prêtres s'occuperaient-ils d'un domaine où ils sont minoritaires et dont ils n'ont pas le contrôle ?



Les réactions de la presse, lors de la parution de ce nouveau confrère, sont très favorables. A une époque où plusieurs journaux naissent chaque année, les congratulations d'usage pleuvent ! *Le Morning chronicle*, la *Gazette de Sorel*, *l'Ere nouvelle*, *l'Ordre* et le *Courrier d'Ottawa* s'en tiennent à cette coutume. *La Presse* se contente de présenter son nouveau confrère comme un journal littéraire : « le mérite intrinsèque et littéraire du premier numéro nous fait un devoir de [lui] souhaiter une cordiale bienvenue ». *Le Courrier du Canada* le salue comme une revue d'éducation et d'enseignement. Seuls, *Le Journal de Québec* et *La Tribune* font des commentaires pertinents. Pour eux, *La Semaine* engage un dur combat au profit des instituteurs dont la condition matérielle doit s'améliorer : « nous pensons que cette publication sera bien accueillie des lecteurs en général mais surtout des personnes qui se consacrent à l'éducation et qui pourront y trouver des renseignements utiles et y exprimer librement leurs vues ou leurs aspira-

¹³ *La Semaine* du 27 août 1864, p. 572.

tions sur tout ce qui a rapport à la profession si laborieuse et, comparativement, si peu rémunérée encore¹⁴ ».

Thibault, Lafrance et Létourneau se déclarent très heureux de cet accueil bienveillant qui « prouve une fois de plus que tout ce qui se rattache à l'éducation rencontre l'appui sincère, la sympathie précieuse de presque tous les membres de la presse¹⁵ ». Le XIX^e siècle au Canada français est vraiment le siècle de l'éducation. Des manifestations comme la guerre des éteignoirs, montées en épingle par quelques pseudo-historiens contemporains, sont certes malencontreuses et prouvent qu'une partie, assez faible, de la population n'était pas prête pour ce grand courant éducatif. Mais si des gens ont réagi contre l'instruction, c'est que d'autres faisaient quelque chose pour l'éducation du peuple. La guerre des éteignoirs doit être considérée comme la preuve *a contrario* de la vitalité du mouvement en faveur de l'école primaire au milieu du XIX^e siècle. En 1864, « l'opinion publique » c'est-à-dire quelques membres du clergé et « beaucoup d'instituteurs et d'institutrices ont salué avec joie l'apparition de *La Semaine*¹⁶ ». L'éditorial de présentation justifie-t-il cet enthousiasme ou du moins cet optimisme ?

*

* *

Sous-titre bien ambitieux que celui de *La Semaine* : « revue religieuse, pédagogique, littéraire et scientifique ». Comment tout cela pourra-t-il tenir dans les huit pages livrées hebdomadairement à la curiosité du public ? Les rédacteurs nous disent dans leur prospectus de quelle façon ils comptent s'acquitter de cette tâche¹⁷.

De sujet plus digne que la religion, il n'en existe pas : « sur ce point, aucune dissidence. Tous s'accordent à proclamer que les vérités de la religion forment la base, la pierre angulaire de tout ce que nous voyons de bon, de solide, de durable dans le monde ».

¹⁴ *La Tribune*, citée dans *La Semaine*, p. 29.

¹⁵ *La Semaine*, p. 30.

¹⁶ *Loc. cit.*

¹⁷ *La Semaine* du 2 janvier 1864, pp. 1-2.

Bonne et pieuse pensée qui s'accompagne immédiatement de restrictions : on ne s'occupera ni de dogme, ni de discipline, ni de morale car les rédacteurs, nous l'avons vu, ne s'estiment pas compétents en ces domaines. Ils réduisent donc leur intérêt pour la religion à un aspect anecdotique. Le journal donnera un résumé succinct des principaux événements religieux, exaltera « les progrès de la religion chez les nations sauvages », présentera le tableau de ses luttes et de ses triomphes dans toutes les parties du monde, et fera admirer ce que l'Eglise a « exécuté pour notre patrie en particulier ». Ainsi, le premier centre d'intérêt du journal, la religion, est amputé de son attrait réel. Pieux calendrier et récits attendrissants. On a presque l'impression que pour les rédacteurs, cela n'est qu'une couverture indispensable à toute réussite et propre à détourner les soupçons. Un certificat de bonne vie et moeurs, en somme...

S'ils se proposent de parler de la religion chaque semaine autant que possible, la pédagogie sera par contre l'objet de leurs prédilections. Pédagogie entendue dans un sens large : science « qui enseigne à développer régulièrement les facultés physiques, morales et intellectuelles de l'homme ». Ils vont aussi « défendre l'homme chargé d'instruire la jeunesse et lui enseigner ses devoirs envers Dieu, envers elle-même et envers la société ». Cette phrase n'est que timidement glissée dans l'éditorial de présentation. Peut-être pour n'effaroucher personne... En tout cas, c'est là que résident le véritable sens et l'intérêt de la revue.

La place accordée aux études littéraires « sans être très large le sera assez néanmoins pour fournir à nos jeunes littérateurs le moyen d'exercer leurs talents ». Sera-ce une tribune libre pour les auteurs canadiens ? Espoir vite diminué par cet avertissement très réaliste : « à défaut de compositions canadiennes, nous emprunterons aux meilleurs auteurs français des morceaux qui nous paraîtront réunir l'utile à l'agréable, la solidité et la moralité du fond à la beauté de la forme ».

Les sciences auront pour but de venir « semer de la variété et de l'intérêt dans notre famille » et d'instruire la population tout en

la récréant. Des problèmes de toutes sortes, arithmétiques, algébriques, géométriques, donneront aux lecteurs la « joie » de chercher les solutions. Mais en tout cela, *La Semaine* ne se distingue pas d'un journal ordinaire alors que si elle destinait ces morceaux littéraires choisis, ces sciences et ces problèmes à l'instituteur comme modèles de leçons, elle atteindrait davantage le but d'un journal pédagogique.

Ce souci de donner à la revue la plus vaste clientèle possible s'affirme enfin dans l'étude de l'histoire. On ne se refuse rien ! Les « peuples anciens et modernes » seront décrits : révolutions, causes de leur grandeur et de leur décadence. Mais, piment nécessaire, on donnera une place de choix à l'héroïque lutte des Canadiens français pour « arriver à ce degré de bonheur relatif dont ils jouissent aujourd'hui ».

Ce programme est très décevant si on ignore les deux préoccupations majeures des rédacteurs de *La Semaine* : plaire à un public déjà intéressé par le *Journal de l'Instruction publique* et dans ce but essayer de l'attirer par une grande variété de sujets ; ne pas effrayer les « Autorités » par des proclamations trop hardies et s'entourer à cet effet d'un luxe de précautions. Dans une note au bas de leur prospectus ils affirment qu'aucun article intimement lié à la religion ne sera publié sans l'approbation d'un prêtre distingué du diocèse de Québec afin que leur oeuvre obtienne « l'aide de MM. les Curés, ces protecteurs nés de la jeunesse ».

Pourtant, dès l'introduction, quelques indices nous révèlent que ce journal est différent des autres malgré les apparences. Son but est d'aider l'instituteur. Tous « les amis du progrès, tous ceux qui désirent voir le goût des études sérieuses s'introduire chez le peuple » lui donneront leur appui. La phrase-clé de tout le texte, celle qui éclaire le mieux le but des trois instituteurs, nous semble être la suivante : « si le succès couronne notre entreprise, nous nous féliciterons de contribuer quelque peu, quoique faiblement, à l'avancement de la classe enseignante et partant à celui du pays ». L'expression « classe enseignante » ne nous paraît pas employée à la légère. Pour Thibault, Létourneau et Lafrance, les instituteurs

ont une communauté d'intérêts et d'aspirations. Ils ont un grand rôle à jouer : « l'avancement du pays » dépend d'eux. Cette mystique de l'instituteur guide et maître de sa patrie apparaît ici en filigrane. La véritable conclusion de cet article d'introduction est glissée, presque deux mois plus tard, alors que le journal est aguerri, dans un exposé sur la nécessité des associations d'instituteurs. L'isolement des maîtres d'école est un malheur. Le journal, « notre journal », est le moyen d'y remédier : « qu'il soit le centre où viendront aboutir toutes les communications, tous les essais des instituteurs; que chacun mette de la bonne volonté et du travail, que de fréquentes correspondances viennent réchauffer l'amitié, resserrer de doux liens et tenir chacun au courant de la position de ses confrères dans chaque district. C'est par de semblables efforts que nous fortifierons notre classe et nos conférences; c'est par de semblables efforts que nous changerons notre triste position plus en harmonie avec nos devoirs et nos besoins, plus capables de nous rendre propres à répandre efficacement parmi le peuple cette saine éducation, nos grands et nobles principes d'union et de fraternité sur lesquels repose l'avenir de la race canadienne-française¹⁸ ». Pour les rédacteurs de *La Semaine* il s'agit donc de fortifier la classe enseignante pour lui permettre de remplir la grande mission qui l'attend.

Sous ce nouvel éclairage, nous comprenons mieux l'évocation des nombreuses difficultés, des obstacles puissants « qui ne manquent jamais de s'élever autour d'une oeuvre naissante¹⁹ ». Les trois instituteurs sont décidés. Ils savent à quoi s'en tenir quand ils s'écrient : « nous entrons néanmoins dans l'arène²⁰ ».

*

* *

L'éditorial de présentation promet six chroniques régulières :

- Religion
- Pédagogie

¹⁸ *La Semaine* du 27 février 1864.

¹⁹ *La Semaine* du 2 janvier 1864, p. 2.

²⁰ *Loc. cit.*

- Etudes littéraires
- Sciences
- Problèmes
- Histoire

Le dépouillement de tous les articles des 52 numéros de *La Semaine* nous a amené à la classification suivante des rubriques :

- Articles de pédagogie, d'éducation et ce que nous appellerons articles de combat
- Applications pratiques, problèmes
- Sciences
- Littérature
- Histoire
- Morale
- Almanach politique
- Religion
- Echos de la ville
- Autres échos
- Variété (plaisanteries, historiettes, etc...)

La revue est donc plus riche que ne le laissait prévoir l'éditorial. Toutes les promesses sont tenues et même au-delà.

L'étude de l'évolution des différentes chroniques doit nécessairement commencer par celle de la religion. Les rédacteurs n'ont-ils pas voulu lui donner une place de choix ?

Les deux premiers numéros de la revue tiennent parole au moins formellement avec une description de Bethléem, quelques nouvelles religieuses et la biographie de l'archevêque de New-York. En fait, ce début est bien décevant. Les numéros trois et quatre le sont davantage : rien sur la religion. Si le numéro cinq donne quelques nouvelles, il faut attendre le numéro huit pour lire un article quelque peu intéressant : « Le catholicisme est-il mort ? ». Puis, comme fatiguée par cet effort, la revue fait silence dans ce domaine pendant quatre numéros avant qu'Ozanam ne ressuscite dans un fatras historique la légende de Sainte Ursule. Ensuite, un blanc inquiétant de neuf semaines avant de visiter la Trappe.

A partir du numéro vingt-quatre, le samedi 11 juin 1864, la chronique religion disparaît totalement. Pourquoi ?

Nous ne pouvons, faute d'éléments sûrs, que formuler des hypothèses. Les autorités ecclésiastiques n'auraient-elles plus approuvé les articles religieux destinés à la revue ? Auraient-elles ainsi marqué leur désapprobation devant l'orientation de *La Semaine* ? Cela paraît peu probable. Le silence sur les questions religieuses correspond à une place grandissante donnée aux articles de combat. Les rédacteurs sont préoccupés par la lutte qu'ils mènent au profit de la classe enseignante. Convaincus de la justice de leur cause, ils n'éprouvent pas le besoin de la justifier par des motifs religieux. Pour eux, domaine religieux et domaine laïque sont séparés. Or, le domaine laïque les accapare. Avec quelques réserves, tirons conclusion de cette chronique religieuse avortée que les trois instituteurs mènent de façon très indépendante leur combat. C'est peut-être d'ailleurs ce qui les perdra.

*

* *

Les chroniques culturelles ont des destins variés. L'histoire se perd tout d'abord dans quelques petites études plus littéraires qu'historiques sur la chevalerie, la féodalité et l'église. Comme au XIX^e siècle, histoire égale pour beaucoup listes de dates, on nous sert deux chronologies aussi copieuses que fastidieuses. La seule étude intéressante, une histoire du Canada, met bien en relief, comme *La Semaine* se le proposait, « la lutte héroïque du Canada français ».

La chronique scientifique n'a que deux périodes de splendeur relative avant de sombrer dans l'oubli total. La première correspond au début de l'année où cinq numéros sur sept traitent de science. La seconde commencée par le numéro du 25 juin 1864 se termine avec celui du 10 septembre. Les sujets traités sont très variés : astronomie, géologie, zoologie, botanique, médecine. De rédaction très simple, ils sont accessibles à tous. A partir du 17 septembre, les articles scientifiques disparaissent totalement.

Les études littéraires promises ne sont en fait que des extraits d'auteurs français peu intéressants et sombrent souvent dans le roman-feuilleton aussi édifiant qu'ennuyeux. Aucun soin n'est apporté à cette chronique. Les rédacteurs de *La Semaine* semblent gênés de perdre leur temps dans ce domaine alors que la lutte est ailleurs. Il faut attendre le numéro du 20 février 1864 pour goûter — très modérément — la première étude littéraire qui est un banal récit d'aventure : Le tigre. La chronique est régulièrement alimentée du numéro seize au numéro trente-trois mais c'est à partir du numéro trente-sept que les récits inondent la revue au détriment des chroniques de sciences, d'histoire et de morale.

La chronique morale est très proche de la littérature car c'est au moyen de récits que l'on tire des leçons pour bien se conduire. Elle paraît irrégulièrement mais on la rencontre encore dans les derniers numéros de la revue.

*
* * *

La rubrique *Applications pratiques-Problèmes* est la plus directement utilisable pour l'instituteur. Problèmes mathématiques, observations grammaticales et poésies à but éducatif se partagent la vedette. Un instituteur habile peut se servir de certaines de ses suggestions dans sa classe, mais en général ces applications ne sont pas très adaptées à l'enseignement. On est loin encore de la revue pédagogique avec solution de problèmes, dictées, analyses grammaticales, etc... Cependant cette rubrique paraît assez fréquemment : vingt-huit fois sur cinquante-deux numéros. Cinq numéros avant le fin de la revue, elle disparaît complètement. Le véritable journal pédagogique pratique n'est pas encore né.

*
* * *

Des rubriques se proposent de faire « prendre l'air » à la revue en l'ouvrant sur les nouvelles de Québec, du Canada et du monde :

Echos de la ville, Autres échos et Almanach politique. Cette dernière est avec la pédagogie la chronique la plus régulière de la revue — elle ne manque qu'une seule fois. *La Semaine* est ainsi un organe d'informations générales, d'échos variés. On peut s'y promener de la Chine à l'Angleterre. On y est au courant du dernier incendie de New-York et du plus récent problème gouvernemental français. Cela apporte de la variété et peut faire lire la revue aux nombreux amateurs de potins locaux et internationaux. C'est tout simplement sacrifier au goût journalistique d'une prétendue « universalité ».

*

* *

Il n'en est pas de même de la chronique *Education — Pédagogie* qui est de loin la plus importante et la plus originale. Nous y avons distingué deux sortes d'articles : les articles de pédagogie proprement dits et les articles de combat c'est-à-dire les articles au service de l'avancement et de la défense de la classe enseignante.

La première série d'articles est la moins nombreuse. Même ces écrits strictement pédagogiques ne sont pas exempts de polémique. Certains, se préoccupant surtout de théorie, sont extraits d'ouvrages ou de revues françaises. Ils traitent du style épistolaire, de l'enseignement de quelques branches d'instruction, de l'hygiène, de la grammaire, de l'origine et de la formation de la langue française, de l'enseignement du chant, des figures de pensée. Les rédacteurs puisent largement aux sources de la pédagogie française. Imitant *le Journal de l'Instruction publique*, *La Semaine* s'intéresse de très près aux travaux des pédagogues de l'ancienne mère-patrie. Comme dans bien d'autres domaines, le Canada français n'est nullement coupé de l'Europe et particulièrement de la France au XIX^e siècle. L'image d'une province de Québec repliée sur elle-même à cette époque, si elle est précieuse aux conférenciers larmoyants, est totalement fautive : les échanges pédagogiques en sont une des nombreuses preuves.

Les articles des rédacteurs de *La Semaine* ou d'enseignants canadiens sur l'éducation sont rares. Relevons le travail d'un instituteur sur « l'importance de bien organiser une école » et la traduction de « quelques aphorismes d'éducation pratique » tirés du *Journal de l'Instruction publique* anglais. Mais trois articles qui prennent position sur des problèmes canadiens doivent surtout retenir notre attention : l'enseignement de l'anglais dans les écoles primaires, l'enseignement de l'agriculture, les examens publics.

L'anglais doit-il être enseigné indifféremment dans toutes les écoles ?²¹ *La Semaine* publie la lettre d'un instituteur à qui les commissaires ont retiré la direction d'une école-modèle parce qu'il ne parle pas anglais, bien qu'il sache le traduire : « nous n'hésitons pas à le dire : notre confrère a été indignement traité ». Certes, les hautes maisons d'éducation jusqu'aux académies doivent enseigner l'anglais « mais que dans toutes les écoles modèles et dans les écoles élémentaires même, l'enseignement de l'anglais soit considéré comme nécessaire, c'est suivant nous le comble du ridicule ». Dans ces villages, où, en trente ans, on n'a pas quatre fois l'occasion de parler anglais, on ferait mieux de bien apprendre le français : « vous avez interrogé, je suppose, de tout jeunes enfants, qui savent bien le catéchisme, qui formaient à peine le pluriel dans les noms et qui commençaient à écrire. Si vous avez bien remarqué, pourtant, vous vous êtes aperçu qu'ils étudiaient l'anglais ! Quelle bizarrerie ! Quel non-sens ! ». On peut sous-entendre qu'il est peut-être dommage aussi que les enfants sachent si bien le catéchisme et si mal l'orthographe et la grammaire... De toute façon, l'enseignement de l'anglais est pour les rédacteurs de *La Semaine* « un attentat direct contre notre nationalité ». Cette revue au nationalisme ombrageux est très chatouilleuse sur ce point. Elle part à l'attaque. Les responsables de cet engouement pour l'anglais ne sont pas les instituteurs mais les pères de famille qui « aiment mieux donner \$20 et même \$40 de plus à un instituteur qui ne connaît guère le français mais qui possède quelques bribes d'anglais qu'à un autre qui ignore, il est vrai, les

²¹ *La Semaine* du 5 novembre 1854, p. 355.

finesses et les délicatesses de la langue byronienne, mais qui en revanche écrit presque à la perfection celle qu'ont parlée Bossuet, Racine, Fénelon et Chateaubriand ». Les rédacteurs s'illusionnent sur la perfection linguistique des maîtres d'école canadiens-français, mais la justesse de leur cause les excuse ! La vogue de l'anglais est due à quelques professionnels qui « hérissent leurs discours de mots anglais et qui ont la funeste manie de faire apprendre l'anglais à leurs enfants avant même que ceux-ci sachent un mot de français », et à l'espèce de culte rendu par la classe éclairée à tout ce qui est britannique. Il faut réagir : l'anglais ne devrait s'enseigner ni dans les écoles élémentaires, ni dans les écoles modèles éloignées des grands centres d'affaires « parce que la connaissance de cette langue n'est d'aucune utilité à l'immense majorité du peuple canadien-français ». En conclusion, on revient sur l'instituteur, témoignant une fois de plus ce souci de le défendre qui caractérise *La Semaine* : « dans aucun cas, on ne devrait tolérer que des commissaires d'école se permettent de renvoyer un instituteur breveté pour école élémentaire ou pour école modèle parce qu'il ne parle point la langue anglaise ». Cette lutte contre l'enseignement de l'anglais revient à une défense du peuple canadien-français et de l'instituteur. La liaison très étroite entre *La Semaine* et l'association des instituteurs de la région de Québec apparaît encore ici : en octobre 1864, le plan d'études pour écoles élémentaires et modèles, présenté à une réunion de cette association, ne comporte pas d'anglais, même dans les matières facultatives ! Ostracisme significatif...

Au milieu du XIX^e siècle, l'enseignement de l'agriculture est à la mode. Le *Journal de l'Instruction publique* en « régale » ses lecteurs et le « jeune Turc » qu'est *La Semaine* ne pouvait rester indifférent. La revue publie deux articles sur le collège de Sainte-Anne de la Pocatière et une étude au titre détaillé : « agriculture, principales causes qui en ont retardé le progrès dans le Bas-Canada, moyens de lui donner une plus grande impulsion²² ». Cette dernière étude brosse une fresque allant cavalièrement et

²² *La Semaine* du 12 novembre 1864, pp. 361-364.

sans transition de Pline à Guizot avant de revenir à... Cicéron. Mais peu importe, puisque tous exaltent l'importance et la grandeur de l'agriculture. Or, « bien que le Canada soit un pays essentiellement agricole, il faut admettre en thèse générale que la science agricole n'est ni assez connue, ni assez appréciée au milieu de nous ». Fait déplorable dont l'explication est aisée : l'agriculture est une science et l'instruction n'est pas assez répandue, d'où routine et ignorance. Les gouvernants « bleus ou rouges, rouges ou bleus » sont aussi coupables car ils n'encouragent pas la colonisation et n'empêchent pas l'émigration. Sans oublier l'insuffisance des capitaux et le manque de débouchés. Le remède est l'ouverture de nombreuses écoles agricoles primaires avant de songer aux hautes écoles agricoles. Après ces vues d'intérêt général, les rédacteurs de *La Semaine* reviennent comme toujours sur l'importance du rôle du maître d'école. « On a en général oublié que le concours des instituteurs peut rendre à l'amélioration de l'agriculture locale des services importants... tout le monde est d'accord sur l'efficacité du moyen suivant : faire lire des traités d'agriculture aux élèves des écoles élémentaires, modèles et académiques afin de leur donner le goût de l'art » mais les enfants ne profiteront de ces lectures que si l'instituteur a des connaissances en ce domaine. Certes, les candidats au brevet d'école modèle ou d'académie doivent répondre à des questions sur l'agriculture, les élèves des écoles normales ont bien un cours régulier sur ce sujet mais combien théorique. Pour rendre cet enseignement pratique, *La Semaine* propose d'annexer à chaque école normale une ferme ou un jardin, et à chaque école de campagne un jardin pour l'instituteur. Cela permettrait aux élèves d'acquérir des connaissances utiles et expérimentales telles que l'horticulture, la taille et la greffe des arbres, etc... De plus, cela serait un grand avantage pour le maître d'école que *La Semaine* n'oublie jamais. Convaincue que presque tout l'avancement du Bas-Canada dépend de la position de l'instituteur, il est normal que cette revue parte de la grande cause de l'agriculture pour en arriver au jardin de l'enseignant. Que ce jardin serait « merveilleux pour l'instituteur dont on rétribue en général si mesquinement les services » : le jardinage serait à la fois un excellent exercice physique, un repos,

une distraction, une légère augmentation de bien-être grâce aux fruits et légumes récoltés et un remède à l'instabilité — la possession d'un jardin attacherait l'instituteur à la localité. L'auteur de l'article prévient enfin quelques objections en signalant lui-même que dans certaines paroisses qui ont la générosité de donner un jardin à leur instituteur, celui-ci y laisse pousser les mauvaises herbes... mais cela ne se produira plus du jour où l'enseignement de l'agriculture cessera d'être uniquement spéculatif.

Les examens publics passés dans les écoles sont une supercherie. Tout est prévu à l'avance. Accusations lourdes et précises portées par *La Semaine*. Des élèves continuent à lire en toute tranquillité bien qu'ayant perdu la ligne. Ils résolvent des problèmes avec une rapidité qui pousse non à l'admiration mais au scepticisme. Ces abus doivent cesser. L'élève doit être examiné sur une page de lecture choisie au hasard. Pour la grammaire, l'histoire et la géographie « qu'il soit permis à l'interrogateur d'adresser certaines questions en dehors du programme pour s'assurer si les enfants ont appris à la manière des perroquets ou s'ils comprennent ce qu'ils ont étudié²³ ». Pour la lecture au tableau, qu'un spectateur puisse écrire une phrase au hasard et que l'on procède identiquement pour les problèmes d'arithmétique. Quant aux examens privés, l'inspecteur d'école et les autorités locales ne doivent tenir compte d'aucun programme mais aller droit au but et constater si les élèves comprennent bien ce qu'ils ont étudié. « Nous ne saurions trop le répéter, les examens se font pour mettre les intéressés au courant de ce que savent les enfants et non pour satisfaire un coupable orgueil du professeur... Accoutumons les enfants à travailler, à respecter leur curé, leurs parents et les autorités. Espérons qu'à l'avenir, ces examens seront conduits d'une manière franche et honnête, sans supercherie ni blague ».

La Semaine fait appel à la France pour la pédagogie théorique. Mais sur le plan pratique, les trois rédacteurs sont très informés. Leurs articles bien documentés, vivants, accessibles à tous leurs confrères, glissent fréquemment vers la polémique. C'est

²³ *La Semaine* du 13 août 1864, p. 258.

de la pédagogie engagée. Les réformes proposées sont liées à un ensemble. Il ne s'agit pas d'oeuvrer dans le domaine de l'éducation comme Robinson et Vendredi, coupés du reste du monde. La question de l'enseignement engage tout le pays. C'est surtout dans les « articles de combat » que nous allons constater cette attitude.

*

* *

Le combat pour l'instituteur laïque, pour l'amélioration de son sort, pour lui donner sa véritable place, est la préoccupation essentielle de Thibault, Lafrance et Létourneau. Plus qu'un journal pédagogique, *La Semaine* est un journal syndicaliste, au sens moderne du terme. Son évolution le confirme. Cependant, à considérer superficiellement le second et l'avant-dernier numéros, on constate un appauvrissement considérable quant au nombre de rubriques, quatre au lieu de huit :

Numéro 2	Numéro 51
— Pédagogie — Combat	— Pédagogie — Combat
— Problèmes	—
— Science	—
— Morale	— Morale
— Religion	—
— Almanach politique	— Almanach politique
— Echos de la ville	—
— Autres échos	— Littérature

Mais le contenu de l'avant-dernier numéro est aussi intéressant que celui du second car l'esprit n'a pas changé. La revue s'est en quelque sorte dépouillée pour ne garder que l'essentiel : la lutte pour l'amélioration de la situation sociale de l'instituteur. C'est en cela que *La Semaine* est importante. Journal de combat, elle le demeure tout au long de son existence et elle en meurt.

L'étude des principaux articles de combat va nous permettre de dégager les thèmes chers aux rédacteurs de *La Semaine* et de con-

naître ainsi les idées, en 1864, des instituteurs les plus avancés.

Tout tourne autour de la « mission » de l'instituteur. Parle-t-on d'éducation ? C'est pour faire sentir que son succès dépend de la situation faite au maître. Dès le premier numéro de la revue, on attaque, d'abord fort discrètement, le gouvernement qui a fait « de louables et nombreux sacrifices » pour la cause de l'enseignement mais qui « il faut l'avouer, a besoin de recevoir une nouvelle impulsion pour atteindre le but désiré²⁴ ». Puis les pointes se font plus directes : « de magnifiques et brillantes descriptions sur les résultats qui ont été obtenus ne doivent pas abuser au point de faire croire qu'il n'est plus besoin de nouveaux efforts... loin de là ». Quand on connaît les talents littéraires et oratoires de P.-J.-O. Chauveau, son ardeur à s'en servir pour la « bonne cause », on ne peut douter que ce passage le vise. Agaceries envers le rédacteur du journal concurrent ou désaccord profond avec lui ? Pour l'instant, les positions des rédacteurs de *La Semaine* envers la presse officielle ne sont pas très nettes ou du moins ne sont pas clairement exprimées. En tout cas, le gouvernement doit aider l'instituteur car sans ce dernier, rien n'est possible. L'avenir du peuple canadien-français repose sur lui. Si tous les hommes ont une mission à remplir, celle de l'instituteur est essentielle. Le rôle du maître d'école est décrit avec des termes tout à la fois grandiloquents, poétiques et naïfs : « l'humble instituteur voue sa vie à jeter dans les esprits les inappréciables rayons du flambeau qui doit éclairer l'intelligence et la faire resplendir plus tard d'un éclat éblouissant sur le monde²⁵ ». Cette phraséologie fait partie intégrante de l'épopée des instituteurs de tous les pays et de toutes les époques. Elle accentue le plus possible l'opposition entre l'humble personne de l'instituteur et la grandeur cosmique de son rôle, avec un rien d'amertume pour l'ingratitude humaine... Ainsi ces trois rédacteurs canadiens-français ont les mêmes mots que tous les instituteurs du monde pour se hausser aux premiers rangs de la société. Avec la différence que, pour les journalistes de *La Semaine*, la première place revient au prêtre. S'ils ne disent

²⁴ *La Semaine* du 2 janvier 1864, pp. 4-5.

²⁵ *La Semaine* du 9 janvier 1864, pp. 11-12.

pas encore explicitement que les instituteurs ont droit à la seconde, comment ne pas le penser quand ils demandent de « reconnaître que la classe enseignante a droit à une large part de l'affection publique pour ses efforts véritablement utiles à un pays et que son oeuvre a une si sensible et si puissante influence sur l'âme de tout individu, sur l'avenir de toute nation ». Une mission grande, belle et noble est dévolue à cet « homme de sacrifices ».

D'abord, « infiltrer dans les âmes toutes les vertus morales et religieuses qui font le bonheur des populations ». Une jeunesse ayant reçu un enseignement sage et religieux fera progresser le monde mais une jeunesse mal formée le conduira à la catastrophe. Or, n'oublions pas que « en général, l'homme est ce qu'il a été enfant, et il a été enfant, ce que l'instituteur l'a fait ». Le maître d'école semble ici remplacer le prêtre — cette idée sera développée un peu plus tard — car son principal but doit être de « faire aimer la vertu à l'enfant, de faire de son âme enfin le siège du bien, la forteresse inexpugnable du beau ».

Ensuite, développer et embellir l'intelligence par l'enseignement des sciences, de l'infiniment petit et de l'infiniment grand, de l'histoire. Le leitmotiv reparait : l'instituteur agit sur de jeunes et tendres enfants comme sur la cire « par son travail, par ses soins, par sa prudence et par les qualités bonnes ou mauvaises de son propre coeur. Le pouvoir de ces hommes est immense. Ils peuvent l'élever à un rang suprême entre tous les autres. Le bien et le mal sont entre leurs mains; le bonheur ou le malheur d'une nation dépend de leur plus ou moins de volonté de faire le bien. Que l'on abaisse l'instituteur et l'on abaisse le peuple; qu'on l'élève au contraire, qu'on le fasse noble et respecté et l'on verra le peuple devenir intelligent, remarquable, puissant²⁶ ». Tout dépend de l'instituteur : « la force de la religion, l'agrandissement de la patrie, l'amélioration si impérieuse qu'elle exige. C'est donc sur l'instituteur que repose l'avenir, c'est donc entre ses mains qu'est déposée la garde du pays, de la nationalité ». C'est le mythe du

²⁶ *La Semaine* du 16 janvier 1864, pp. 17-18.

héros moderne noble, désintéressé, méconnu qui lutte contre les forces du mal le plus redoutable : l'ignorance. Le bonheur du peuple est sa seule récompense, le plus beau monument, le plus noble souvenir que l'instituteur puisse léguer à la postérité.

Pour remplir dignement une telle mission et avec succès, il faut que l'instituteur soit « placé à la hauteur de son rôle, entouré de la considération qu'exigent ses fonctions et qu'il puisse vivre d'une manière qui le rende tout-à-fait capable de se livrer entièrement à ses devoirs²⁷ ». Mais hélas, la vie de l'instituteur n'est que sacrifice. Sa santé « se brise bientôt dans une maison d'école, mal meublée, mal aérée, encombrée d'enfants ». Il doit renoncer aux plaisirs du monde, à l'argent, sacrifices sans compensation car la société l'oublie ou l'ignore. « C'est un homme qui abandonne le lieu de sa naissance, laisse ses parents, ses amis et va pour un misérable salaire qui ne lui promet que douleurs et indigence, habiter au milieu de personnes étrangères et souvent hostiles, se livrer à un travail rebutant, vivre séparé du monde, passer une existence laborieuse au milieu de l'enfance ». C'est un isolé, toujours confiné dans un coin de paroisse. Il doit se tenir en dehors des luttes politiques, s'il ne veut pas perdre sa place. Etranger à la vie de la localité, il doit se contenter de préparer la société future. « C'est un être retranché pour ainsi dire de la société. Seul avec son devoir, seul avec son idée de travailler au bonheur des générations, à agrandir la sphère intellectuelle de la jeunesse ». Pour couronner le tout, il est mal payé : 40 à 50 livres par an. « Il travaillerait 20 ans, 30 ans que ce salaire n'augmenterait pas de dix livres²⁸ ». Pourquoi resterait-il dans cette profession si difficile et si mal payé ? Pour devenir avec son maigre salaire payé irrégulièrement la proie de l'épicier du village « entre les mains duquel il fait passer des années presque entières de travail »... Ainsi, ceux qui se dévouent pour la noble cause de l'instruction sont mal rétribués, sans force au milieu de parents puissants et rigoureux, courbant souvent la tête sous des commissaires ignorants et par-

²⁷ *La Semaine* du 23 janvier 1864, p. 25.

²⁸ *La Semaine* du 30 janvier 1864, p. 34.

tiaux. Tout cela éloigne de cette profession la plupart des jeunes gens de valeur.

*

* *

Des remèdes sont indispensables. *La Semaine* revient tout au long de son année d'existence sur quelques grandes idées pratiques pour mettre l'instituteur à la hauteur de sa mission. Mais le thème le plus fréquemment développé est celui des salaires. Qu'il s'agisse du fonds de pension, de la nécessité de l'union entre les instituteurs ou des engagements au rabais, l'argumentation des rédacteurs de *La Semaine* part toujours des bas salaires. Cette attitude est pratique et réaliste : sans augmentation du niveau de vie des maîtres, inutile de discuter des grands problèmes éducatifs ! Les instituteurs d'aujourd'hui ne peuvent qu'applaudir à cette opinion.

En 1864, les abus ne font qu'augmenter. Les instituteurs se sont nettement améliorés mais « ils sont restés aussi mal payés, leur sort est aussi incertain, l'avenir est aussi sombre qu'il y a dix ans²⁹ ». L'évolution des traitements durant les quinze dernières années montre que le nombre des salaires les plus élevés a diminué — bien que beaucoup d'académies et d'écoles modèles reçoivent une subvention du gouvernement — tandis que celui des salaires moyens a augmenté un peu à cause de l'établissement d'écoles modèles. Mais l'ensemble des traitements est resté à un niveau très bas :

- 17 instituteurs seulement reçoivent au-delà de \$400 par an.
- 36 instituteurs reçoivent de \$300 à 360.
- « un certain nombre » reçoivent de \$200 à 260.
- le plus grand nombre (au moins les $\frac{5}{6}$) n'ont que de \$60 à 160.

Quelles sont les causes de ces salaires misérables ? Ce n'est pas l'apathie intellectuelle car même là où les commissaires d'école

²⁹ *La Semaine* du 9 juillet 1864, p. 217.

sont instruits, les salaires sont souvent plus bas que sous des commissaires ignorants. L'avarice est certainement la principale cause dans la presque totalité des localités. Mais pas toujours... et voici qui est plus grave.

Dans certains cas, comme celui de la ville de Québec, c'est une attitude d'esprit, une réaction psychologique qui est responsable des bas salaires. « On a pris l'habitude de regarder les instituteurs comme des hommes à part, accoutumés à vivre de peu, habitués aux sacrifices, depuis longtemps courbés sous le poids de la misère, et faits pour supporter la pauvreté et les inconvénients qui l'accompagnent ». Les hommes les plus instruits et les plus riches supportent qu'un instituteur soit payé comme un cocher ou un domestique. Ce « monsieur » qui gagne plus de quatre cents livres ne déclare-t-il pas : « après tout, trente-six livres sont un beau salaire pour un instituteur; nos habitants paient vingt livres et la pension à un engagé aux champs, et cet homme a beaucoup plus de misère que l'instituteur³⁰ ». Eternelle opposition entre le travail manuel et le travail intellectuel. Il semble que l'instituteur ne se fatigue pas, bien installé dans sa classe. Le résultat de son travail ne se voit pas dans l'immédiat, donc un salaire minimum paraît suffisant. C'est là un grand obstacle auquel se heurtent les instituteurs : l'augmentation de leur salaire ne semble ni nécessaire, ni justifiée aux yeux de la population en général.

De plus, ce faible salaire est payé très irrégulièrement : « dans plus de la moitié, peut-être dans les trois quarts des municipalités du Bas-Canada, des commissaires poussent la négligence jusqu'à passer une année sans rien ou presque rien payer à l'instituteur, et cela sans aucun scrupule, la conscience aussi tranquille que s'ils ne se rendaient pas, par là, coupables de fraude, de la plus indigne injustice, d'un vol manifeste ». Fait plus grave encore : le paiement en nature est pratiqué. Sur \$120 de salaire, un maître d'école n'a eu que quatre piastres en argent, le reste lui a été payé en effets par les contribuables à des prix exorbitants. Livré à l'usurier

³⁰ *La Semaine* du 9 juillet 1864,
p. 218.

ou au marchand de village, il doit recourir au crédit s'il veut nourrir sa famille et peut s'estimer heureux s'il en trouve. Pauvre, isolé, il ne peut exercer une réelle influence dans sa municipalité et nous tombons dans un cercle vicieux : n'ayant pas d'influence, il n'arrive pas à se faire augmenter et avec un faible salaire, il est à la merci de tous. Pour forcer les commissaires à le mieux payer et plus régulièrement, quitter sa place n'est pas un bon moyen. Car, où aller ? C'est cependant la solution la plus fréquemment adoptée par les instituteurs. D'où la grande instabilité des enseignants qui cherchent une municipalité plus compréhensive jusqu'au jour où, découragés, ils abandonnent l'enseignement pour une situation plus stable et plus honorable.

Les véritables responsables sont les commissaires, les inspecteurs d'école et le gouvernement qui dans ses rapports officiels fait preuve d'un optimisme décourageant, car non fondé.

La Semaine propose un plan précis, au moins pour les écoles supérieures — académies et écoles modèles — subventionnées par le gouvernement. Ces écoles devraient être tenues par des élèves formés dans les écoles normales. On voit ici un des soucis de *La Semaine* : favoriser certes tous les instituteurs mais aussi établir une hiérarchie au sommet de laquelle se tiendront les anciens normaliens mieux formés et en principe plus compétents que leurs collègues. Les institutions subventionnées par le gouvernement ne font pas les sacrifices nécessaires. Certaines même n'utilisent pas toute la subvention : l'académie de Kamouraska dépense \$360 et reçoit \$375.10 ! Les municipalités les plus riches ne sont pas celles qui paient le plus cher. Dans certaines paroisses, les contribuables font de l'érection de leur école en école modèle une spéculation : on engage un instituteur diplômé d'une école modèle sans le payer plus cher et on reçoit la subvention de l'état. « Avant que Saint-Laurent de l'île d'Orléans reçût un octroi comme école modèle, il est à notre connaissance que l'instituteur a eu jusqu'à \$300 pendant plusieurs années tandis qu'il ne reçoit maintenant que \$240 ». Le plan de réforme proposé par *La Semaine*, simple,

clair, précis ne s'applique qu'aux institutions supérieures dans lesquelles l'amélioration est la plus facile à obtenir³¹ :

— le gouvernement ne doit pas être seul à supporter cette augmentation. Les municipalités devront faire un effort proportionnel à la subvention reçue : « de cette manière, les octrois à l'éducation supérieure ne seraient pas entièrement employés à diminuer les taxes des contribuables ou à les abolir complètement mais serviraient à former des salaires respectables aux professeurs »

— la loi doit fixer un « maximum » de salaire³². Les municipalités devront le payer si elles veulent recevoir l'octroi gouvernemental. Ce salaire minimum doit être le suivant :

dans un collège industriel, 125 livres au professeur principal et 90 livres à son second.

dans une académie, 100 livres.

dans une école modèle, 80 livres.

— Quelques mots, glissés modestement, réclament une mesure révolutionnaire : « qu'il ne fût fait aucune distinction entre les institutions tenues par des instituteurs ou des institutrices et que les salaires fussent les mêmes ». Demander l'égalité de salaire entre l'homme et la femme, c'est lutter pour la valeur des maîtres. Car les commissaires engagent souvent des jeunes filles inexpérimentées qui acceptent des salaires de misère et font ainsi une redoutable concurrence aux hommes : on entrevoit déjà ici le grave danger de la « féminisation » de la profession enseignante.

— Les salaires devraient être payés tous les mois. Ainsi disparaîtraient les longues échéances semestrielles et l'instituteur pourrait vivre décemment.

³¹ *La Semaine* du 23 juillet 1864, p. 234.

³² Il semble que les rédacteurs de *La Semaine* aient fait ici une confusion de termes : ce maximum demandé est en fait un "minimum". Dans le numéro du 16 juillet 1864,

voulant expliquer le sens de "maximum" dans les rapports du Surintendant, ils s'étaient perdus dans une phrase sibylline : " nous remarquons que c'est le maximum et en même temps le minimum ". Dans leur esprit, il s'agit certainement du minimum nécessaire.

Ces suggestions n'ont été suivies d'aucun effet puisque dans l'avant dernier numéro de la revue, le 17 décembre 1864, les rédacteurs reviennent sur cette brûlante question du paiement régulier du salaire des instituteurs : « nous l'avons déjà dit, nous le répétons et sommes décidés à le répéter aussi longtemps que l'on nous refusera justice : de cette question du paiement régulier du salaire des instituteurs, dépend l'avenir moral et matériel de l'instituteur, et le triomphe définitif d'une instruction bonne, solide et générale dans le pays est sous plusieurs rapports lié intimement à la solution plus ou moins prompte, plus ou moins heureuse de cette question ». Certes, tout le monde verse quelques larmes sur cette situation mais la bonne volonté, les vœux abondants ne suffisent pas. Que les instituteurs s'occupent eux-mêmes de leurs problèmes : « c'est à eux de travailler vigoureusement à mettre un terme à cette manie ridicule de faire souffrir l'instituteur pour plaire à quelque contribuable, mauvais payeur, ou par crainte d'exciter sa haine ou sa colère³³ ». La base du mal est dans l'organisation scolaire qui laisse la réalité du pouvoir à des commissaires « si peu entendus, si peu habiles, si peu énergiques, et surtout si indifférents sur le sort de l'instituteur qu'ils ne craignent point, dont ils se moquent souvent, qu'ils traitent en esclave ». La loi actuelle bien appliquée permettrait d'avoir des commissaires « sinon véritables amis de l'éducation et de l'instituteur, pleins de zèle pour remplir leur importante charge, du moins forcés de paraître tels³⁴ ». Le commissaire d'école est l'ennemi à abattre et « nous croyons l'honorable surintendant assez sincère ami de l'éducation » pour qu'il nous aide en retenant une partie de l'octroi aux paroisses dont les commissaires sont récalcitrants. Mais c'est surtout le maître d'école qui doit lutter pour lui-même : « notre défaut capital est de nous plaindre beaucoup et de ne pas chercher les moyens de sortir de cet état misérable; ce qui nous manque donc, ce qu'il nous faut acquérir, c'est un courage et une activité continuel, c'est enfin un désir, une volonté, une action

³³ *La Semaine* du 17 décembre 1864, p. 401.

³⁴ *Ibid.*, p. 402.

persévérante à travailler, à briser, à faire disparaître toutes ces entraves à l'amélioration de notre classe³⁵ ».

Avec ce maigre salaire, l'état de l'instituteur n'est guère enviable mais il devient misérable en cas de maladie : le maître perd son travail et son logement. Le même sort l'attend pour ses vieux jours car il lui est impossible d'économiser durant sa vie active. En 1855, une caisse d'économie a été instituée par la législature qui a agi avec parcimonie. Si pour les employés civils, généralement bien rétribués, un fonds de 30.000 livres a été créé, pour les 4.000 à 5.000 instituteurs on s'est contenté de voter 500 livres... Les demandes d'augmentation des maîtres d'école n'ont pas été écoutées, aussi la plupart se désintéressent du fonds. Car les secours déjà très réduits risquent bientôt de n'être plus que nominaux. Une réforme est indispensable. Fidèle à son sens pratique, *La Semaine* propose :

— d'augmenter la subvention gouvernementale afin d'assurer un minimum de secours à l'instituteur vieux ou malade;

— de continuer la pension à la veuve et aux enfants après la mort de l'assuré. Pour cela, deux fonds distincts sont nécessaires. Un pour les instituteurs malades, vieux ou infirmes. Un autre pour les instituteurs mariés qui veulent ainsi assurer l'avenir de leurs familles. En tout, 2.500 livres sont nécessaires. « Somme considérable si nous envisageons l'état actuel des finances du pays, mais qui serait d'un résultat immense pour les progrès de l'éducation³⁶ ». Cela retiendrait un bon nombre d'instituteurs dans l'enseignement et cela attirerait des jeunes gens de valeur vers une carrière assurée en cas de maladie et de vieillesse.

Avec de bons salaires régulièrement payés, un fonds de pension bien alimenté, on peut espérer avoir des instituteurs compétents si... les commissaires comprennent la nécessité d'engager de bons maîtres. Malheureusement, le raisonnement suivant est très courant : « qu'avons-nous besoin de maîtres si instruits pour apprendre les lettres à nos enfants ? qu'ils sachent lire et écrire,

³⁵ *Ibid.*, p. 402-403.

³⁶ *La Semaine* du 30 janvier 1864.

c'est bien assez ». Opinion dangereuse car les premières leçons sont essentielles et il faut souvent plus d'expérience et de science pour enseigner aux débutants qu'aux élèves avancés. La lutte contre « l'instituteur à bon marché » est orchestrée fréquemment dans *La Semaine* en deux thèmes principaux : l'enseignement est une vocation, l'instabilité des instituteurs est à proscrire. « Chaque état a sa vocation. Le sacerdoce a la sienne, l'enseignement a la sienne. L'homme de génie, c'est celui qui sait le mieux sa vocation³⁷ ». Il faut donc bien réfléchir, savoir si on a les talents nécessaires avant de s'engager. Une fois engagé, il faut persévérer. « Il y a malheureusement un certain nombre d'instituteurs qui ne choisissent l'enseignement que comme un pis-aller, comme un moyen d'étudier une autre profession qui devra, suivant eux, leur faire occuper dans la société une place plus haute et plus considérée... Y a-t-il, nous le demandons à tout homme sensé, y a-t-il après le ministère du prêtre, un ministère plus élevé que celui de l'instituteur ? » Le maître d'école doit, malgré tous les obstacles, rester à sa place, travailler à l'avancement de la classe enseignante, éviter les changements de localité trop fréquents.

L'instabilité est un mal qui menace de devenir général et pratiquement annuel, à cause du pouvoir donné par la loi aux commissaires de nommer et déplacer les instituteurs pour « incapacité, négligence à remplir leurs devoirs, insubordination, inconduite ou immoralité³⁸ ». Pouvoir que rien ne contrôle. Cette loi pouvait se comprendre à une époque « où la profession de l'enseignement n'était remplie en partie que par une foule d'aventuriers, d'hommes sans aptitude comme sans capacité, et où les bons instituteurs étaient rares ». La situation a changé. La plupart des instituteurs sont compétents et ont des diplômes. Aussi le grief d'incapacité ne doit plus relever des commissaires. Celui d'immoralité doit relever du Conseil de l'Instruction publique qui « sur preuves convaincantes, annulera son diplôme et lui ôtera ainsi le droit d'enseigner ». La cause d'insubordination est plus complexe

³⁷ *La Semaine* du 16 avril 1864, p. 121.

³⁸ *La Semaine* du 18 juin 1864, p. 193.

car « des commissaires mal disposés et n'ayant aucune raison à donner pour justifier une destitution, ont fait des règlements impossibles à suivre et en ont pris prétexte pour destituer l'instituteur avant la fin de son engagement ». Cette clause de la loi devrait être changée.

Les autres causes contribuant à l'instabilité des instituteurs sont « les caprices, les jalousies, l'esprit de parti et surtout la parcimonie ». L'article décrit la triste situation du maître avec un rien de complaisance mais, pour prouver, ne faut-il pas parfois s'attarder sur les preuves ? Achète-t-il ailleurs que chez le marchand du lieu... qui est commissaire ? On le change. Le commissaire ou un de ses amis a-t-il des enfants dépourvus de talent ? La faute en est rejetée sur le maître qui doit partir. Les querelles de parti peuvent aussi se cristalliser autour de l'instituteur : enjeu innocent, il est renvoyé. Un jeune homme, ou une jeune fille en mal de mari, désirent-ils enseigner ? on leur donne sans sourciller la place du vieil instituteur. Cependant, c'est la passion de l'argent qui fait le plus de mal : « tous les ans, à l'époque de l'engagement, c'est une lutte entre l'instituteur et les commissaires au sujet du salaire; ceux-ci veulent chaque année retrancher quelques louis, quelle que soit l'augmentation dans les octrois du gouvernement³⁹ ». Pour l'instituteur consciencieux, « une diminution de salaire équivaut à un avis de quitter la paroisse. Et voilà un homme victime de la pire parcimonie ». A un mal aussi fréquent et invétéré, il faut un remède prompt et énergique. La législation qui a établi les écoles normales doit défendre les futurs instituteurs contre les commissaires. A l'exemple de la France, il faut rendre l'instituteur inamovible ou au moins lui donner un engagement pour un minimum de cinq à six ans, libre au maître de quitter la localité à la fin de chaque année après un préavis de trois mois. Liberté à sens unique qui se justifie par les petits salaires accordés; un jeune qui reçoit cinquante livres par an est sûr de n'avoir jamais moins et s'il trouve plus cher ailleurs, il doit pouvoir quitter la paroisse. Cette stabilité ne le portera pas à négliger ses devoirs car le Conseil de l'Instruction publique peut tou-

³⁹ *Ibid.*, p. 194.

jours, si c'est nécessaire, lui enlever son diplôme. L'éducation des enfants y gagnerait : moins de perte de temps due aux changements incessants, davantage de respect pour un maître dont ils n'entendront plus discuter les défauts au moment du choix de son successeur. Ils verront en lui « l'homme destiné par la Providence à diriger avec le prêtre ses premiers pas dans la voie du bien⁴⁰ ». L'instituteur ainsi intégré à la paroisse ne sera plus considéré comme l'étranger, ce qui pour beaucoup signifie l'intrus.

La Semaine est vraiment l'organe de combat des instituteurs, car dans un style simple, vivant, elle expose leurs problèmes et propose des solutions pratiques. Mais elle veut être encore davantage : un moyen d'union, le « ciment » de la classe enseignante.

*

* *

Pour obtenir toutes ces réformes, pour améliorer son sort, l'instituteur ne doit pas rester isolé. Les associations d'instituteurs sont un moyen admirable. « Le faible comme le fort concourt par ses idées, par ses suggestions, par son travail, par son énergie à faire avancer le corps; tous sans distinction d'âge, d'aptitude et de talent, travaillant à asseoir l'édifice de la société sur une base solide et inébranlable; chacun apporte le fruit de son expérience et de ses travaux, ses moyens de succès, ses méthodes d'enseignement⁴¹ ». Partout où les associations sont fortes et nombreuses, l'éducation a fait des progrès énormes « mais aussi partout où les instituteurs n'ont pris aucun intérêt à leur réunion en un seul corps, l'éducation a resté (sic) stationnaire et les populations ont croupi dans l'ignorance ». Ces associations cependant ne touchent qu'une proportion relativement faible des enseignants. Les distances sont un obstacle pour un maître qui n'a ni le temps ni les moyens de faire de longs trajets.

Aussi, le meilleur moyen d'union est un journal spécialement consacré aux intérêts de la classe enseignante, toujours prêt à ré-

⁴⁰ *Ibid.*, p. 195.

⁴¹ *La Semaine* du 20 février 1864, pp. 57-58.

clamer pour elle aide et protection. Ce journal, c'est *La Semaine* car elle met les instituteurs au courant des réformes obtenues, les invite à participer en envoyant des articles et surtout expose au public les problèmes de la classe enseignante. « Car il ne suffit pas de répéter, entre quatre murs, dans chacune de nos rares conférences, tous les maux dont nous souffrons, il faut en faire part au public, lui en faire sentir la vérité et l'engager à nous aider⁴² ». Le journal a donc un rôle de porte-parole des instituteurs et d'information auprès du grand public. Dans ces années importantes où se prépare la Confédération, « où nos hommes d'état travaillent à la réunion des canadiens catholiques avec les autres provinces anglaises et protestantes, il est de notre devoir à nous, instituteurs canadiens-français et catholiques, de resserrer les liens qui nous unissent⁴³ ». Les instituteurs protestants du Bas-Canada, plus actifs viennent de jeter les bases d'une association provinciale à Montréal. Luttons donc contre l'apathie de la plus grande partie des instituteurs canadiens-français. Durant toute l'année 1864, ces appels répétés à l'union prouvent qu'elle ne fait pas de progrès et que la conscience des instituteurs n'est guère éveillée à ce problème dans la majorité des cas. Aussi *La Semaine* tient-elle à être l'occasion de cette union de tous les instituteurs canadiens-français dans l'intérêt du pays, de la religion catholique et de la langue française. Elle les groupe autour d'un programme précis que Létourneau rappelle dans un article sur la nécessité de l'union :

- rendre les instituteurs plus permanents,
- leur payer régulièrement des salaires décents,
- organiser des caisses d'épargne pour la maladie et la vieillesse,
- classer les instituteurs selon les diplômes et les écoles,
- exiger des qualifications et un examen pour être inspecteurs d'écoles,
- augmenter les subventions aux écoles communes et supérieures⁴⁴.

⁴² *La Semaine* du 27 février 1864, p. 65.

⁴³ *La Semaine* du 5 novembre 1864,

p. 354.

⁴⁴ *La Semaine* du 3 septembre 1864, pp. 283-284.

En juillet 1864, après six mois d'existence, *La Semaine* fait un bilan qui est un cri d'espérance. Mais les difficultés sont grandes : « Appuyer *La Semaine*, ce doit être votre oeuvre, c'est votre organe, réunissons-nous autour de ce drapeau, serrons nos rangs, travaillons vigoureusement, donnons un franc appui à cet essai⁴⁵ ». Les rédacteurs ont renoncé à la fiction de culture générale : la revue est un véritable journal de combat au service des instituteurs. Une telle prise de position ne pouvait laisser indifférents les milieux officiels et officieux. Le combat tourne à la polémique à partir de septembre.

*

* *

Polémique qui oppose « Un Ami », mystérieux individu qu'il nous faudra essayer d'identifier, à Joseph Létourneau auquel viendront prêter main-forte dans la seconde phase les deux autres rédacteurs de *La Semaine*. La lettre signée « Un Ami » et datée du 24 septembre 1864⁴⁶, qui ouvre la polémique, commence par une profession de foi en la cause de l'éducation. Suivent des compliments avec déjà d'imperceptibles réticences. Comme un ciel trop clair laisse éclater les orages les plus violents, « l'Ami » demande ensuite la permission de dire avec franchise que « dans quelques-uns de vos articles, vous vous êtes laissés aller à des écarts bien regrettables. Vos écrits sur le traitement des instituteurs, les commissaires d'école, l'instabilité des instituteurs, rapportent certains faits isolés que vous paraissez donner comme trop généraux ». « L'Ami » ne conteste donc pas la véracité des faits rapportés mais leur grossissement et leur généralisation : « vous vous apitoyez un peu trop sur le sort des instituteurs, sur la lenteur des progrès matériels du corps enseignant ». Il montre que les salaires ont augmenté grâce aux subventions du gouvernement, à l'établissement des écoles modèles et académies. Il termine en promettant d'autres critiques si celles-ci sont prises en bonne part « comme venant d'un sincère ami des instituteurs et spécialement de vous ».

⁴⁵ *La Semaine* du 2 juillet 1864, p. 209.

⁴⁶ *La Semaine* du 1er octobre 1864, p. 316.

Comment se fâcher devant une critique faite avec autant de calme... Létourneau, dans sa réponse⁴⁷, se lance dans des généralités sur l'utilité de la critique que seuls les hommes vains et les sots repoussent. Plus l'homme est haut placé, plus il doit écouter les avis qui lui sont donnés, « plus il a de puissance en main, plus il doit se défier de tous les officiels et officieux qui l'entourent, et qui ont intérêt à le tromper et à entretenir dans son cœur une vaine gloire, un coupable amour-propre ». Cela semble s'appliquer à une personnalité amateur d'encens, P.-J.-O. Chauveau. Létourneau remercie assez cavalièrement « l'Ami » de ses louanges car « nous agissons dans des vues plus élevées; l'intérêt seul de l'éducation nous fait agir ». L'attaque est ainsi bien préparée, les faits que « l'Ami » croit isolés sont malheureusement trop généralisés. A l'appui de chiffres tirés des rapports du Surlintendant de l'Instruction publique, Létourneau prouve que les salaires, loin d'augmenter ont diminué depuis quelques années. L'argumentation est serrée, très documentée. « L'Ami » est traqué, cerné de toutes parts. Non, lui rétorque Létourneau, l'augmentation des subventions gouvernementales, l'établissement d'écoles modèles et d'académies n'ont pas profité aux salaires des instituteurs qui ont, au contraire, diminué.

« L'Ami » ne se tient pas pour battu bien que dans une nouvelle lettre il concède que le sort de l'instituteur n'est guère brillant mais qu'il va s'améliorant⁴⁸. Il apprécie la manière cordiale dont ses remarques ont été reçues... Trop de pommade annonce une trahison. En effet, le ton change brutalement. « L'Ami » attaque avec violence sous le couvert « de certaines remarques qui m'ont été faites au cours de mon récent voyage par des personnes hautement respectables et dont l'opinion à mes yeux fait presque loi sur les questions d'éducation ». Ces personnes vous regardent comme bien téméraires de critiquer comme vous le faites l'administration des affaires d'éducation, la manière dont MM. les inspecteurs d'école s'acquittent de leurs devoirs. Elle ne voit dans les rédacteurs de *La Semaine* que de « modestes fats qui se croient

⁴⁷ *La Semaine* du 1er octobre 1864, pp. 317-318.

⁴⁸ *La Semaine* du 22 octobre 1864, p. 337.

en droit de trouver à redire sur tout et d'indiquer à leurs supérieurs ce qu'ils doivent faire et les réformes qu'ils doivent suggérer ». En plus, ces messieurs pensent que la publication de *La Semaine* n'a qu'un but : « nuire au *Journal de l'Instruction publique* fondé par le gouvernement et rédigé avec un rare talent par le Surintendant de l'éducation lui-même ». On ne saurait être plus clair.

Donc, Létourneau, Lafrance et Thibault sont des fats mais on ne leur en laisse pas tout le bénéfice puisqu'on accole comme épithète à ce mot le terme le plus opposé : modestes... Ce n'est guère aimable ! Ces pointes prouveraient que *La Semaine* a un certain succès et inquiète les milieux officiels. « L'Ami » se désolidarise de « ces messieurs ». Attitude bien plus odieuse qu'une attaque directe. A la signature « un ami », on a envie d'ajouter : qui vous veut du bien...

Ces messieurs ne seraient-ils pas, en dehors de l'Ami, des membres du Conseil de l'Instruction publique, en particulier des évêques. Nous pouvons soutenir cette thèse en signalant que l'article sur les inspecteurs d'école est du 27 août : l'auteur de cette étude dénie toute compétence pédagogique aux évêques et propose l'entrée d'enseignants laïques au Conseil de l'Instruction publique. Cela a dû chatouiller désagréablement les oreilles des évêques incriminés qui n'acceptent pas que de « modestes fats » viennent leur faire la leçon. D'ailleurs, ces évêques ne correspondent-ils pas à la définition donnée par l'Ami : « des personnes hautement respectables et dont l'opinion, à mes yeux, fait presque loi sur les questions d'éducation ».

La réponse des rédacteurs de *La Semaine* maintenant solidaires — car comment ne pas être unis en face d'une telle attaque ? — nous éclaire d'abord sur leur attitude envers les Autorités⁴⁹. Ils éliminent brutalement ces personnes qui ont fait des remarques à l'Ami. Personnes « peut-être plus zélées qu'éclairées en fait d'éducation » car trouver dans *La Semaine* une critique contre les actes du Surintendant, c'est montrer « une forte dose de

⁴⁹ *Loc. cit.*

parti-pris de tout blâmer et de trouver à redire contre tout ce qui émane de l'instituteur ». Quant au Surintendant, jamais *La Semaine* n'a eu l'intention de le blâmer et elle lui reconnaît « une haute aptitude et un zèle éprouvé pour tout ce qui se rattache à l'éducation, et surtout au sort de l'instituteur pour lequel il travaille avec ardeur, constance et énergie ». Cependant P.-J.-O. Chauveau ne peut remédier à tout. Il est nécessaire que « des hommes intéressés au bon fonctionnement de notre système d'éducation indiquent sans esprit de parti ce qui doit être fait et les réformes à opérer, et fassent connaître la vérité là où elle est cachée ».

Le fond de l'attitude des trois rédacteurs est ensuite exprimé. Ils estiment avoir le droit de dire que telle chose ne devrait pas être et que telle autre est préférable. Surtout, ils n'admettent pas l'opinion d'un « officiel et officieux s'il en fut jamais » selon laquelle « une chose juste et bonne même ne doit pas être demandée par des inférieurs à leur supérieur sans manquer au respect qu'ils lui doivent, parce que une telle demande comporte un acte de blâme contre le supérieur qui n'a pas jugé à propos de statuer de lui-même que telle chose serait ainsi ». La réplique à cette argumentation pour le moins spécieuse est nette : « avec de pareilles doctrines et de tels hommes, il n'est pas surprenant que les choses aillent à pas de tortue dans la voie du progrès ». Les rédacteurs ne veulent pas de conformisme, de la soumission stupide au supérieur uniquement parce qu'il est supérieur. La vérité a le droit d'éclater, même si elle est en conflit avec les positions de l'Autorité. C'est un état d'esprit qui mène loin et qui, pour un observateur superficiel, peut paraître en avance sur son époque alors qu'il est assez fréquent au milieu du XIX^e siècle. Thibault, Lafrance et Létourneau se sentent et se veulent libres. Ils expriment le désir profond d'un laïc qui devient adulte et qui veut qu'on le reconnaisse. Ce n'est pourtant pas le besoin d'émancipation irraisonné de ceux qui frappent du pied à défaut d'arguments. C'est un cri douloureux devant l'incompréhension de gens dont on devrait, au contraire, avoir le soutien.

Dans cette réponse à la seconde lettre de « l'Ami », les rédacteurs relèvent deux objections : l'une sur l'inspection des écoles,

l'autre sur les rapports entre le Journal de Chauveau et *La Semaine*. Ils sont beaucoup plus tendres que d'habitude pour les inspecteurs : le faible salaire qu'ils reçoivent explique les visites faites en toute hâte. Peut-être veulent-ils se les concilier ? Quant à l'idée voulant faire de *La Semaine* une revue fondée pour faire opposition au *Journal de l'Instruction publique*, elle leur paraît ridicule à l'extrême : « croire que trois instituteurs ont eu la pensée de faire opposition à un journal soutenu par un vote annuel de la législature de \$1,800, rédigé par un des premiers hommes du pays, le Surintendant de l'éducation lui-même, propagé par MM. les Inspecteurs, patronné par des professeurs zélés, est absurde ! Qui pensera un seul instant que nous ayons eu la folle prétention de supplanter un tel journal ? On feint de le croire mais c'est un prétexte pour blâmer ».

Vient ensuite une réelle amertume : « si *La Semaine* eût été fondée par tout autre que par des instituteurs, les hommes qui nous blâment et qui nous verraient tomber avec plaisir, seraient les premiers à crier à notre dévouement généreux, à notre noble initiative ». Cette revue est en butte à des oppositions. On attend sa fin. On refuse tout droit de parole aux laïques enseignants. Nous voici au centre du débat, à la cause de toute cette polémique. Au fond, ce n'est même pas pour leurs idées que Lafrance, Létourneau et Thibault sont attaqués. Ce n'est qu'un prétexte. Les laïques dans l'enseignement, d'après certains, ne doivent pas avoir d'idées. Exprimer un jugement, c'est s'élever contre l'Autorité. « On ne peut souffrir que trois instituteurs aient eu la hardiesse de lever la tête, de regarder autour d'eux et de dire leur façon de penser sur tous les maux qui les environnent et les touchent de près ». Or, *La Semaine*, loin de nuire au *Journal de l'Instruction publique*, lui est un auxiliaire précieux. Il est intéressant de souligner comment est justifié ce rôle : le journal de Chauveau est envoyé à l'étranger, en France, en Belgique, aux Etats-Unis et « beaucoup de faits qui ont besoin d'être connus ici, en Canada, ne peuvent l'être à l'étranger ; de là, la nécessité de la publication de *La Semaine* ». Le journal officiel est obligé à une façade. Il doit ou falsifier certains faits ou les

caché, il ne peut donc être un journal de combat. Cette attaque très violente est suivie habilement de compliments : « l'existence du *Journal de l'Instruction publique* est assurée; il est apprécié, recherché; le nombre des abonnés augmente chaque année, les instituteurs et les institutrices le reçoivent avec empressement et profitent des précieux renseignements qu'il contient ». Existence assurée du journal de Chauveau. Existence précaire de *La Semaine*. Mais celle-ci clame son droit à la vie. Apôtres de la coexistence pacifique, les trois rédacteurs posent pour terminer cette question vitale : « Pourquoi cette opposition à notre journal qui est plus grande que notre ami ne le pense peut-être, car depuis longtemps le bruit en est venu à nos oreilles ». L'opposition n'est donc pas nouvelle. Peut-être a-t-elle existé depuis sa fondation ?

Pour connaître cette opposition ou du moins pour poser quelques jalons, essayons de savoir qui est « Un Ami ». C'est une personne intéressée aux problèmes d'éducation car elle considère depuis toujours « l'avancement de l'éducation comme devant procurer au peuple canadien plus de prospérité et de bonheur⁵⁰ ». Elle ne s'arrête pas à ces généralités car elle a travaillé dans ce domaine : « je me suis voué, autant que mes forces me l'ont permis, à en promouvoir les intérêts⁵¹ ». Est-elle toujours en activité ? Il est difficile de le dire. Elle parle de la « jeunesse de notre pays » donc c'est un Canadien français. C'est quelqu'un de connu des trois rédacteurs de *La Semaine* car elle leur écrit : « vous me permettrez de vous dire avec la franchise que vous me connaissez ». Par ailleurs, cette personne est bien documentée car elle appuie ses arguments sur les rapports officiels du Surintendant. Elle se dit aussi « un sincère ami des instituteurs et spécialement de vous ». C'est quelqu'un qui écrit correctement et qui aime écrire : « je m'étais proposé de vous écrire une longue dissertation sur plusieurs de vos articles⁵² ». Dans leurs réponses à « l'Ami », les rédacteurs sont très courtois et ménagent, tout en l'accusant d'ailleurs, le Surintendant Chauveau. De toutes ces

⁵⁰ *La Semaine* du 1er octobre 1864,
p. 316.

⁵¹ *Loc. cit.*

⁵² *La Semaine* du 22 octobre 1864,
p. 337.

remarques, du style des lettres, de l'intérêt chatouilleux que Chauveau porte à sa réputation, nous pensons que si « Un Ami » n'est pas Chauveau lui-même, c'est quelqu'un d'inspiré par lui, ou de son entourage, peut-être l'abbé Hospice-Anthelme Verreau...

*

* *

En tout cas, *La Semaine* ne peut laisser indifférent le fondateur du *Journal de l'Instruction publique*. Le journal de Chauveau annonce en janvier 1864, la parution de son nouveau confrère dans le *Bulletin des publications et réimpressions les plus récentes*. Il en donne le titre, note « que la partie religieuse est sous la surveillance d'un prêtre éminent, qui en revoit tous les articles » et situe en un mot chacun des rédacteurs⁵³. Aucun autre commentaire, aucun encouragement pour cette revue naissante. Si nous ne pouvons en conclure que le journal de Chauveau lui est opposé, il est cependant certain que leurs relations ne s'annoncent pas très cordiales. Le *Journal de l'Instruction publique* ne parle qu'une fois de *La Semaine* pour signaler qu'elle publie le compte rendu d'une fête à l'école normale Laval⁵⁴. Puis c'est le silence et quand la revue des trois instituteurs disparaît à la fin de 1864, pas un mot ni de compassion ni de regret.

Pourtant, si nous regardons de près les articles parus dans ces deux journaux en 1864, ceux-ci semblent s'épier. A deux reprises, cette attitude est flagrante. Le journal de Chauveau reprend des thèmes de *La Semaine*. Des extraits de « Jean Rivard et l'éducation » de Gérin-Lajoie paraissent dans la revue des instituteurs à partir du 23 avril et sont repris en mai par le journal officiel. Il se peut cependant que ceci ne soit qu'un hasard, le texte de Gérin-Lajoie venant de sortir dans *Le Foyer canadien*. Mais le thème de la nécessité d'engager de bons instituteurs paru dans *La Semaine* du 5 mars 1864 a entraîné un article dans le journal concurrent en mai 1864 qui semble vouloir bénéficier de

⁵³ *Journal de l'Instruction publique*, janvier 1864, p. 13.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 15.

l'antériorité de son intérêt pour ce sujet en rappelant un de ses articles sur « le maître à bon marché ». Le 19 août 1864, ce dernier article est reproduit dans la revue des trois instituteurs.

Si le *Journal de l'Instruction publique* ne parle pratiquement pas de *La Semaine*, la réciproque n'est pas vraie. *La Semaine* attaque de plus en plus fréquemment Chauveau et son journal. L'étude des problèmes des instituteurs l'y amène tout naturellement, ne serait-ce que pour stigmatiser l'inertie de l'administration sur différents points. Un duel acharné se livre entre les deux publications. Dès le premier numéro, Lafrance, Thibault et Létourneau sont conscients d'entrer dans une « arène » où les difficultés sont nombreuses. En août 1864, *La Semaine* parle des difficultés rencontrées par l'association des instituteurs de 1845, de « ces petites misères, suites nécessaires et inévitables de toute entreprise utile. *La Semaine* en sait quelque chose⁵⁵ ». Mais c'est dans le dernier numéro de la revue qu'éclate l'indignation des rédacteurs contre cette opposition à leurs efforts : « en commençant cet article, nous voulions mettre au jour les obstacles qui ont arrêté la marche de *La Semaine*. Il aurait été bon peut-être de faire connaître les noms de ceux qui, par une ridicule jalousie, ou une lâche ineptie, ont entravé la marche de cette publication⁵⁶ ». Les rédacteurs se promettent de ne pas oublier ces hommes chargés des questions d'éducation et qui ont eu la lâcheté de nuire à la cause des instituteurs en combattant *La Semaine*. Nous aurions vivement souhaité que la revue des trois instituteurs livre des noms... et ainsi nous évite de jouer au roman policier, ce qui présente bien des aléas. Nous avons une victime. Qui est l'assassin ?

*

* *

Car nous sommes en présence d'un assassinat. *La Semaine* ne semble pas morte naturellement; les accusations lancées dans le dernier numéro le prouvent. Etudions l'attitude de ceux qui peu-

⁵⁵ *La Semaine* du 19 août 1864, p. 266.

⁵⁶ *La Semaine* du 24 décembre 1864, p. 410.

vent avoir intérêt à sa disparition : des partis politiques ? les autorités ecclésiastiques ? les officiels de l'Instruction publique ?

La neutralité, ou du moins le refus de combat, est la ligne de conduite adoptée par *La Semaine* envers les questions politiques : « il n'entre pas dans le cas de notre feuille de s'occuper activement de politique locale⁵⁷ ». Mais on sent, dans les rares occasions où les problèmes politiques sont abordés, que les rédacteurs rongent leur frein. Le thème principal est cependant la lutte nécessaire contre les faveurs politiques et la corruption croissante : « dire un mot de la corruption croissante que ces temps d'effervescence populaire voient éclore, ne serait peut-être pas hors de saison, mais nous jugeons prudent de nous en abstenir ». Prudence qui ne les empêche pas de condamner énergiquement la corruption et d'espérer « qu'à l'ouverture de la prochaine session, le ministre s'occupera d'arrêter les progrès rapides de cette maladie sociale ». *La Semaine* stigmatise en conséquence toutes les faveurs politiques, les places obtenues en paiement de services rendus. Elle attaque les députés coupables de vouloir abolir la charge d'inspecteurs d'écoles. Mais cela n'empêche pas Létourneau de demander que l'on se serve des relations « tant soit peu intimes » que l'on peut avoir avec les membres de la législature, pour les intéresser aux projets des instituteurs. *La Semaine* sort de sa réserve deux fois : lors d'un discours du ministre Galt et lors de la question des milices.

Galt parlant à Sherbrooke déclare qu'il croit et espère que la législature à sa prochaine session « fera sortir les institutions bascanadiennes pour l'éducation supérieure, des difficultés dans lesquelles elles sont aujourd'hui, et cette remarque s'applique et aux institutions catholiques et aux institutions protestantes⁵⁸ ». *La Semaine* demande aux journaux politiques de vouloir bien indiquer quelle est la nature de ces difficultés car cette question touche à des intérêts très importants et « intimement liés à ceux qui font habituellement l'objet de nos occupations et de nos études ». Donc, la revue des trois instituteurs désire que la presse porte à la connaissance du grand public tous les problèmes de l'enseignement

⁵⁷ *La Semaine* du 2 janvier 1864, p. 4.

⁵⁸ *La Semaine* du 3 décembre 1864, p. 388.

primaire et des instituteurs. Pour l'organisation des milices, *La Semaine* prend une position politique tout en la laissant précéder de : « si nous avons une opinion à exprimer en politique⁵⁹ »... Elle s'élève contre la conscription forcée et regrette que l'on n'affecte que les milices à la garde des frontières au lieu d'y adjoindre les troupes régulières. Il ne semble donc pas que les milieux politiques puissent voir dans *La Semaine* un adversaire redoutable. L'hypothèse d'un assassinat pour motifs politiques semble exclue.

L'attitude indépendante de Lafrance, Létourneau et Thibault envers l'Eglise nous permet-elle de conclure à un boycottage de la revue par les autorités ecclésiastiques ? Certains indices, comme la demande de réorganisation du Conseil de l'Instruction publique au profit des enseignants laïques, la polémique avec « Un Ami », l'absence quasi-complète de sujets religieux malgré les projets de la revue, la position des rédacteurs envers l'Autorité, peuvent nous faire penser que les autorités ecclésiastiques ne voient pas d'un bon oeil *La Semaine*. Elles ont à leur disposition des moyens de pression très efficaces : demander aux curés de village de déconseiller cette revue à l'instituteur, parler contre les instituteurs trop indépendants, agir au sein du Conseil de l'Instruction publique, faire comprendre aux députés qu'il vaut mieux ne pas voter de subvention à ce genre de publication. Le clergé a-t-il agi dans ce sens ? C'est possible, mais de là à lui imputer la mort de *La Semaine*, il y a un pas que nous ne pouvons franchir.

L'assassin se cache-t-il dans les milieux proches du Surintendant ? La présomption est plus forte car *La Semaine* est un concurrent direct qui vient rompre la belle unanimité de la presse pédagogique. Dans l'accusation portée par les rédacteurs contre les responsables de la fin de *La Semaine*, on parle de « ridicule jalousie ». Or, d'où peut venir cette jalousie sinon du comité de rédaction du *Journal de l'Instruction publique* ? D'autant plus que *La Semaine* attaque Chauveau et son journal. Il semble donc que les milieux officiels de l'éducation — parmi lesquels on doit compter des membres de l'épiscopat — ont contribué à la dispari-

⁵⁹ *La Semaine* du 24 décembre 1864, p. 413.

tion de *La Semaine* mais plus par omission que par volonté délibérée. En effet, la revue manquait d'argent. Le témoignage de Cloutier, qui a connu les rédacteurs est essentiel : « la mort de la revue est due au manque de moyens de ceux qui l'encourageaient qui obligea l'imprimeur d'en discontinuer l'impression après une année de publication⁶⁰ ». Or, le gouvernement n'a rien fait pour subventionner *La Semaine* et ainsi la sauver. C'était le meilleur moyen de la condamner.

Les raisons profondes de l'échec, nous les trouvons dans l'article annonçant l'arrêt de la publication. Si les causes en sont nombreuses, il en est une, capitale, qui « se montre d'autant plus terrible, d'autant plus indestructible, qu'elle tient à notre inertie et qu'elle se lie intimement à notre indifférence, nous voulons parler de ce manque d'union qui presque toujours a distingué les membres de notre classe, de cet isolement que chacun paraît se faire un devoir de conserver aussi longtemps que possible, et qui menace de faire bientôt le caractère distinctif de l'instituteur canadien⁶¹ ». Manque d'union, isolement, *La Semaine* avait été fondée pour remédier à cela et aider à la formation d'une « classe enseignante ». Elle meurt de l'apathie de ces instituteurs qui pensent que tout ira mieux sans efforts et sans sacrifices. Après avoir combattu pendant un an tous ceux qui s'opposent à la promotion sociale de l'instituteur, *La Semaine* dans ce dernier article plein de fougue rejette la responsabilité de tout cela sur le maître d'école lui-même : « l'état misérable de l'instituteur ignoré, reculé au fond d'une paroisse, sans amis, sans jouissances... c'est lui qui se l'est créé, qui se le conserve avec un amour presque paternel ». Mais il n'existe pas que des instituteurs mollusques, il y a aussi « des hommes au coeur ardent, à l'âme forte, aux talents brillants, des hommes qui méritent véritablement le titre d'instituteurs par les efforts souvent efficaces qu'ils ont fait pour l'amélioration de leur classe⁶² ». Ces hommes doivent s'unir. Ainsi disparaît dans l'amertume mais avec une lueur d'espoir une revue née un an plus tôt dans l'ardeur et l'espérance.

⁶⁰ J.-B. CLOUTIER, *La presse pédagogique dans la province de Québec*, BRH 1898, p. 148.

⁶¹ *La Semaine* du 24 décembre 1864, p. 409.

⁶² *Ibid.*, p. 410.

Les jugements sur la valeur de *La Semaine* sont variés. Adé-
lard Desrosiers l'envisageant par rapport au journal de Chauveau
en fait une exécution aussi sommaire que totale : « cette revue
pédagogique n'ajoutait au journal de M. Chauveau aucune amé-
lioration importante. Elle n'introduisait aucune idée nouvelle ca-
pable d'entraîner une partie quelconque du personnel enseignant
des petites écoles. Trop spéculative pour les instituteurs primaires,
elle disparut après une année d'existence, sans avoir entamé le
prestige attaché au nom des rédacteurs du *Journal de l'Instruction
publique*⁶³ ». Une telle opinion laisse supposer que Desrosiers
n'a pas lu *La Semaine*. Il réagit comme un des rédacteurs du
journal de Chauveau en 1864 et voit... rouge ! Sinon, c'est à
douter de son esprit critique.

Cloutier, par contre, juge très sagement « ce nouveau jour-
nal... plus conforme aux besoins des instituteurs, parce qu'il était
rédigé par des hommes du métier et qui fut très bien accueilli⁶⁴ ».

Chauveau et Meilleur, dans leurs ouvrages sur l'Instruction
publique au Canada, sont surtout préoccupés de défendre leur
mémoire pour l'avenir... et ne disent pas un mot de *La Semaine*.

Magnan, dans un article sur le journalisme pédagogique au
Canada français, qualifie *La Semaine*, d'honorable tentative⁶⁵.
Mais il ne semble pas l'avoir étudiée sérieusement, car il se contente
de nous dire qu'elle n'a donné que des résumés succincts d'événe-
ments religieux et s'est uniquement préoccupée de pédagogie théo-
rique. Est-ce le remords ou bien des loisirs plus grands qui ont
porté Magnan à être beaucoup plus explicite dans *l'Enseignement
primaire* de février 1936. Il reprend les mêmes termes qu'en 1909
et loue — enfin un passage original... — les travaux de Norbert
Thibault sur l'histoire de l'instruction primaire, avant de conclure :
« *La Semaine* témoigne aujourd'hui de la valeur scientifique et
du bon esprit des instituteurs canadiens d'il y a soixante ans⁶⁶ ».

⁶³ Adé-
lard DESROSIERS, *Les écoles
normales primaires de la Province
de Québec*, p. 140.

⁶⁴ J.-B. CLOUTIER, *op. cit.*, p. 148.

⁶⁵ EP, février 1909, p. 325.

⁶⁶ EP, février 1936, p. 347.

Dans les travaux récents, la conspiration du silence semble ourdie autour de cette revue. M. le chanoine Groulx⁶⁷, M. Louis-Philippe Audet⁶⁸ et M. Gérard Filteau⁶⁹ parlent dans leurs ouvrages du *Journal de l'Instruction publique*, mais oublient à notre connaissance *La Semaine*. C'est fort dommage qu'actuellement seul un court travail dactylographié de M. Jean-Charles Bonenfant sur la presse pédagogique⁷⁰ rende justice à *La Semaine*, car c'est laisser dans l'ombre une revue nécessaire pour comprendre les problèmes de l'éducation et des enseignants dans le Canada français du XIX^e siècle.

*

* *

La Semaine est un jalon de plus sur cette route suivie par l'élite des instituteurs au service de la classe enseignante. L'historique de la Bibliothèque des Instituteurs du District de Québec fondée en 1845 occupe plusieurs numéros de la revue de Lafrance, Thibault et Létourneau, car c'est une « association à laquelle nous sommes heureux d'avoir appartenu et qui a fait pour le bien-être et l'honneur de la classe enseignante en ce pays de si nobles sacrifices, de si glorieux et de si persévérants efforts⁷¹ ». La consigne est nette : réunissons nos forces et continuons la noble entreprise de cette association⁷². *La Semaine* est donc dans la ligne de l'association de 1845. Cette continuité dans l'effort montre que la revue des trois instituteurs n'est pas une entreprise isolée, un accident, mais une des manifestations de l'esprit combatif de ces maîtres d'école laïques au service de leurs collègues.

Revue de combat, elle propose des réformes détaillées et pratiques. Ses rédacteurs font preuve d'une grande liberté vis-à-vis du clergé. Ils ne nient pas l'importance de la religion mais ils pensent que l'Eglise n'a pas juridiction sur tout. Certains domai-

⁶⁷ Lionel GROULX, *L'enseignement français au Canada*, Tome 1.

⁶⁸ Louis-Philippe AUDET, *Le système scolaire de la Province de Québec*, Tome 1.

⁶⁹ Gérard FILTEAU, *Organisation scolaire de la Province de Québec*.

⁷⁰ Jean-Charles BONENFANT, *La presse pédagogique dans la province de Québec*, pp. 6-7.

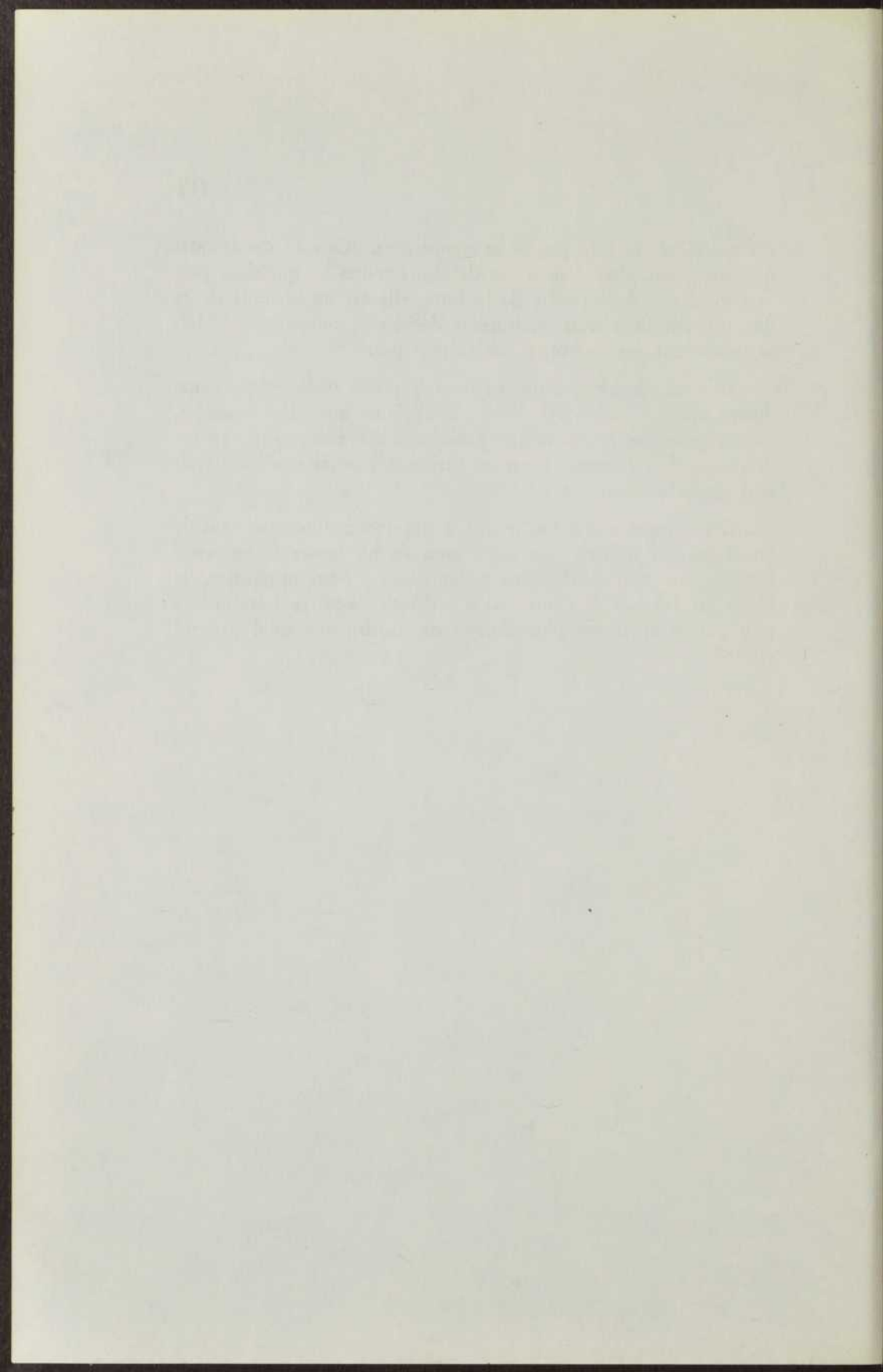
⁷¹ *La Semaine* du 19 août 1864, p. 265.

⁷² *La Semaine* du 10 septembre 1864, p. 291.

nes spécialisés ne sont pas de sa compétence. Ce sont des laïques qui enseignent, c'est donc à eux de régler toutes les questions professionnelles. A la pointe de la lutte, elle est un exemple de ce que peuvent faire trois instituteurs décidés et compétents. Malheureusement, les « troupes » ne suivent pas.

Elle est un exemple unique dans la presse pédagogique canadienne-française du XIX^e siècle. Publication aux idées avancées, elle propose des solutions aux problèmes des enseignants, expose des plans de réformes. C'est un véritable journal syndicaliste au sens moderne du terme.

Son existence n'a pas réussi à aiguillonner sérieusement le lourd journal officiel. Sa disparition va lui laisser de nouveau l'empire sur tout le domaine pédagogique. Sans opposition, le règne du *Journal de l'Instruction publique* va-t-il se faire encore plus pesant et encore plus éloigné des instituteurs qu'il prétend servir ?



chapitre troisième

le règne de la presse pédagogique officielle (1865-1879)

Pendant quinze années, l'imposant *Journal de l'Instruction publique* ayant balayé toute opposition, va régner. Cependant l'équipe qui préside à ses destinées change assez fréquemment. Bien que le rédacteur en chef à partir de 1868 soit toujours le même, Louis Giard, nous pouvons distinguer quatre étapes caractérisées :

- le journal de Pierre Chauveau (1868-1871)
- le journal de Napoléon Legendre (1872-1875)
- le journal d'Oscar Dunn (1876-1879)
- les dernières années de P.-J.-O. Chauveau comme rédacteur en chef (1865-1867)

*

* *

A partir de 1865, l'assistant-rédacteur de P.-J.-O. Chauveau est André N. Montpetit. Né à Beauharnois, élevé au collège de Saint-Hyacinthe, il est avocat depuis 1862. Journaliste, poète, chercheur, il se passionne pour l'histoire des Hurons de Lorette, qui, publiée en 1870 dans *L'Opinion publique*, obtient un succès retentissant. Esprit très ouvert, il s'intéresse autant à la géographie qu'aux sciences naturelles. Conférencier de renom, il sait aussi comprendre les problèmes de l'adolescence et de la jeunesse, mais il n'a rien du maître d'école besogneux et expérimenté qui

saurait apporter dans le *Journal de l'Instruction publique* l'aspect utilitaire qui lui manque. Sa collaboration ne renouvelle en rien le *Journal de l'Instruction publique*.

1865 n'est pas une année brillante pour le journal de Chauveau. La confection en paraît hâtive. De longs articles sont établis sur plusieurs numéros. Une nouvelle, bien peu palpitante, sur l'estancia de Santa-Rosa, occupe une place abusive. La littérature, assez soignée au début de l'année, n'offre que peu d'intérêt, de même que les études de culture générale. Les articles pédagogiques sont fréquemment supplantés par des rapports du Surintendant ou des inspecteurs d'école. Disparition des chroniques les plus utiles et les plus pratiques pour un maître d'école : plus de sujets de composition, d'exercices de grammaire, de mathématiques et de biographies. Les bulletins bibliographiques s'attardent sur les mêmes ouvrages. Seuls, deux thèmes intéressants sont abordés : la colonisation et, à travers des articles français, le problème de la gratuité et de l'enseignement primaire obligatoire.

Pendant les six premiers mois de 1866, la poésie est remise à l'honneur, en particulier avec *L'oiseau d'hiver* de Benjamin Sulte et *Le dernier Huron* de Garneau. L'architecture réapparaît en février. Trois numéros doubles soulignent l'indigence des matières et les longs retards apportés à la parution. Pour la pédagogie, la *Philosophie et pratique de l'éducation* du Baron de Guimps est pillée consciencieusement. A la fin de l'année on rappelle l'importance de la colonisation. Mais dans l'ensemble, c'est encore une baisse très nette qui s'accroît.

La dernière année de Chauveau, à la tête du journal, ne rattrape en rien les deux années précédentes. Dissertations abondantes sur la colonisation et... le câble transatlantique mais les articles d'éducation ne sont ni plus pratiques, ni plus intéressants. Le journal, très perturbé par des retards de parution, ne paraît que huit fois dans l'année. Le numéro de novembre-décembre, très en retard¹, est un peu plus fourni; il comporte en particu-

¹ *JIP*, 1867, p. 153.

lier six grandes pages de poésie nées du concours ouvert sous les auspices de l'Université Laval. Chauveau, nommé premier ministre de la province de Québec, n'a pu dans la fièvre de la Confédération s'occuper normalement du journal. Pourtant, en 1866, dans ce qui est le dernier bilan du journal, Chauveau se félicite de l'impulsion donnée au journalisme par cette publication : « on a tout fait, tout en conservant sa spécialité distincte, pour lui donner un caractère d'universalité qui en fit un véritable magasin des sciences, des lettres, des arts et des connaissances utiles en général² ». Mais la rédaction ne s'est jamais laissée entraîner dans des polémiques religieuses ou politiques. Or, depuis dix ans, de nombreux journaux sont nés, concurrences louables et utiles, « indice évident des progrès qui depuis une vingtaine d'années se sont faits dans l'instruction publique ». Cependant, ce bilan se termine curieusement par un état des préventions formulées contre le *Journal de l'Instruction publique*. Le fait d'être subventionné l'entrave, car les gens pensent que, puisque le gouvernement paye, cette publication n'a besoin du secours de personne. Il est évident que les appels réitérés pour attirer de nouveaux abonnés ne sont pas facilement pris au sérieux. S'il y a déficit, le gouvernement ne va-t-il pas le combler ? Un journal officiel semble n'être pas réellement pris à coeur par le public. Chauveau signale aussi que le titre du journal est un obstacle. Au lieu de l'aider à pénétrer dans les familles, il est une cause d'éloignement : les articles d'ordre scientifique et littéraire semblent perdre de leur attrait, voisinant avec des études pédagogiques et des avis officiels. Ajoutons-y les préjugés que le Surintendant évoque de façon déguisée : pour certains, ce qui est bon pour l'instituteur est indigne de personnes de bonne éducation. C'est souligner le mépris pour le maître d'école. Mépris aux racines profondes tant psychologiques et morales que matérielles. Ce bilan est presque un aveu d'échec. Ce journal qui veut contenter à la fois l'instituteur, l'homme cultivé et les familles ne semble satisfaire pleinement personne. Pourtant de 1865 à 1867, Chauveau paraît, un peu cavalièrement, avoir opté pour la formule littérature-culture générale assortie d'articles géné-

² JIP, janvier 1866, p. 7.

raux sur l'éducation. Le titre de *Journal de l'Instruction publique* ne correspond plus guère au contenu.

Ainsi, les chroniques directement utilisables pour l'instituteur ont disparu. Le maître recevant le journal au fond d'une campagne reculée le feuillette d'un doigt distrait, sachant parfaitement qu'il ne trouvera rien pouvant l'aider. Peut-être même sera-t-il un peu découragé par les grands articles, les problèmes soulevés ? Peut-être se sentira-t-il encore plus à l'écart de toute vie intellectuelle ? Dans la plupart des cas, cette lecture lui fera penser qu'il est plus proche des préoccupations des habitants que de celles du journal. Quant à Chauveau, ces trois dernières années semblent prouver sa déception. Il en vient à penser que son journal est privé de deux attraits majeurs : les discussions politiques, les romans et nouvelles³. Il est certain que le Surintendant, devenu premier ministre, est beaucoup moins enthousiaste que lors de la naissance du journal, mais, s'il en abandonne la rédaction, il garde la haute main sur le journal qui de 1868 à 1872, ajoute à son titre : « Publié sous la direction du ministre de l'Instruction publique ».

*

* *

De 1868 à 1872, le nouveau rédacteur en chef, Louis Giard, est assisté par le fils de Chauveau, Pierre, qui remplace André N. Montpetit. Le rôle de Giard ne paraît avoir été que nominal. Secrétaire au ministère de l'Instruction publique, il est une garantie, sans plus. Quant à Pierre Chauveau, il a toujours vécu à l'ombre de quelqu'un. Très choyé par son père — maladivement attentif à ses enfants depuis la perte cruelle de sa fille Olympe, il a été pendant quelques années éduqué par l'abbé Hospice-Anthelme Verreau qui reçoit de fréquentes lettres de Chauveau, père inquiet : « malgré votre dernière lettre, je suis toujours inquiet des deux petits garçons. J'ai hâte que Pierre ait passé l'âge où Olympe a été bien malade. Le mois de février nous est fatal puisque tous ceux qui

³ *Loc. cit.*

sont morts dans la famille sont morts dans ce mois-là ou ont été fatalement atteints dans ce temps-là⁴ ». Chauveau s'occupe des moindres détails : « j'espère que les enfants continuent à s'amuser et surtout à apprendre. J'ai bien hâte de leur voir faire des progrès. Je désirerais savoir enfin si vous portez attention à ce qu'ils brossent leurs dents tous les jours avec du savon et de temps à autre avec de la poudre à dents⁵ ». Ces soins attentifs, ces inquiétudes ont élevé Pierre Chauveau comme dans un cocon. Toujours sous tutelle, sa personnalité n'a pu s'épanouir. Contrairement à Sacha Guitry, fils lui aussi d'homme célèbre, il n'a pas su se faire un prénom. Un peu écrasé par la réputation de son père et en même temps élevé par les flatteurs à un rang qu'il ne mérite pas, Pierre Chauveau n'est qu'un médiocre exécutant. Dans son travail d'assistant-rédacteur au *Journal de l'Instruction publique*, il se trouve, comme dans son enfance, pris entre son père et son directeur de conscience, l'abbé Verreau.

En 1868, l'abbé Verreau dirige depuis déjà onze ans l'école normale Jacques-Cartier et il connaît très bien les difficultés d'un journal pédagogique.

La correspondance entre Pierre Chauveau et l'abbé Hospice-Anthelme Verreau nous éclaire sur le rôle essentiel de ce dernier et sur les méthodes de confection du journal. Le 5 mars 1868, Pierre Chauveau écrit à Verreau : « J'adresse à Sénécals assez de matière pour commencer le journal mais qui sait quand je pourrai envoyer ce qui le finira, je pourrai y travailler un peu pendant mon voyage⁶ ». Cela dénote un curieux manque d'ordre. Pierre Chauveau compose son journal un peu au hasard sans schéma bien établi. Il a fait copier par les messagers deux poésies qui lui « paraîtraient convenables pour le journal mais Papa désire qu'il soit mis en note quelque chose dans le sens de ce que j'ai écrit au bas de la première page de chacune d'elles. De plus, il craint

⁴ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de P.-J.-O. Chauveau à l'abbé Verreau le 8 février 1856.

⁵ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de P.-J.-O. Chauveau à l'abbé Ver-

reau le 14 mars 1855.

⁶ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 5 mars 1868.

que celle intitulée *Le Pape* ne prenne trop d'espace et il désire savoir s'il est possible de mettre quatre colonnes de ces vers sur une seule page⁷ ». Ainsi, le nouvel assistant-rédacteur, sans esprit d'initiative, dépendant de son père et de Verreau, ne communique même pas directement avec l'imprimeur pour une question technique de mise en page. Verreau est l'intermédiaire indispensable car, étant à Montréal, il peut surveiller de près l'impression du journal. Pierre Chauveau est homme à se consoler facilement des retards : « le journal a été retardé mais il n'en sera que mieux. *Le Pape* n'a pu paraître, il était trop grandiose(!). C'est malheureux, mais pour le dernier journal, j'avais trop de matière tandis que pour le prochain, je n'ai rien, ce qui est encore plus malheureux⁸ ». Aucune prévision. Pas de répartition judicieuse des sujets traités. Un passage de la même lettre nous renseigne sur la méthode de travail de Pierre Chauveau. A coups de ciseaux, certes, mais toujours dans le même tas de livres et journaux : « voyez donc, s'il vous plaît, à ce qu'on nous renvoie les journaux et livres envoyés pour le dernier journal. Je ne pourrai rien envoyer avant que ceux-là soient de retour⁹ ». Jusqu'à fin avril, Pierre Chauveau a pu compter sur l'aide de son prédécesseur, Montpetit, qui « désespéré de voir que le journal reste montréalais, ne veut plus m'aider. Heureusement que je vous ai toujours¹⁰ ». Chauveau a aussi son père qui fréquemment lui impose ses vues : « Papa veut que je traduise l'article du journal anglais sur M. McGee, ce n'est pas bien agréable ni bien facile pour plusieurs raisons. D'abord, on commence par dire que, comme tous les journaux ont donné les détails de sa vie et de sa mort, il convient à notre journal de ne parler de McGee que comme auteur et orateur, mais que l'on n'a pas les matériaux nécessaires pour cet aperçu; ces raisons qui étaient bonnes il y a un mois ne le seront pas beaucoup au mois de juin. Puis on donne sa vie entremêlée de poésie anglaise, ce qui n'est pas facile à encadrer dans

⁷ *Loc. cit.*

⁸ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 17 avril 1868.

⁹ *Loc. cit.*

¹⁰ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 7 mai 1868.

un journal français¹¹ ». Nous voyons ici les difficultés d'adaptation d'un article anglais et surtout le manque d'initiative — sans oublier le style pénible — du fils Chauveau. Un brin paresseux, il manque d'envergure car, n'essayant pas de créer de la matière nouvelle, il adapte n'importe quoi : « il semble que nous n'avons pas encore dit un seul mot sur l'Abyssinie et bien, s'il manque de la matière, je vous adresse quelque chose d'original sur le sujet. C'est un article du *Musée des Familles* accompagné du *Courrier des Etats-Unis* qui contient un article qui, intercalé par vous avec beaucoup d'adresse donnera toute une histoire abrégée de ce pays et surtout de ses derniers malheurs¹² ». Ainsi, Chauveau demande à Verreau de composer la Petite revue mensuelle et même les nouvelles et faits divers : « Je vous envoie avec ce billet un extrait pour nos nouvelles et faits divers dont vous ferez ce que bon vous semblera. Aussi, une partie de la Revue mensuelle. C'est Montpetit qui veut qu'on dise tout cela de McGee. Je vous assure que ce que j'avais écrit n'était pas aussi long, je croyais avoir assez fait avec ma biographie¹³ ». Pierre Chauveau n'est qu'un sous-ordre sans goût pour son travail : « J'ai bien hâte d'en avoir fini avec le journal et je vous souhaite de votre côté beaucoup de patience¹⁴ ». Le style de cette correspondance avec Verreau est relâché, un peu niais. Ses lettres sont remplies de fautes grammaticales qui paraissent dues principalement au laisser-aller, à la mollesse. Pierre Chauveau abandonne vraisemblablement le Journal vers le mois de juin 1868 pour le reprendre en novembre de la même année¹⁵. Pendant cette absence, l'abbé Verreau paraît s'être occupé du journal puisque, dès la reprise de ses fonctions, Pierre Chauveau l'interroge et lui demande aide : « Je me

¹¹ *Loc. cit.*

¹² ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 16 mai 1868.

¹³ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 19 mai 1868.

¹⁴ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 16 mai 1868.

¹⁵ Nous étayons cette affirmation sur

le fait qu'à partir de fin mai, nous nous ne trouvons plus aucune trace de correspondance entre P. Chauveau et Verreau et que celle-ci recommence le 16 novembre 1868 par ces mots : « en reprenant ou plutôt en essayant de reprendre mes fonctions d'assistant-rédacteur du Journal » (ASQ, Fonds Viger-Verreau).

trouve encore dans la pénible nécessité de vous fatiguer de mes lettres et même de vous demander quelques informations sur les matières qui doivent composer le prochain numéro. J'ai été jusqu'à présent occupé des Registraires et la semaine dernière, le docteur Giard étant tombé malade, j'ai été obligé de prendre l'honneur de le remplacer. Je ne sais donc pas trop ce que j'aurai à faire. Reste-t-il de la matière du dernier journal : je ne pense pas car il m'a l'air d'avoir été bien complété. J'ai déjà envoyé les avis officiels à Sénécals et des extraits de journaux pour les faits divers et les bulletins de l'instruction publique et des arts et des sciences. Je commence ce soir à travailler à la Petite revue mensuelle, mais la partie pédagogique, où vais-je la prendre. A part de cela, il me manque bien d'autres choses mais dites-moi ce que je devrai faire et je le ferai¹⁶ ». Chauveau s'en remet entièrement à Verreau. Le 28 janvier 1869, il lui écrit : « en recevant votre note ce matin, je l'ai passée à Papa qui m'a dit son désir de faire publier, si c'est possible, au moins quelques pages de votre travail dans le prochain numéro. Vous nous avez tellement aidé dans la rédaction du journal, que, vous le voyez, nous comptons sur vous pour tout et que pour ma part je serais bien en peine si j'étais laissé seul à la rédaction du journal avec le nouveau rédacteur en chef le docteur Giard. Je vous transmets avec celle-ci la petite revue mensuelle telle que corrigée par Papa ainsi que ma copie pour vous prouver que je l'ai entrepris et que j'y ai travaillé ». Attitude d'écolier qui, se sachant modérément apprécié par son entourage, envoie le brouillon pour prouver qu'il a travaillé ! Mais que tout cela est laborieux... : « j'ai trouvé aussi un peu de matières pour le prochain numéro du journal et je l'expédie aujourd'hui même à Sénécals qui n'est cependant pas pressé¹⁷ ». Parfois, au milieu des récriminations et de lamentations, une pointe d'humour : « je suis bien en peine aujourd'hui, je me trouve avec tant d'ouvrage sur les bras que si personne ne vient à mon secours, le journal court risque de ne pas paraître ou de paraître aussi maigre qu'un bon catholique le samedi saint. Il y a

¹⁶ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 16 novembre 1868.

¹⁷ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 12 février 1869.

tant de nécrologies célèbres que je ne vois que des morts autour de moi aussitôt que je veux regarder à ma petite revue mensuelle, j'en suis tout effrayé... J'ai commencé cette partie du journal mais c'est sec, maigre et languissant, ce sera une véritable mortification, une pénitence pour les lecteurs que ce numéro du journal à moins que quelqu'un ne vienne à mon secours¹⁸ ». On imagine aisément l'enthousiasme des lecteurs devant un numéro composé avec si peu d'ardeur et de confiance. Pierre Chauveau raconte avec gentillesse ses erreurs : « Imaginez-vous que pour comble de malheur, j'avais un écrit sur les écoles du soir à Québec, un assez bon article (sans me vanter, vous savez que ce n'est pas mon défaut) quand Papa et moi avons découvert le lendemain que l'apothéose que je faisais de Saint Vincent de Paul comme fondateur de la société Saint-Vincent-de-Paul... Et comme, malgré tous ses mérites, Ozanam ne peut se charger de toutes les grandes oeuvres de saint Vincent de Paul et vice-versa, force me sera de recommencer mon article. Je vous avais écrit pour savoir si M. Dawson avait envoyé son article sur les poètes canadiens (en français) et vous ne m'avez pas répondu. Papa voudrait dans tous les cas que nous publions une poésie de Lamartine *La Mort*... J'espère que vous me renseignerez au long sur ce que je dois faire¹⁹ ». L'été 1869, nouveau remplacement de Pierre Chauveau par l'abbé Verreau : « Quel habile remplaçant Papa m'a trouvé... Encore une fois, je trouve, ce qui ne surprendra personne, que le journal a beaucoup gagné par mon absence, qu'il a été mieux rédigé qu'il n'a jamais été, grâce à vous, et je vous en remercie²⁰ ». On ne peut mieux exprimer son détachement d'un travail que l'on exécute de force. Pierre Chauveau, cherche en Verreau un sauveur : « la présente est pour avoir de vos nouvelles et un peu aussi pour savoir où en est le journal... Pour combien de pages y a-t-il de matières et en quoi elles consistent. Je vais continuer ma petite revue; mais vous ne sauriez croire comme je suis pares-

18 ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 9 mars 1869.

19 *Loc. cit.*

20 ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 3 juillet 1869.

seux²¹ ». Nul besoin d'être grand psychologue pour approuver cette dernière déclaration ! « Pour mes étrennes, je vous demande donc de bien vouloir continuer à m'aider pour la rédaction du journal. Aussi, je vous adresse de la matière pour le prochain numéro du journal, c'est tout ce que j'ai pu trouver et si cela ne vous convient pas, j'espère que vous trouverez quelque chose pour le remplacer. Vous remarquerez qu'il n'y a pas de poésie : j'en avais choisi deux ou trois, entre autres celle de Pamphile Lemay sur Noël, mais Papa s'est trouvé trop difficile et il les a toutes rejetées et il préfère ne pas en publier dans le journal de sorte qu'il a mis de côté plusieurs choses que je lui présentais. J'espère donc que vous voudrez bien venir à mon secours. Je commencerai lundi la petite revue mensuelle²² ».

Avouons que la position de Pierre Chauveau est ingrate : il se voit refuser par son père les quelques morceaux péniblement rassemblés et il doit chercher caution auprès de Verreau. « Je recommande de nouveau à votre critique ma petite revue mensuelle que vous voudrez bien faire parvenir à Papa. Veuillez avoir la bonté de corriger au moins les plus grosses bêtises avant qu'elle lui parvienne. Je ne vous parle pas des fautes d'orthographe et autres, ça vous prendrait trop de temps. Je sais que Papa n'en sera pas content mais enfin j'ai fait pour le mieux et comme il fallait écrire quelque chose, j'ai écrit. Je crains d'y avoir parlé trop politique mais ce ne sont après tout que des faits très accomplis depuis un mois²³ ». L'incapacité de l'assistant-rédacteur explique les appels répétés au principal de l'école normale Jacques-Cartier. Mais le fait que le journal soit imprimé à Montréal et rédigé, en principe, à Québec n'arrange pas les choses : « Tout cela ne serait rien si je vous avais ici, à Québec, pour m'aider et si le journal était imprimé ici mais il y a tant de glaces et de neiges entre la rédaction et l'impression du journal que l'enthousiasme, s'il y en avait, refroidirait bien vite²⁴ ».

²¹ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 3 décembre 1869.

²² ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 31 décembre 1869.

²³ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 21 février 1870.

²⁴ ASQ, Fonds Viger-Verreau, lettre de Pierre Chauveau à l'abbé Verreau le 11 février 1870.

Nous avons largement insisté sur cette correspondance car c'est la seule source directe que nous ayons sur la préparation d'un journal pédagogique au XIX^e siècle. Certes, pour ces quatre années, la rédaction n'est guère brillante et l'on va un peu à l'aventure. Pourtant, en 1868, première année de la nouvelle équipe, un effort sérieux est entrepris les trois premiers mois : les articles de pédagogie sont intéressants, les études sur la colonisation sont plus développées, on propose aux instituteurs des exercices pratiques d'arithmétique, la biographie réapparaît. Les articles de culture générale sont plus importants, plus encyclopédiques. Mais cela ne dure pas et dès avril-mai, le journal redevient morne. En juillet-août, il est d'une pauvreté extrême. L'équipe Giard - Chauveau ne livre que huit numéros.

Dans les premiers mois de 1869, le Journal publie une série d'articles pédagogiques écrits par des canadiens, en particulier sur l'enseignement de l'arithmétique et sur celui de la grammaire. Mais à la fin de l'année, Pierre Chauveau puise abondamment dans le *Journal d'Education* de Bordeaux.

De janvier à août 1870, les articles sont peu variés. En mars, seulement trois rubriques : éducation, culture générale et la petite revue mensuelle. Le journal semble à l'abandon, avec des fautes d'impression grossières telles que ce grand titre écrit « PEDEGO-GIE²⁵ ». A partir de septembre, un léger redressement : d'excellentes présentations de livres et d'intéressantes études historiques.

L'histoire du Canada et la poésie sont à l'honneur de janvier à mai 1871. Dans l'ensemble, 1871 multiplie les nouvelles sur l'instruction publique dans le monde et reproduit d'excellents articles de pédagogie suédois, américains et français extraits du *Courrier de Vaugelas*, du *Maine journal of education*, du *Connecticut school journal*. Les rédacteurs utilisent beaucoup les ciseaux et le pot de colle.

De 1868 à 1871, quatre séries de chroniques ont été régulièrement alimentées : articles d'éducation, petite revue mensuelle, culture générale et poésie.

²⁵ *JIP*, 1870, p. 29.

La collaboration de l'abbé Verreau n'a pas sauvé le journal de la médiocrité. Nous ne pouvons l'en blâmer car pouvait-il vraiment aller contre le courant d'indifférence qui entoure le *Journal de l'Instruction publique*? Il aurait fallu repenser la formule. Napoléon Legendre qui remplace Pierre Chauveau en 1872 va-t-il le faire?

*

* *

P.-J.-O. Chauveau imaginait possible dès 1870 l'impression du *Journal de l'Instruction publique* à Québec. Mais le premier numéro imprimé dans la capitale provinciale n'est que de janvier 1872. Avantage sérieux pour le nouvel assistant-rédacteur qui pourra aisément surveiller sur place l'imprimeur. Mais le mauvais sort semble s'acharner sur la publication : le numéro de février ne sort qu'en avril car il a été « retiré des ruines de l'établissement de Brousseau incendié le mois dernier²⁶ ». Aussi, Legendre promet un numéro double mars-avril pour la fin avril. Cette irrégularité dans la parution, qui n'est pas nouvelle, s'accroît; c'est la meilleure façon d'éloigner les lecteurs.

Pourtant, Napoléon Legendre fait un effort important pour intéresser les instituteurs. La chronique « sujets de composition » est de nouveau alimentée selon les besoins des différentes classes : débutants, cours moyen, cours supérieur. Apparaissent aussi fréquemment : exercices de grammaire, dictées, poésies à apprendre par coeur, problèmes d'algèbre.

Avec Napoléon Legendre, le journal prend une allure plus pédagogique, au moins au début. Dans les six premiers mois de 1873, pas d'articles sur l'éducation mais on insiste beaucoup sur la vocation rurale du Canada français. A partir de septembre, l'apparition de nouvelles chroniques : économie sociale, géographie, littérature maritime, beaux-arts, ne conduit qu'à du pointillisme, avant-goût de l'actuelle *Sélection du Reader's digest*. L'année 1874 est, dans l'ensemble, très pauvre. Un léger redressement

²⁶ JIP, 1872, p. 25.

ne s'amorce qu'en août 1875. Pourtant, pendant ces cinq années, le *Journal de l'Instruction publique* essaie de retrouver son caractère de *Journal des familles* et d'aide de l'instituteur.

De 1872 à 1875, le *Journal de l'Instruction publique* qui fait paraître quelques articles de combat en faveur du maître d'école, ouvre largement ses colonnes au discours d'un des anciens rédacteurs de *La Semaine*, Joseph Létourneau, sur le cinquantenaire d'enseignement du doyen des instituteurs, Légaré²⁷. Dans son allocution, Létourneau après avoir magnifié le rôle du maître d'école, déplore amèrement le sort qui lui est réservé dans la société et expose toutes les réformes indispensables : réajustement des traitements, lutte contre les commissaires illettrés, contre les instituteurs incompetents, nécessité d'un fonds de pension convenable, etc... A trois autres reprises, le journal officiel tempête contre les mauvais instituteurs. « Sachez choisir un instituteur compétent sous tous les rapports. Il faut bien les payer. Il vous sera facile d'avoir de bons instituteurs pourvu que vous les payiez bien; l'instruction au rabais est comme tout ce qui s'obtient au rabais : on en a pour son argent²⁸ ». Un bon maître d'école doit être payé; les municipalités doivent faire des sacrifices pour cela²⁹. Ces articles, peu nombreux, sont cependant indicatifs. L'équipe de rédaction semble avoir compris, avec Napoléon Legendre, que loin des instituteurs point de salut pour un journal pédagogique. Oscar Dunn, qui le remplace comme assistant-rédacteur en 1876, va tenter une manoeuvre, légèrement désespérée, pour orienter encore davantage le journal dans ce sens.

*

* *

Oscar Dunn, né en 1844 au Côteau-du-Lac, de père écossais et de mère canadienne-française³⁰, élevé au collège de Saint-

²⁷ *JIP*, 1872, pp. 94-96.

²⁸ *JIP*, 1872, p. 40.

²⁹ *JIP*, 1872, pp. 76-77, et *JIP*, mars 1873, pp. 35-36.

³⁰ Toute une polémique sur ses origines oppose dans le *Bulletin des re-*

cherches historiques de 1928 Francis-J. Audet et Jean Bruchési. Ce dernier gagne contre Audet qui soutenait que Dunn était "aux trois quarts canadien". *BRH*, 1928, p. 29.

Hyacinthe, a déjà fait une fructueuse carrière de journaliste quand il entre comme secrétaire au département de l'Instruction publique : éditeur du *Courrier de Saint-Hyacinthe*, collaborateur dans la capitale française du *Journal de Paris*, rédacteur à *La Minerve*, éditeur en 1874 de *l'Opinion publique*, il est également un des éditeurs de *La Revue canadienne*. Très nationaliste — peut-être pour faire oublier qu'il n'était qu'à moitié canadien français — il publie en 1870 une brochure *Pourquoi nous sommes restés français*³¹. Attaché à la France où il a séjourné, il est officier de l'Instruction publique de France et membre de l'Académie des Muses *santones* qui siège à Royan. L'année de sa nomination comme assistant-rédacteur au *Journal de l'Instruction publique*, il édite *Dix ans de journalisme*. En 1878, il publie *Lectures pour tous* et en 1880 *Glossaire franco-canadien*. C'est un homme qui, sous une rudesse apparente, cache une grande délicatesse de pensée et de sentiment. Il meurt subitement à Québec, au club de la Garnison en parlant de l'insurrection du Nord-Ouest avec le colonel Gray des Hussards, qui lui affirmait :

— « Si Riel est pris, nous devrions le pendre ! »

— « Ce serait un grand malheur » répond Dunn et renversant la tête, il rend le dernier soupir.

La notice nécrologique de *La Minerve* est très élogieuse : « Polémiste logicien plutôt vigoureux, et lettré dans toute l'acceptation du mot, toujours prêt au sacrifice, au dévouement, ces rares qualités étaient rehaussées chez lui par une discrétion exquise et incomparable³². »

Comme à chaque changement de rédaction un petit air de nouveauté anime les cinq premiers numéros mais, dès le sixième, la chute est brutale. En effet, le journal de juin commence par les avis officiels et ne contient que deux chroniques : culture générale et éducation.

La situation devenant tragique, Oscar Dunn prend deux décisions : l'envoi gratuit du journal aux instituteurs et institutri-

³¹ Chauveau, dans un discours à la mémoire de Dunn, souligne cela

comme un paradoxe.
³² *La Minerve* du 18 avril 1885.

ces, aux députés et curés de la province de Québec et la participation des enseignants à sa rédaction. Le journal est envoyé gratuitement à partir de mars 1877. Par circulaire, le Surintendant en avertit les commissaires et les syndics d'école : « à l'avenir, le *Journal de l'Instruction publique* sera envoyé gratuitement aux instituteurs et institutrices engagés par vous »; ces exemplaires seront votre propriété et « vous verrez à ce qu'il en soit conservé un dans les archives de chaque école, afin que les instituteurs qui s'y succéderont puissent toujours le consulter au besoin. Le journal est écrit spécialement pour eux et même il contient souvent des articles dont la lecture en classe serait à la fois amusante et instructive pour les enfants³³ ». Malheureusement, le numéro de mars, premier spécimen envoyé gratuitement, n'a rien d'attirant. Il est même d'une exceptionnelle pauvreté : une petite étude sur l'apiculture, des avis officiels (nominations, circulaires et rapport du Surintendant) et la nouvelle loi de l'instruction publique. On est loin du journal de Chauveau, peut-être trop littéraire mais abondamment documenté et instructif. Comment un instituteur peut-il avoir envie de lire un tel numéro dépourvu de tout intérêt ? La gratuité n'arrange rien. Au contraire. Nous pouvons raisonnablement penser que les numéros du *Journal de l'Instruction publique* s'entassent dans quelques coins de cuisine, oubliés par les commissaires.

La participation des instituteurs à la rédaction du journal va-t-elle réussir à attirer le maître d'école ? Sous le titre de « Tribune libre », le journal se propose « de réserver à l'avenir quelques colonnes à des correspondances, dissertations ou écrits ex professo, étrangers à notre rédaction. Les questions que soulève l'instruction du peuple sont si nombreuses et à la fois si compliquées qu'il nous paraît utile de créer un centre où viendrait converger l'expérience commune des spécialistes en la matière ». Cet appel insiste sur l'isolement des professeurs « qui ne peuvent communiquer que rarement leurs idées », ce qui une fois de plus confirme le peu de succès des conférences d'instituteurs. Aussi, le *Journal de*

³³ Circulaire du 10 mars 1877 publiée dans *JIP*, 1877, p. 34.

l'Instruction publique ouvre ces colonnes « à la discussion calme des problèmes de l'instruction publique par quiconque s'y croira autorisé soit par ses études, soit par son expérience ». Douze ans après *La Semaine*, le journal officiel veut être le carrefour où se rencontrent tous les enseignants. Mais, la rédaction désire une discussion « sans passion et dans un style convenable; c'est à peu près notre seule condition. Quant aux idées même, nous leur laisserons autant de latitude que possible³⁴ ». Cet appel aux enseignants prouve que l'on doit tenir compte d'eux si l'on veut que le journal puisse continuer. Ceux-ci, cependant, ne montrent pas d'enthousiasme à l'égard de la « Tribune libre ». Durant l'été 1876, les instituteurs québécois réclament que leurs écrits dans cette rubrique soient payés. Le Journal abonde dans leur sens puis se dérobe en déclarant que l'augmentation des frais de publication est du ressort de la législature : « ce que nous pouvons faire, c'est d'inviter les instituteurs à participer à notre oeuvre. En retour de leurs travaux, nous ne pouvons leur offrir d'argent; mais nous leur fournissons l'occasion de se faire connaître avantageusement. A la vérité, il y a peut-être là un intérêt pécuniaire indirect, car celui dont les écrits auront été remarqués aura plus de chances qu'un autre d'obtenir de forts appointements³⁵ ». Réaction normale du journaliste qui ne veut pas rétribuer ses collaborateurs, estimant que la publicité faite autour de leur nom est un salaire suffisant. Nous pouvons aussi deviner certaines réticences ou certaines appréhensions quand la rédaction demande que les instituteurs fassent d'abord leurs preuves en donnant à cette partie du journal une « importance réelle ». « Ainsi, ils seront mieux venus à demander plus tard à qui de droit une rétribution convenable pour leurs écrits ».

Les instituteurs vont-ils saisir l'occasion qui leur est ainsi offerte et inonder le journal de leurs articles? Relevons les articles parus dans la « Tribune libre ». Dans les numéros de juillet, août et septembre 1876, Larue écrit sur l'éducation dans la province

³⁴ *JIP*, juin 1876, pp. 94-95.

³⁵ *JIP*, septembre 1876, p. 134.

de Québec. En octobre, première tribune, résultat d'une discussion sur la manière de lire les vers. André N. Montpetit reprend en novembre ce problème de la lecture des poèmes. Rien en décembre 1876, tandis qu'en janvier 1877, Jean-Baptiste Cloutier envoie le premier article de combat : une lettre de Belgique en faveur de l'union des instituteurs. En février, Lamy parle de l'éducation de l'enfant. La « Tribune libre » n'apparaît ni en mars ni en août 1877. En avril, une narration d'élève et du remplissage avec un discours sur l'apiculture dans les numéros de mai, juin et juillet. De septembre 1877 à mars 1878, la tribune prend de l'ampleur. C'est sa période de gloire. Lamy engage une lutte en faveur de l'enseignement des mathématiques. Lippens étudie les possibilités de l'enseignement intuitif. D'autres articles pédagogiques écrits par des canadiens portent sur l'arithmétique, l'orthographe usuelle. Cet épanouissement de la « Tribune libre » entraîne sa disparition momentanée en avril-mai où tous les articles des instituteurs sur la leçon de choses, l'enseignement du français et les mathématiques passent sous la rubrique « Pédagogie ». Victoire momentanée des enseignants à qui on reconnaît ainsi une réelle compétence ou plutôt défaillance de la rédaction qui s'en remet à eux ? En tout cas, la chronique « Tribune libre » réapparaît en juin-juillet et en août-septembre 1878 en donnant la place d'honneur à une étude de Lamy sur les mathématiques. Les trois derniers mois de 1878 : rien. En janvier-février et en mars-avril-mai 1879, le journal reproduit une conférence de Martin sur l'organisation de l'Instruction publique en France et aux Etats-Unis, et on parle de la numérotation duodécimale. Mais, dans les derniers mois du *Journal de l'Instruction publique*, les instituteurs délaissent la Tribune. Les plus ardents sont occupés à la préparation de nouveaux journaux pédagogiques. Dans l'ensemble, la Tribune libre est un échec. Elle n'a été utilisée que par l'élite des enseignants. Dès septembre 1877, Lamy exprime son inquiétude sur la capacité de ses collègues : « on nous invite à écrire dans la tribune de notre journal et nous voyons très rarement des instituteurs y publier leurs opinions pédagogiques ou quelque ouvrage sorti de leur plume. Serait-ce l'apathie ? Non, c'est plutôt la crainte de ne pas réussir. Risquons : ceux qui nous devancent,

soit dans les arts, soit dans les sciences, n'ont pas toujours réussi au gré de leurs désirs. Au début, ils ont presque toujours été déçus dans leurs espérances, mais avec du courage, de l'abnégation et de la persévérance, ils ont triomphé³⁶ ». L'abstention de la plupart des instituteurs est due non seulement à l'apathie, mais aussi à l'incompétence. Quant aux maîtres qui ont quelque chose à dire, pourquoi iraient-ils se perdre dans un journal aride, officiel et sans véritable intérêt pour le corps enseignant ? L'échec de la Tribune libre est une leçon que les instituteurs les plus décidés vont retenir : un journal pédagogique entre les mains du gouvernement et rédigé par des hommes étrangers aux travaux quotidiens de l'enseignement ne peut servir réellement les intérêts de la classe enseignante et répondre à ses besoins. La Tribune libre a cependant donné un dernier éclat à une publication qui de mois en mois s'appauvrit.

A partir de juin 1876, le journal débute par les avis officiels, ce qui peut n'avoir qu'un effet répulsif sur le lecteur déjà peu enthousiaste. De juillet à octobre, abondance d'articles pédagogiques mais sans aucune application pratique. De novembre 1876 à février 1877, des informations diverses, des revues bibliographiques, quelques poésies et une étude sur Pestalozzi sans oublier la relation de l'exposition scolaire de Philadelphie. Mars 1877 est à peu près uniquement composé d'avis et de rapports officiels. Dès l'été, on tombe dans de longs discours sur l'art de la lecture, sur les bibliothèques publiques aux Etats-Unis. En septembre-octobre 1877, le *compte rendu* des séances du Conseil de l'Instruction publique emplit quinze pages et l'art de la lecture onze ! A la fin de l'année, un faible regain en faveur de l'éducation. Quelques numéros plus intéressants dans la première moitié de 1878. Durant l'été 1878, le journal donne une large place à l'exposition universelle de Paris. Octobre, novembre et décembre sont bâtis sur le même modèle : quelques avis officiels, petite note canadienne, exposition universelle, conférence des instituteurs à la Sorbonne, et une biographie de l'explorateur Stanley. Si les deux premiers

³⁶ JIP, 1877, p. 1444.

numéros de 1879 sont assez riches, celui de juin est plus que maigrelet.

La fréquence de parution des chroniques indique bien cet appauvrissement : la moitié seulement apparaît assez régulièrement, les cinq autres sont pratiquement inexistantes.

*

* *

Si les dernières années du *Journal de l'Instruction publique* sont nettement décevantes, elles ne doivent cependant pas nous faire oublier l'apport positif de cette publication. Nous voulons souligner cinq thèmes qui, à notre avis, font l'intérêt du premier journal pédagogique canadien-français et illustrent son rôle dans la presse de l'époque et dans la vie du pays : l'orientation pédagogique, l'élan donné à la littérature, l'ouverture sur le monde extérieur, le problème de la vocation rurale, les préoccupations industrielles.

L'orientation pédagogique du journal révèle un souci commun à toutes les chroniques : dépasser les cadres étroits du Canada français, entrer en contact avec les autres pays sans crainte de « contamination »... Les rédacteurs sentent qu'il se crée un esprit propre à la plupart des hommes, particulièrement dans le domaine de l'éducation. Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, les expositions universelles se multiplient. La confrontation des expériences permet de distinguer facilement « certaines tendances communes à tous les pays : l'enseignement du dessin tend à prendre la première place ainsi que l'hygiène des écoles³⁷ ». En particulier, l'exposition de Philadelphie, en 1876, donne l'occasion « d'observer cette uniformité plus ou moins sensible d'un mouvement intellectuel qu'embrasse la génération nouvelle de presque tous les pays du monde. L'Angleterre et le Japon, la France et le Brésil, la Russie et les Etats-Unis, l'Allemagne et la Chine, la Suède et le Canada, l'Autriche et les Indes, l'Italie

³⁷ *JIP*, novembre 1876, p. 164.

et l'Australie, la Suisse et le Mexique ont, il est vrai, leur système d'instruction publique, approprié aux circonstances de climat, de production, de langue, de religion et de vie nationale, mais dans chacun de ces systèmes on retrouve, surtout depuis quelques années, des détails communs à tous, une ressemblance, un air de famille. Grâce à la vapeur et à l'électricité, les divers membres de la grande famille humaine vivent moins étrangers les uns aux autres; ils échangent leurs idées, ils mêlent leur civilisation et certains procédés intellectuels, certaines manières de penser sont devenus le patrimoine de tous... L'enfant élevé au Japon, qui aura suivi un cours donné suivant les principes de la pédagogie moderne, sera parent de l'européen par l'esprit, la tournure de l'intelligence. Ils pourront l'un et l'autre collaborer facilement, parce qu'ils auront la même manière de travailler à comprendre les choses³⁸ ». Cette conception universelle de l'éducation, même si elle n'a pas toujours d'applications pratiques, se répand grâce au journal jusque dans les coins les plus reculés du Canada français. L'instituteur de Saint-Ferréol, s'il s'intéresse un tant soit peu aux problèmes d'éducation, sait que son confrère chinois ou français se heurte aux mêmes difficultés et essaie d'appliquer les principes des mêmes grands pédagogues. Le Journal de l'Instruction publique fait une grande place à trois d'entre eux : Bellisini, Overberg et Pestalozzi.

Bellisini est un prêtre qui a fait adopter un plan d'études dans presque tout le Tyrol méridional. Chez cet homme du début du XVIII^e siècle se trouvent les véritables principes de la pédagogie. Le principe général est « qu'il faut qu'une chose soit parfaitement apprise avant de passer à l'autre ». Son programme très détaillé montre un grand souci de clarté et d'applications pratiques. Pour lui, la religion doit être le centre auquel le maître rapporte ses enseignements. Sa méthode est la suivante : exercer la mémoire, faire apprendre quelque chose de proportionné à l'âge des enfants après l'avoir bien expliqué, ne jamais surcharger leur intelligence car « cela ôte le goût de l'étude et du reste les enfants l'oublient bien vite³⁹ ». L'exemple de Bernard Overberg provoque dans

³⁸ *Ibid.*, pp. 164-166.

³⁹ *JIP*, 1867, pp. 151-152.

les années 1860 un vif mouvement parmi la jeunesse allemande en faveur de la profession d'instituteur qui semble très facile selon sa méthode. Mais les difficultés apparaissent vite. Overberg commence par un sujet connu des enfants puis en tire un enseignement : ainsi, pour enseigner le catéchisme, au lieu de procéder par questions et réponses que les enfants ne comprennent pas, il fait des récits de la Bible et intéresse les enfants qui ont le goût d'apprendre. Mais, pour Overberg, cet éveil et cette formation de l'intelligence ne peuvent se faire que si l'enseignement religieux est à la base de tout⁴⁰.

La vogue de Pestalozzi s'est étendue de l'Europe au Canada français. En 1874, l'association des instituteurs de Montréal consacre une de ses séances à étudier cet homme et ses méthodes⁴¹. L'étude de l'instituteur McKay « Esquisse biographique sur Pestalozzi ; ses travaux dans la cause de l'éducation » est très appréciée car il est avantageux de « connaître les phares lumineux d'une époque ». De plus, Pestalozzi aime les travaux intellectuels. Son but est « le soulagement de la classe pauvre et son amélioration par l'éducation ». Son exemple est « de nature à encourager les instituteurs et à leur faire concevoir l'idée de s'élever de plus en plus dans leurs fonctions ». McKay donne un résumé des principes de Pestalozzi : l'éducation doit être essentiellement religieuse et morale, organique et complète, libre et naturelle, harmonieuse, basée sur l'intuition, graduée et progressive, synthétique et pratique. Cette conférence a beaucoup impressionné les instituteurs qui demandent sa publication dans les journaux d'éducation⁴². En 1876, un très long article en français présente de façon beaucoup plus élaborée la pensée et la méthode de Pestalozzi, ce « lutteur infatigable pour le relèvement du peuple par l'éducation⁴³ ». Il respecte la liberté de l'enfant : « l'ancienne école traitait l'enfant comme une matière inerte qu'il fallait former sur un type déterminé, couler dans un certain moule ; la nouvelle ne veut que

⁴⁰ *JIP*, 1868, pp. 12-14, 30-32, 72-74, 133-135, et *JIP*, 1869, pp. 10-12.

⁴¹ Compte-rendu de la 53^{ème} conférence des instituteurs les 28 et 29 mai 1874 dans *JIP*, 1874, pp. 141-

142 et 187-188.

⁴² *Loc. cit.*

⁴³ *JIP*, 1876, pp. 173-176 et pp. 187-192.

fournir la direction et l'aliment aux facultés de l'enfant dont la libre activité doit produire un homme accompli ». A la base de sa méthode, l'intuition. Il commence par exercer l'enfant à parler sur les impressions résultant de la vue et du contact des objets sensibles, puis ensuite il le fait parler sur ses impressions morales. Cette méthode développe la leçon de choses. Mais l'auteur critique Pestalozzi car il n'a pas su organiser son enseignement : « tout entier aux exercices intuitifs, il ne se préoccupait pas assez de les appliquer aux connaissances utiles. En un mot, il s'occupait plus à préparer le vase qu'à le remplir ».

Cependant, « l'enseignement intuitif » est très à la mode au XIX^e siècle. Les leçons de choses en sont une des meilleures illustrations. Toutes les méthodes d'enseignement sont exposées et étudiées avec soin dans le *Journal de l'Instruction publique*. On y discute, selon les époques, les mérites des enseignements individuel, mutuel, simultané, intuitif. Le Canada français est donc dans le courant pédagogique du XIX^e siècle. Les livres d'éducation de France sont annoncés dans le *Journal de l'Instruction publique* dès leur parution. Prenons un exemple *La Mère, institutrice de l'homme-enfant*, ouvrage français, est recommandé aux instituteurs canadiens-français car dans les campagnes, « les mères de famille n'ont généralement ni le temps ni la capacité nécessaires pour s'occuper de l'instruction de leurs enfants, pas même pour leur donner les connaissances élémentaires. Les instituteurs et les institutrices sont donc forcément appelés à suppléer à l'insuffisance de l'enseignement de la famille⁴⁴ ». Les manuels de pédagogie écrits par des canadiens français ont une place d'honneur dans le journal de Chauveau, comme le *Cours de pédagogie ou principes d'éducation* par l'abbé Jean Langevin, en 1865⁴⁵. Premier manuel écrit par un ecclésiastique, il a été précédé de deux ouvrages de laïques : Perrault en 1822 et Valade en 1850. La pensée pédagogique est donc loin d'être l'apanage au Canada français des ecclésiastiques, car ceux-ci sont très en retard au milieu du XIX^e sur les laïques.

⁴⁴ JIP, 1867, p. 135.

⁴⁵ Compte rendu dans JIP, 1865, p. 13.

Le *Journal de l'Instruction publique* est la meilleure source d'information sur la pédagogie canadienne-française au siècle dernier. Nous ne pouvons ici développer ce thème, mais, quelques indications s'imposent. L'organisation de l'enseignement a été l'objet de nombreux travaux : plan d'études, préparation d'un cours triennal, horaires. On essaie d'éveiller les enfants par des méthodes nouvelles, en particulier l'enseignement par les yeux⁴⁶. On grave ainsi facilement les objets dans la mémoire, on fait saisir une chose multiple du premier coup. L'enfant doit certes apprendre à raisonner mais pour cela, il faut des faits et ceux-ci, on les saisit par les yeux. Par exemple, l'Italie a la forme d'une botte, l'Afrique celle d'une tête de cheval. Pour faire comprendre que le soleil est 1,400,000 plus gros que la terre, « prenez un pois et mettez à côté un tas composé de 1,400,000 pois » — pauvre instituteur qui n'a pas fini de compter ces pois ! Cette étude insiste sur l'importance des gravures dans l'enseignement car l'élève a « besoin de ce secours pour écouter, pour comprendre et pour retenir. Autrement, il apprendra jusqu'à un certain point, il retiendra même, mais il comprendra rarement ; il saura avec la même intelligence qu'un perroquet ». Fréquemment, le *Journal de l'Instruction publique* s'élève contre « l'instruction perroquet ». La plupart des disciplines ont inspiré à des canadiens français des études. Toute une polémique s'élève autour de l'enseignement de l'anglais. Les instituteurs décident généralement de ne l'enseigner que dans les collèges et dans les académies. Leroy propose une nouvelle méthode pour l'enseigner⁴⁷. Pour la grammaire, on conseille « non plus une grammaire de mots mais une grammaire d'idées⁴⁸ ». La lecture, le calcul décimal et l'arithmétique sont également étudiés avec soin par des instituteurs de Québec et de Montréal, en particulier Cloutier et Lamy. Cinq matières sont fréquemment à l'honneur : la géographie, le dessin, la gymnastique, l'histoire et l'agriculture. Nous examinerons cette dernière en relation avec la « vocation rurale » du Canada français. Les exercices d'orientation et l'emploi des cartes murales sont recom-

⁴⁶ *JIP*, 1871, pp. 131-132.

⁴⁷ *JIP*, 1874, p. 77.

⁴⁸ *JIP*, 1868, pp. 5-7, 26-28, 52-54.

mandés pour l'enseignement de la géographie. Le *Journal de l'Instruction publique* mène à partir de 1876 une campagne en faveur du dessin. Dès 1862, les instituteurs de Montréal le recommandaient. La gymnastique est de la même façon conseillée car avec l'éducation, elles concourent au même but⁴⁹. Mais c'est l'histoire qui suscite les travaux les plus nombreux. L'association des instituteurs de Québec a élaboré un programme bien gradué selon le niveau des élèves : dans toutes les écoles, histoire sainte et histoire du Canada ; dans les écoles modèles, notions d'histoire de France et d'Angleterre ; dans les académies, éléments d'histoire universelle ; l'histoire locale, si humble soit-elle, ne doit être négligée dans aucune école⁵⁰. Plusieurs manuels d'histoire sont publiés par des laïques et par les Frères des écoles chrétiennes. Pour Zaba, de Québec, « l'étude de l'histoire est très difficile », aussi a-t-il trouvé « un moyen pour faciliter cette étude et venir au secours de la mémoire surchargée⁵¹ ». Cette méthode, que Zaba trouve simple, consiste à établir un tableau comprenant 20 carrés pour les siècles de l'ère chrétienne et 20 pour les siècles d'avant Jésus-Christ. Chaque carré compte 100 divisions représentant chacune une année. Chaque carré annuel a 9 subdivisions car, estime Zaba, il y a 9 catégories d'événements historiques :

- guerre, bataille, guerre civile ;
- acquisitions par conquêtes, traité ou mariage ;
- calamités ;
- personnages distingués, naissance, mort ;
- avènements et successions des souverains ;
- découvertes géographiques, scientifiques, artistiques ;
- législation, diète, parlement, congrès ;
- révolution, insurrection, émeute ;
- paix, traité de paix, ligue.

Des symboles indiquent si la guerre est nationale ou étrangère, etc... Des couleurs montrent le pays auquel le symbole fait allusion : noir pour l'histoire romaine avant Jésus-Christ, bleu pour

⁴⁹ *JIP*, 1871, p. 102.

⁵⁰ Compte rendu dans *JIP*, 1871, p. 80.

⁵¹ *JIP*, 1875, pp. 14-15.

l'histoire biblique, noir pour l'empire romain, bleu pour l'Eglise, rouge pour l'Angleterre, jaune pour la France, vert pour l'Allemagne, or pour l'Amérique. Ainsi, on a un canevas complet de l'histoire qui met les grands traits des siècles constamment devant la vue et les fait embrasser d'un seul coup d'oeil ». Sur la recommandation du Conseil de l'Instruction Publique, les tableaux de Zaba ont été placés dans les trois écoles normales de la province. Les futurs instituteurs ont sous leurs yeux ces tableaux qui nous paraissent bien compliqués et demandent une grande attention. Mais, réussies ou peu intéressantes, toutes ces initiatives, mises en valeur par le *Journal de l'Instruction publique*, montrent combien le Canada français est, sur le plan pédagogique, à l'heure mondiale.

Le premier journal pédagogique canadien-français a donné un grand élan à la littérature. La chronique littéraire a offert non seulement des oeuvres des plus grands écrivains européens mais aussi une revue des bulletins et publications récentes qui dis-sèque des centaines d'ouvrages. La poésie canadienne remplit de nombreuses colonnes. Nous ne voulons pas revenir sur ces différents points déjà étudiés mais simplement souligner l'intérêt des concours de poésie française proposés par l'Université Laval, dès 1867 : « La poésie, faute d'encouragement, faute d'appréciation et faut-il l'avouer aussi, faute de lecteurs, végète et s'alanguit au milieu de nous. Le Canada ne fait pas vivre ses poètes, et cependant ces hommes d'élite au coeur sensible et tendre, à l'esprit élevé, représentent partout le luxe de la civilisation, l'idée du progrès intellectuel et moral le plus élevé... Aux temps malheureux de 1793, La Marseillaise a peut-être gagné plus de batailles que le canon. Il nous faut des poètes. Nous sommes Français d'origine et les poètes n'ont jamais manqué en France⁵² ». Le concours, récompensé... par trois médailles — les poètes ne vivront pas mieux — propose comme sujet la découverte du Canada. Ce « sujet vaste et poétique dont les anciens eussent fait une épopée plus merveilleuse que les voyages de l'ingénieux Ulysse, plus touchante que les malheurs du pieux Enée » a suscité douze réponses

⁵² *JIP*, 1867, pp. 12-13.

qui « témoignent toutes d'une bonne volonté digne d'éloges soutenue par un travail sérieux et un désir sincère de célébrer nos gloires nationales ». Le seul essai épique, oeuvre de l'avocat Pamphile Lemay, obtient le premier prix, car en 3,000 vers il décrit « le mystérieux et perpétuel combat du bien et du mal, de la vérité et de l'erreur, de Dieu et du démon⁵³ ». Les années suivantes, les concours de poésie obtiennent un succès croissant auquel le *Journal de l'Instruction publique* fait fidèlement écho. Banc d'essai des jeunes littérateurs et poètes, le Journal a beaucoup contribué à l'épanouissement de la littérature canadienne-française.

Ouvrir le journal sur le monde extérieur, servir de trait d'union entre le Canada et l'étranger n'est pas le souci du seul *Journal de l'Instruction publique*. Un nouvel hebdomadaire *Le Colon*, fondé en 1873, trouve que la presse canadienne n'exerce pas assez d'influence à l'étranger et veut combler cette lacune⁵⁴. Pourtant, le journal fondé par Chauveau, si son influence à l'extérieur n'est pas considérable, informe les canadiens sur les événements mondiaux. Il suit en cela la tradition de la presse canadienne-française qui tout au long du XIX^e siècle relate de façon très détaillée les événements européens. L'opinion mondiale se passionne dans les années 1860 pour le câble transatlantique. « Ce qui du reste intéresse le plus les deux mondes pour le quart d'heure, c'est le succès encore problématique de la pose du grand câble transatlantique qui doit les unir comme deux jumeaux siamois, et les faire vivre plus que jamais d'une même vie. Le Great Eastern est attendu de moment en moment à Terre-Neuve, et les rumeurs qui ont circulé sur l'insuccès de cette seconde grande épreuve ne tarderont pas à être confirmées ou démontrées⁵⁵ ». La réussite arrive en 1867 : « depuis plus de quinze jours, nous n'avons d'oracle de ce côté de l'Atlantique que le câble sous-marin... Il nous jette un mot et avec ce mot il nous faut faire une idée et avec cette idée il nous faut inventer des faits et de fait en fait nous bouleversons bientôt l'Europe sans qu'elle ait paru se déranger le moins du monde⁵⁶ ». Cet humour, propre à la petite revue mensuelle, indi-

⁵³ *JIP*, 1867, pp. 113-114.

⁵⁴ *JIP*, 1873, p. 47.

⁵⁵ *JIP*, 1865, p. 108.

⁵⁶ *JIP*, 1867, p. 133.

que cependant le danger des informations trop succinctes. Mais celles-ci parviennent beaucoup plus rapidement et le Canada français est encore plus à l'écoute de l'Europe. Il se sent lié aux événements du vieux continent. Le *Journal de l'Instruction publique* consacre cinq immenses pages à la guerre franco-prussienne de 1870 : « ce n'est pas uniquement une sympathie purement sentimentale, ni un intérêt passionné... c'est une visible et légitime anxiété pour les conséquences que ces événements peuvent avoir pour notre mère-patrie actuelle et pour nous-mêmes⁵⁷ ». Ce n'est pas sans ironie que le journal fondé par Chauveau constate que le 300^e anniversaire de Shakespeare est mieux célébré ici : « le barde anglais a eu somme toute plus de succès dans le nouveau monde que dans l'ancien⁵⁸ ». Mais c'est principalement la France qu'intéresse le *Journal de l'Instruction publique* au cours de ses vingt-deux ans d'existence. Nous ne pouvons ici en relater toutes les manifestations qui, innombrables, vont de l'affection à l'ironie méchante en passant par la compassion et la critique. Eternelle attitude de l'amoureux déçu. Nous allons simplement en signaler quelques exemples. Le complexe d'infériorité : « La France riche d'auteurs et d'hommes de science peut perdre sans trop s'en apercevoir les illustrations qu'elle remplace facilement. Il n'en est pas de même de notre pays où nous devons même tenir compte du bon vouloir et du travail, à défaut de succès brillants, à ceux qui font quelques tentatives littéraires ou scientifiques⁵⁹ ». L'affirmation brutale : les lectures populaires si répandues au Canada commencent à peine à se populariser en France⁶⁰. L'intérêt affectueux : « Reportons notre pensée sur un fait qui doit causer bien du bonheur à notre mère-patrie et à nous également ; car rien de ce qui l'intéresse ne peut nous être indifférent et nous avons le droit de nous associer à ses joies comme nous avons mêlé notre douleur à la sienne : la libération du territoire français est définitivement arrêtée pour septembre prochain⁶¹. La critique : Duvergier de Hauranne a écrit un livre sur le Canada où « les erreurs et quiproquos dus à l'inexpérience de la jeunesse viennent s'ajou-

⁵⁷ JIP, 1870, p. 104.

⁵⁸ JIP, 1864, p. 76.

⁵⁹ JIP, 1857, p. 166.

⁶⁰ JIP, 1865, p. 15.

⁶¹ JIP, 1873, p. 59.

ter à l'inexactitude proverbiale des touristes » ; il aurait mieux valu qu'il reste chez lui et « du moins rien ne l'obligeait à faire partager au monde entier l'ennui qu'il venait d'éprouver⁶² ». Ces pointes acerbes de Chauveau semblent justifiées. Duvergier parle de Québec aux ruelles boueuses, aux vieux porches croulants, aux maisons nues comme celles des villages de montagne. Montréal est servi tout aussi royalement : « une mer de boue l'envahit en octobre et, respectée par le balai, elle ne la quitte plus qu'en mai ou juin ». La rancoeur justifiée, devant la méconnaissance que l'on a en France du Canada français, s'exprime à propos d'un journal français qui a dit des sottises sur le « patois » canadien : « Nous espérons qu'il n'y a pas à Paris deux journaux capables d'écrire des choses semblables... En dehors de cela, nous avons la prétention de parler notre langue plus purement qu'on ne la parle dans la plupart des départements de France. Et même sans aller chez les paysans, il nous semble que certaine ville du département des Bouches-du-Rhône n'a pas un accent qui permette de jeter de si grosses pierres aux autres... Nous avons peut-être tort de relever ainsi l'erreur de gens qui, de leur côté, s'occupent si peu de nous et nous prennent si rarement au sérieux. Nous sommes ainsi faits cependant et nous aimons la France assez pour que les faux jugements qu'elle peut porter sur nous, nous blessent profondément. Nous n'avons jamais manqué l'occasion de montrer nos sympathies pour cette terre qui fut le berceau de nos ancêtres, et nous ne voyons pas sans amertume que, lorsqu'on daigne s'occuper de l'enfant exilé, c'est plutôt pour le tourner en ridicule que pour lui accorder un regret en retour de son immuable attachement⁶³ ». N'oublions pas, en revanche, que le Canada français néglige de se faire connaître dans son ancienne mère-patrie. En 1874, *Le Constitutionnel* de Paris, accusant réception d'ouvrages canadiens, exprime sa joie de voir « notre langue écrite à mille lieues » et sa tristesse « au spectacle de l'indifférence que nous professons pour un million de nos descendants... Mais une bonne part de ces reproches revient aux Canadiens qui trop sensibles peut-être aux appréciations quelquefois sévères de cer-

⁶² *JIP*, 1865, pp. 167-168.

⁶³ *JIP*, 1874, p. 8.

tains touristes plus affectés de la forme parfois surannée de quelques-uns de leurs écrits que par la solidité du fond et le souffle patriotique qui les inspire, ont bien de la peine à se décider à braver la critique parisienne. Or, il y a au Canada d'excellents historiens comme Garneau, Casgrain et l'abbé Ferland, des poètes et romanciers comme Crémazie, Gaspé et Marmette... qui lui font honneur et qui gagneraient à être mieux connus en France⁶⁴ ». De 1857 à 1879, les relations entre la France et le Canada ne sont pas encore faussées par la peur du « laïcisme ». Jules Ferry n'est pas encore la bête noire. Les articles qui dans certains journaux, identifient « France » et « Pêché » sont encore très rares. Si l'on se plaint de la méconnaissance mutuelle, c'est bon signe : cela prouve que l'on désire un changement. En tout cas, le *Journal de l'Instruction publique* est une preuve remarquable de la vigueur et de la variété des relations entre le Canada français et son ancienne mère-patrie, relations qui n'ont, contrairement à certaines légendes, jamais été interrompues.

Il est courant d'entendre aujourd'hui certains intellectuels se plaindre du mythe de la vocation rurale du Québec développé par l'Eglise. Nous n'avons pas fait les travaux nécessaires pour situer exactement le début de cette propagande exclusive en faveur de la terre, mais il nous semble qu'elle n'a pas vraiment commencé avant les dernières années du XIX^e siècle. Si l'on a insisté au cours du XIX^e, et c'est normal, sur la nécessité d'une colonisation intelligente, il ne semble pas que l'on n'ait vu de salut que dans l'agriculture : les préoccupations commerciales et industrielles sont également mises en valeur. Le *Journal de l'Instruction publique* est un bon exemple de cette largeur de vue. Il appartient au tournant du XIX^e de borner les horizons par crainte des dangers extérieurs.

Le thème de la colonisation agricole est surtout développé à partir de 1865. En 1867, une rubrique « colonisation » apparaît momentanément. Des exemples d'autres pays, comme le Brésil, sont étudiés. La plaie de l'émigration aux Etats-Unis s'envenime.

⁶⁴ Article reproduit dans *JIP*, 1874, pp. 57-58.

Le rapport de Boucher de la Bruère sur les chemins de colonisation dans le Bas-Canada pour 1860⁶⁵ estime que l'émigration à l'étranger est la conséquence nécessaire de l'imprévoyance ou de l'entêtement des paysans qui hésitent à quitter leur village, vivent sur leur maigre part d'héritage, puis, à bout de ressources se décident à aller défricher. Dans ces conditions, ils sont vite découragés et n'ont plus qu'une solution, quitter le pays. Le mauvais choix de certains chemins de colonisation qui passent dans des terres peu fertiles est également responsable de cet état de choses. *La Semaine agricole* pose un grave problème⁶⁶ : un grand effort a été fait pour ouvrir des voies en bois, pour attirer l'immigration étrangère, mais à quoi servirait tout cela « s'il fallait avouer en fin de compte que la culture de nos vieilles terres a cessé d'être suffisamment profitable, et qu'en général, les revenus de nos cultivateurs n'excèdent guère la valeur de leur travail manuel ». L'auteur sent la difficulté de la « vocation rurale » dans le Canada français. Un pays sous la neige pendant six ou sept mois par an et formé principalement de terrains primaires ne peut être un paradis pour l'agriculture. Cependant, au milieu du XIX^e siècle, l'enthousiasme des jeunes pour la ville et les carrières libérales est tel que certains ont essayé de revaloriser l'état d'agriculteur et celui de marchand. Témoin, P.-J.-O. Chauveau qui dans son *Charles Guérin, roman de moeurs canadiennes*, s'élève contre « l'illusion » des professions libérales. A. Duclesieux dans la *Gazette des campagnes* s'adresse aux écoliers des campagnes⁶⁷ : « l'espace pour vous, chers enfants, c'est l'enclos, le bois, le pré, la lande en friche, le verger en fleurs et le clocher de notre village. Ne regardez pas au-delà, croyez-moi ». Au-delà, il n'y a qu'orages. La plupart de ceux qui désertent la vie simple et honorable des champs pour la poursuite des carrières libérales ou administratives vont végéter dans un bureau. Seuls quelques génies arrivent à une haute position. Vous, soyez de bons paysans. Sans quitter la terre, lisez des livres et des revues agricoles : « cette éducation s'achèvera dans l'apprentissage de la vie en harmonie avec les tré-

⁶⁵ Publié dans *JIP*, 1868, p. 15.

⁶⁶ Reproduit dans *JIP*, 1871, p. 9.

⁶⁷ Article reproduit dans *JIP*, 1873, pp. 5-6.

sors des saisons, en lutte avec les difficultés humaines ». Suit une apologie de la vie des paysans : « libre dans vos champs, vous pouvez dans la vaste campagne étendre vos bras sans crainte de heurter un voisin qui brise votre faucille ». Allusion à l'encombrement des autres professions. Celle du paysan est « la plus noble, la plus utile... La dignité du laboureur s'imprime sur son front quand il le relève vers le ciel pour le bénir de la part qu'il lui a faite ». L'auteur conclut sur la nécessité d'un enseignement plus spécialisé pour les enfants des campagnes. Des suggestions dans le même sens abondent à cette époque. Les associations d'instituteurs en discutent. Celle de Québec adopte une série de propositions⁶⁸ : se servir du *Petit manuel d'agriculture* du docteur Larue parce qu'il est court, didactique et parfaitement à la portée de toutes les intelligences, faire lire souvent des sujets se rapportant à l'agriculture, faire des expériences agricoles et se mettre au courant des pratiques des meilleurs agronomes. *La Gazette de Sorel* insiste pour un enseignement spécialisé à la campagne⁶⁹ : les instituteurs feront des dictées d'horticulture et des applications pratiques dans le jardin-école. Cette « institution agricole » aura de grandes conséquences. Rendre à l'agriculture quelque prospérité, la remettre à l'honneur, « attacher davantage aux champs les enfants des champs ». « Les progrès de l'horticulture aideront puissamment à résoudre le problème de la vie à bon marché ». L'enseignement de l'agriculture à l'école primaire est un des apports les plus originaux de la pédagogie canadienne-française. La « vocation rurale » du Canada français est proposée comme un des remèdes à l'encombrement des professions libérales. Elle n'est donc pas considérée tout d'abord pour sa valeur intrinsèque. On y ajoute rapidement un élément moral : la campagne est plus saine, loin des tentations de la ville. Mais la ville et l'industrie ne sont pas pour autant décriées. Au contraire.

Le *Journal de l'Instruction publique* se fait l'écho du mouvement en faveur du développement industriel. Mouvement nullement en contradiction avec la « vocation agricole » : « Nous constatons avec plaisir, par tout le pays, ce réveil des arts indus-

⁶⁸ *JIP*, 1871, p. 32.

⁶⁹ Reproduit dans *JIP*, 1873, p. 48.

triels dont la ville de Québec a donné le signal. Agriculture, industrie : ce sont nos deux planches de sauvetage⁷⁰ ». Pour attirer l'émigrant, il ne suffit pas de faire miroiter quelques bonnes terres mais « quand nous aurons fait connaître nos ressources naturelles et la richesse de notre sol, la valeur de nos forêts et de nos mines, les lois protectrices de notre industrie, autant que nous le permet notre état actuel, nous pourrons espérer un bel avenir⁷¹ ». Entre 1860 et 1870, l'intérêt pour l'industrie va croissant. Chaque initiative est encouragée. Le *Journal de l'Instruction publique* rend visite à la nouvelle manufacture de ressorts de voiture de M. Trudel à Saint-Roch qui occupe quarante ouvriers et utilise une machine à vapeur de la force de quarante chevaux. Trudel explique très clairement les motifs de la création et les espérances de cette entreprise : « il me vient à l'idée de fournir à l'industrie cet objet dont les demandes se multipliaient tous les jours. Aidé de quelques banquiers et marchands, j'ai fondé cette manufacture. Il nous semble que nous pouvons soutenir la compétition avantageusement contre le Haut-Canada et l'Angleterre, attendu que la main-d'oeuvre coûte 40% moins cher à Québec que dans ces deux pays. De plus les frais de transport sont moindres en notre faveur. Avec le temps, nous agrandirons notre manufacture pour fabriquer d'autres ouvrages en fer⁷² ». « L'ère industrielle » semble s'ouvrir dans le Québec en 1871. L'université Laval crée pour l'automne 1871 des cours de sciences appliquées subventionnés par le gouvernement de Québec : un de physique et de mécanique industrielle par le recteur Hamel, un de chimie appliquée à la métallurgie et aux arts industriels par le docteur LaRue. « Maintenant que le pays, et surtout notre ville, se lance dans la voie des manufactures, de l'industrie et des chemins de fer, cette étude des sciences appliquées aux arts sera pour nous d'un secours inappréciable et nous permettra de pouvoir travailler un peu plus pour nous et par nous sans être obligés de compter aussi largement sur les secours de l'étranger⁷³ ». Ce désir d'indépendance économique s'accompagne de la conviction

⁷⁰ JIP, 1873, p. 60.

⁷¹ *Journal d'agriculture de St-Hyacinthe*, reproduit dans JIP, 1871, p. 8.

⁷² JIP, 1870, p. 38.

⁷³ JIP, 1871, p. 124.

que la province de Québec n'est en retard sur aucune nation : cette attitude ne relève pas que de l'optimisme béat. La presse de l'époque monte en épingle toutes les initiatives industrielles et donne un excellent panorama des réalisations en ce domaine. Une circulaire de la Chambre des arts et manufactures invite les manufacturiers en 1871 à envoyer leurs produits à l'exposition de Montréal : bois, instruments de chirurgie, instruments de musique, carrosseries, métaux, matériaux à bâtir, imprimerie, cuirs, produits chimiques, textiles, fourrures⁷⁴. Un article de *La Minerve* reproduit dans le *Journal de l'Instruction publique*⁷⁵ fait une description de l'industrie au Canada français en 1872. L'industrie mécanique (locomotives, machines pour bateaux à vapeur, moulins à scie) a fait un progrès immense puisqu'elle est passée de 200 ouvriers en 1860 à 3,200 en 1872 : « on ne sait généralement pas que M. Eaton construit aux ateliers de la Pointe St-Charles des locomotives qui sont aussi fortes, aussi finies et fonctionnent tout aussi bien que celles qu'on importait jadis des États-Unis ou d'Angleterre. Quant aux autres machines à vapeur, les établissements où on les construit ont fait depuis quelques années des progrès tels qu'on peut les acheter aussi facilement dans le pays qu'à l'étranger ». La confection des chars pour les chemins de fer emploie à Québec cinq cents hommes de plus qu'en 1860. Les instruments aratoires et les simples pièces de mécanique qu'autrefois il fallait aller chercher en Angleterre et aux États-Unis sont maintenant fabriqués sur place par plus de deux mille artisans. Trois cents ouvriers sont employés aux laminoirs pour la préparation du fer en gueuses et en bottes. On trouve dans d'immenses ateliers où l'on travaille le fer, au-delà de mille travailleurs. On fabrique à Montréal des clous, des fers à cheval plus « toutes sortes d'outils qu'on importait jadis d'Angleterre : haches, faux, ciseaux, scies ». Quinze cents ouvriers fabriquent des machines à coudre.

L'enseignement commercial et industriel se développe parallèlement : une école des arts et métiers est ouverte à Québec en

⁷⁴ JIP, 1871, p. 103.

⁷⁵ JIP, 1872, pp. 134-135.

1871⁷⁶, le collège de Trois-Rivières ajoute à son cours classique « les connaissances nécessaires au commerce et à l'industrie »⁷⁷, un nouveau cours commercial, le Collège Masson est créé. Dans son prospectus, reproduit par le *Journal de l'Instruction publique*⁷⁸ ce collège situe très bien le problème social du Canada français dans le dernier tiers du XIX^e siècle : « en élevant, à l'aide de fortes études spéciales, les classes industrielles et commerciales à la hauteur du rang et de l'influence qu'elles ont le droit et l'obligation de revendiquer, on peut espérer que cette heureuse fondation arrêtera ce déplorable courant qui entraîne presque tous nos jeunes gens instruits vers les professions libérales. Si le Collège Masson réussit à faire naître dans le cœur des jeunes Canadiens des aspirations nouvelles plus réalisables que celles éprouvées par notre jeunesse des collèges classiques, l'encombrement des professions — plaie sociale et présage des grandes souffrances physiques et morales — fera place à un classement plus normal et plus fécond. Dès lors, l'histoire du commerce, de l'industrie et des arts enregistrera un nouveau grand progrès ; les professions libérales délivrées de la déconsidération et du mépris qu'entraîne toujours une concurrence sans frein recouvreront leur antique respectabilité ; les différentes classes de la société recevant mieux l'éducation qui leur est propre s'harmoniseront davantage, et le peuple canadien saluera encore une ère de triomphe, de paix et de bonheur. Voilà ce qui démontre l'opportunité et l'actualité de la fondation d'un grand cours commercial ».

L'enseignement commercial et industriel comme l'enseignement agricole veulent contribuer à guérir la « plaie sociale » de l'invasion des professions libérales. Il n'est nullement question en 1870 de ne voir de solution que dans la vocation rurale. L'industrie est à l'honneur et les ateliers canadiens « sont la preuve vivante des aptitudes de notre population pour les travaux industriels⁷⁹ ». Le 18 juillet 1872, l'ouverture du chemin de fer du nord-est saluée comme « une des grandes bases sur lesquelles doit s'affirmer cette ère de progrès dans la colonisation, le commerce et l'indus-

⁷⁶ *JIP*, 1871, p. 20.

⁷⁷ *JIP*, 1871, p. 103.

⁷⁸ *JIP*, 1867, p. 103.

⁷⁹ *JIP*, 1872, p. 135.

trie qui s'est ouverte pour nous depuis quelques années⁸⁰ ». Le *Journal de l'Instruction publique* a donc développé dans ses colonnes le thème industriel et commercial. Nouvelle preuve de sa largeur de vue et de son ouverture à tous les problèmes.

*

* *

Pourtant, ce journal aux vues larges, traîne, comme nous l'avons vu, à partir de 1876. Malgré les efforts de quelques instituteurs dans la *Tribune libre*, il s'appauvrit constamment. Mettre en regard le premier et le dernier numéro est très éloquent : le *Journal de l'Instruction publique*, pimpant en janvier 1857, est bien pauvre en juin 1879, tel que le montre le tableau suivant :

Premier numéro: janvier 1857

- Même format
- 32 pages
- Publié à Montréal
- Publié par le département de l'Instruction publique
- Illustrations : 1 photo (cour de l'école normale Cartier à Montréal) 1 plan (la même école et les nouveaux bureaux du département de l'Instruction publique)

Sommaire :

Littérature - poésie
 Education
 Anecdotes
 Avis officiels
 Avis divers
 Editorial
 Documents officiels
 Gravures

Dernier numéro: juin 1879

- Même format
- 32 pages
- Publié à Québec
- Publié sous la direction du Surintendant
- Illustrations : aucune

Sommaire :

Partie officielle
 Partie non-officielle
 Pédagogie
 Bulletins

⁸⁰ *JIP*, 1872, p. 115.

Répartition des articles

- **Poésie** : 1 colonne
- **Education** : « Du véritable fondement de la discipline », 4 pages $\frac{1}{4}$
- **Education pratique**
- 1 page $\frac{1}{4}$ d'exercices pour les élèves :
vers à apprendre par coeur
sujets de composition
exercices de grammaire
statistique pour le calcul
- $\frac{3}{4}$ page : anecdotes morales

en tout : près de 7 pages

- **Avis officiels**
- 1 page $\frac{1}{4}$
- plus documents officiels
- rapport sur répartition subvention de l'Education supérieure
- sur les écoles dissidentes
- sur l'ouverture des trois écoles normales

en tout : 19 pages

- **Avis divers**

Répartition des articles

- **Poésie** : rien
- **Education** : passe sous le titre « Pédagogie »

— **Pédagogie**

- « Conférences de la Sorbonne » : sur le chant
aucun commentaire du *Journal de l'Instruction publique*
 - 2 comptes rendus : 67^e et 68^e conférences des instituteurs de la circonscription de l'école normale Laval :
sur la meilleure manière d'enseigner l'anglais aux Canadiens français,
sur « Que doit faire l'instituteur pour inspirer aux enfants l'amour de l'étude »
- en tout : 7 pages $\frac{1}{4}$

— **Partie officielle**

- rapport du surintendant
- Comptes rendus des comités catholiques et protestants
- différents avis

en tout : 22 pages $\frac{1}{4}$

— **Partie non-officielle**

- suspension du journal : 15 lignes
 - 2 communications sur les expériences faites en France :
sur le journal de classe et le cahier unique
aucun commentaire
- en tout : 1 page

— Editorial de Chauveau (?) 2 pages	— Pas d'éditorial
— « Petite revue mensuelle »	— Rien d'équivalent
— Nouvelles	
— Bilan de l'Instruction publique en 1856	
— Recensement des enfants	
— Intérêt du public canadien pour l'Instruction publique	
— Nouvelles diverses de tout ordre : de la liste de l'empereur des Français aux ac- tes d'héroïsme.	— Rien d'équivalent

La disparition du *Journal de l'Instruction publique* en 1879 est à la fois brutale et naturelle. Il continuait à vivre depuis quelques années de la seule subvention gouvernementale : servi gratuitement aux autorités scolaires et aux instituteurs, il n'avait pratiquement pas de lecteurs convaincus. Qu'un gouvernement aux prises avec des difficultés financières cherche à réaliser des économies, son existence est alors mise en question : il n'a pas obtenu les résultats escomptés. C'est ce que déclare, Mercier, à la session d'août 1879⁸¹. Lynch, membre du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pense que, si le journal a été décevant, c'est faute d'aide pécuniaire suffisante. Lynch est optimiste ou naïf. Car ce journal a coûté déjà très cher et quelques fonds de plus n'auraient rien arrangé. Son échec — relatif — vient de son but très ambitieux : voulant contenter tout le monde, il ne satisfait personne. « Journal des familles », il apparaît superficiel aux pédagogues. Journal des gens cultivés, il répugne aux instituteurs qui ont des préoccupations plus terre-à-terre. Journal des instituteurs, la « gent distinguée » s'y trouve en mauvaise compagnie. Le *Journal de l'Instruction publique* explique sa fin dans quelques lignes mélancoliques : il disparaît à cause du retrait de la subvention gouvernementale, pourtant il était « un moyen précieux de communiquer avec le public en général et avec le corps

⁸¹ DESJARDINS, *Compte rendu des débats parlementaires*, p. 290.

enseignant en particulier⁸² ». Point de mystère dans sa mort. Point d'assassinat. Jean-Baptiste Cloutier, en une formule lapidaire, l'exécute : « le gouvernement Joly comprenant que ce journal qui coûtait si cher, ne remplissait pas le but qu'on était en droit d'en attendre, lui retranche le subside. Il tombe.⁸³ » Mais la relève est toute prête : « heureusement que l'initiative privée va se charger de combler le vide que crée la disparition de cet organe officiel. Nous ferons tout pour seconder cette initiative. Le Surintendant invite tout spécialement les instituteurs à s'abonner aux nouveaux journaux d'éducation⁸⁴ ».

Le temps des publications à prétentions encyclopédiques est clos. Comme celui des littérateurs distingués qui pouvaient être aussi des hommes politiques. Les exigences de la spécialisation apparaissent dans tous les domaines. La culture générale, l'érudition gratuite, l'art pour l'art deviennent un luxe. C'est l'heure des hommes de métier, des spécialistes. Pourtant, le *Journal de l'Instruction publique* est venu en son temps. Nous avons vu la variété des différentes chroniques, la largeur de vues, l'ampleur de la pensée, l'intérêt des thèmes traités. Sous cet angle, le bilan du Journal apparaît très positif. Comme revue de culture générale, il a rendu de grands services au Canada français. Mais comme revue spécialisée, il n'a pas toujours été assez pratique. Si en 1857, les instituteurs laïques avaient besoin d'être conduits par la main, il n'en est pas ainsi en 1879. Ils se sentent capables de prendre eux-mêmes leurs responsabilités : « tout en appréciant le mérite des distingués écrivains qui avaient toujours rédigé le *Journal de l'Instruction publique*, ils sentaient bien qu'aucun n'avait encore su toucher la note vraie. Ils comprenaient que tant qu'un homme de métier ne se mettrait pas à la tête d'une revue pédagogique, personne ne leur fournirait les aliments dont ils avaient besoin⁸⁵ ». Le règne de la presse pédagogique officielle est terminé.

⁸³ Jean-Baptiste CLOUTIER, La presse pédagogique dans la province de Québec, *BRH*, p. 148.

⁸⁴ *JIP*, 1879, p. 104.

⁸⁵ J.-B. CLOUTIER, *op. cit.*, p. 148.

chapitre quatrième

la victoire des instituteurs laïques

(1879-1899)

A considérer la floraison, un rien désordonnée, de la presse pédagogique, en 1879-1880, il nous est facile de comprendre que l'initiative privée se préparait depuis quelque temps déjà à remplacer le vieux *Journal de l'Instruction publique*. Sa disparition est une réelle libération des énergies. Les instituteurs laïques prennent la relève. A l'universalité du journal officiel succèdent la spécialisation et la régionalisation des journaux pédagogiques privés. Une véritable presse pédagogique naît mais, en même temps, elle suscite des conflits entre les enseignants de Montréal et ceux de Québec. L'histoire des journaux pédagogiques se déroule à partir de l'automne 1879 sur la toile de fond des influences politiques et locales. D'octobre 1879 à la fin de 1880, trois journaux pédagogiques débutent : le *Journal d'éducation* dans le *Courrier du Canada*, l'*Ecole primaire* et le *Journal de l'éducation*.

*

* *

Dès octobre 1879, le quotidien conservateur *Le Courrier du Canada* lance dans son édition hebdomadaire¹ un *Journal d'édu-*

¹ Nous avons consulté toute la collection du *Courrier du Canada* à la Bibliothèque du Parlement de Québec et nous n'avons pu trouver l'édition hebdomadaire avant 1882. M. le conservateur de la Bibliothèque d'Ottawa nous a déclaré qu'il

ne la possédait pas. Pourtant, ces deux bibliothèques sont signalées comme ayant la collection complète du *Courrier du Canada*. En 1882, cette édition hebdomadaire devient le *Journal des campagnes* que nous avons pu consulter à Québec.

cation. L'accueil semble très favorable de tous côtés : « nous remercions la presse libérale de la réclame qu'elle fait en faveur de notre journal d'éducation que nous publions en troisième page de notre édition hebdomadaire² ». L'instruction publique a toujours été le cheval de bataille des différents partis politiques. Mais en 1879, un danger très grave menace, d'après les ultramontains, la catholique province de Québec : les instituteurs laïques sont assimilés à des impies car ils propagent de « mauvaises idées ». Pour les récupérer, s'il n'est pas déjà trop tard, une publication pédagogique est un excellent moyen. C'est la première fois qu'un journal d'information générale ouvre ses colonnes à des exercices pratiques directement utilisables par l'instituteur. A partir du 15 avril 1880, le *Journal d'éducation* publié dans l'édition hebdomadaire, est reproduit dans l'édition quotidienne tous les jeudis, avec les annonces : « on pourra donc à volonté isoler ce feuillet et le détacher ainsi de la partie politique³ ». Cette décision coïncide avec la nomination d'un nouveau rédacteur, N.-E. Dionne qui, dans sa profession de foi veut défendre la cause catholique et conservatrice contre les libéraux. Identification pure et simple de la cause catholique et de celle du parti conservateur. En publiant un journal d'éducation à la fois dans une édition hebdomadaire et dans l'édition quotidienne, la rédaction veut non seulement aider les instituteurs mais aussi les attirer vers les idées conservatrices, les « sauver » en quelque sorte. Achetant *Le Courrier du Canada* pour les articles pédagogiques, ils en liront forcément la partie politique. Cependant, le journal se défend de tout prosélytisme. Mais à une époque où de violentes polémiques opposent instituteurs laïques et Frères des écoles chrétiennes, où la seule évocation du nom de Jules Ferry soulève les passions, les maîtres d'école laïques sont suspects à plusieurs et en particulier au parti conservateur. Aussi, faut-il essayer de ramener au bercail ces brebis égarées, en évitant de les effaroucher. Le *Journal d'éducation* ne publie aucun article susceptible de choquer... De l'important congrès pédagogique tenu, l'automne de 1880, à Montréal, où a

² *Le Courrier du Canada*, édition quotidienne, 17 octobre 1879, p. 2.

³ *Op. cit.*, 14 avril 1880, p. 2.

été débattue la brûlante question de l'uniformité de l'enseignement, il ne retient qu'un exposé de Napoléon Lacasse, inodore et sans danger : « l'instituteur doit-il suivre le texte pour l'enseignement de la grammaire ⁴ ».

Perdu dans les éditions hebdomadaires ou quotidiennes, le *Journal d'éducation* est sans âme. Sa composition uniquement pratique est une collection d'exercices et de problèmes accompagnés parfois d'exposés de méthodologie. Voici le sommaire-type : analyse grammaticale, problèmes d'arithmétique, acquisition des idées, pensées diverses, éducation par les fables, géographie ⁵. Des études sur la méthode de style, l'hygiène scolaire, la cosmographie occupent plusieurs numéros.

Avec ce *Journal d'éducation* inséré dans un quotidien d'information générale, on est à l'opposé du *Journal de l'Instruction publique* qui se voulait ouvert à toutes les questions. Une spécialisation étroite remplace une universalité un rien intempestive. Le nouveau journal pédagogique n'est qu'un catalogue de recettes et tombe ainsi dans l'excès contraire. Un moyen terme est certainement possible entre ces pages glissées dans un grand quotidien et le journal de Chauveau fait par des « littérateurs distingués ». *L'École primaire* et le *Journal de l'Éducation* qui débudent en même temps au mois de janvier 1880 nous le prouvent.

L'École primaire est due au courage et à l'esprit d'initiative d'un professeur de l'école normale Laval, Jean-Baptiste Cloutier, soutenu par le principal de cette institution, l'abbé Lagacé. Cloutier fait partie de ces hommes qui, au XIX^e siècle, ont fait avancer à grands pas la pédagogie canadienne. Premier diplômé de l'école normale Laval en 1858 — bien que marié, père de famille et déjà instituteur depuis 1849, il s'était inscrit aux cours dès l'ouverture de cette école en 1857 —, il succède en 1859 à Juneau comme professeur à cette école dont il est sorti un an plus tôt. Esprit très ouvert, il s'intéresse au mouvement pédagogique européen. Abonné à toutes les revues d'éducation de France, de Belgique et de Suisse, il fait également venir au Canada tous les ouvrages d'Eu-

⁴ *Journal d'Éducation* dans l'édition quotidienne du *Courrier du Cana-*

da, le 1^{er} octobre 1880.
⁵ *Op. cit.*, le 20 août 1880.

rope traitant de ces questions. Il publie plusieurs manuels scolaires : *les éléments de grammaire française de Lhomond entièrement revus, corrigés et augmentés* publié en 1873, qui a eu de nombreuses rééditions, un *Premier livre des enfants*, méthode rationnelle de lecture et un *Recueil de leçons de choses* en 1885. « Cloutier fut au Canada français un pionnier dans le domaine de la pédagogie moderne ⁶ ». De vie très simple, dévoué, il nous apparaît comme le type même du « saint laïque », dans le sens où cette expression est employée pour désigner les instituteurs français de la Troisième République : leur dévouement n'attend aucune récompense. De plus, Cloutier, bien que catholique convaincu, est suspecté par certains milieux de laïcisme. Il lutte seul mais n'en garde aucune rancœur : « laïque, il témoigna une sympathie sincère aux Congrégations enseignantes qui participèrent, elles aussi, et dans une large mesure, aux progrès scolaires de 1850 à 1900 ^{6 bis} ». C'est donc un homme dévoué qui a l'expérience de l'enseignement, et un pédagogue averti.

Cloutier n'a rien d'un naïf. Il savait parfaitement « qu'entreprendre un journal était non seulement une entreprise hasardeuse mais téméraire car je m'exposais à sacrifier mon temps et mon argent ⁷ ». Tous ses amis l'encouragent, surtout le principal Lagacé. Le moment est favorable car le journal pédagogique officiel qui vient de disparaître a failli à sa mission. « Bien que rédigé par les meilleures plumes canadiennes..., on chercherait vainement dans ses vingt-trois volumes un seul article de pédagogie pratique venant de la rédaction. Cette publication a coûté \$100,000. au pays et n'a jamais été un guide pédagogique pour les instituteurs ⁸ ». Exécution sommaire du *Journal de l'Instruction publique* !

Cloutier lance son journal, avec peut-être l'espoir d'un soutien financier du gouvernement, mais sans aucune promesse. L'abbé Provancher dans une lettre de félicitations à *l'Ecole primaire* ⁹ rappelle que le *Journal de l'Instruction publique* recevait de la

⁶ J.-C. MAGNAN, Jean-Baptiste CLOUTIER, dans *BRH*, 1948, vol. 42, p. 140.

^{6 bis} *Ibid.*, p. 144

⁷ *EP*, du 1er septembre 1896, p. 1

⁸ *Ibid.*, p. 2.

⁹ Lettre publiée dans *ECP*, 1880, p. 84.

Législature \$2,400. Que celle-ci donne \$1,000 au journal de Cloutier, elle fait une économie de \$1,400 et offre ainsi une véritable publication pédagogique au public. Il est bien entendu que ce faisant, l'abbé Provancher prêche également pour sa paroisse, c'est-à-dire son *Journal d'agriculture*. Le premier ministre Chapleau répond négativement à la demande du député Deschênes lors de la séance de l'Assemblée législative du 5 juillet 1880 : « Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une aide annuelle au journal d'éducation et d'instruction appelé *l'École primaire*? ¹⁰ ». Jean-Baptiste Cloutier ne doit compter que sur lui-même pour soutenir le journal, le rendre intéressant et ainsi obtenir des abonnés. Aiguillon puissant qui prévient toute léthargie ; le programme du nouveau journal doit être attractif et répondre aux besoins des instituteurs.

Dans le premier éditorial ¹¹, Cloutier offre son journal « au public canadien et particulièrement à la classe enseignante ». Plus tard, le rédacteur en chef de *l'École primaire* a précisé sa pensée lors de la fondation du journal. Il veut certes s'adresser à tous les instituteurs, mais il connaît surtout les besoins des normaliens. Depuis vingt-trois ans existaient les écoles normales, et les anciens élèves « sentaient la nécessité d'un organe qui leur parlât le langage de l'école, qui leur rappelât les leçons qu'ils avaient apprises de leurs anciens professeurs, qui leur fournit les matériaux dont ils avaient besoin pour faire leur classe d'une manière intelligente et pratique ¹² ». Le journal, pour Cloutier, est la continuation de l'école normale. Un lien qui rattache l'instituteur à ceux qui l'ont formé. Un complément à son éducation. Écrit par un professeur d'école normale, c'est en quelque sorte le « bulletin des anciens élèves ». Pourtant, son titre très humble ne doit pas faire illusion car « nous voulons nous adresser aussi aux écoles modèles et aux académies ». Cloutier définit ensuite le but d'un journal pédagogique. Ce n'est pas une publication où l'on s'occupe de science, de littérature ou de beaux-arts car il y a des publications spécialisées pour cela. Attaque déguisée contre le défunt *Journal*

¹⁰ *Débats de l'Assemblée législative* 1880, pp. 266-267.

¹¹ *ECP*, 1880, pp. 1-2.

¹² *EP*, du 1er septembre 1896, p. 2.

de *l'Instruction publique*. Un journal pédagogique est celui où l'instituteur trouve préparé son travail de chaque jour et où il puise sans difficulté la véritable doctrine pédagogique (Comenius, Pestalozzi, Girard). C'est une aide précieuse qui ne réclame aucun effort du maître. A entendre Cloutier, l'instituteur n'a qu'à ouvrir *l'Ecole primaire* en entrant en classe : point n'est besoin d'autre préparation pour faire ses cours. C'est « une oeuvre essentiellement pédagogique destinée à aplanir autant que possible les nombreuses difficultés contre lesquelles les instituteurs et les institutrices viennent se heurter tous les jours ». Dans l'exposé du contenu du journal, nous sentons la préoccupation pratique de Cloutier qui connaît les besoins des maîtres, sait les appâter en leur offrant des devoirs pour écoles élémentaires et modèles, des formules de compliments pour la fête des parents, pour les examens, des drames moraux pour les séances publiques et enfin, des explications sur les grandes questions pédagogiques occupant l'Europe. Mais ici, une restriction afin de n'effrayer personne : on empruntera à ces questions pédagogiques ce qu'elles ont « de bon et de praticable pour nous, Canadiens français ». Plus de fenêtres largement ouvertes sur l'Europe. Plus de pillage systématique des journaux français. Le Canada français se replie sur lui-même. On ne fait qu'entr'ouvrir une porte et on contrôlera autant que possible l'air qui entre. Cet éditorial est un peu mesquin bien qu'intéressant. Que *La Semaine* vivante et combative est loin ! L'univers du journalisme pédagogique s'est considérablement rétréci. Il se met à l'abri du Curé de la paroisse. Dans le second numéro, les éditeurs s'adressent en première page « aux messieurs du clergé¹³ ». Ce journal est une oeuvre patriotique qui réussira grâce à leur aide. Il présente toutes les garanties : « rédigé par des hommes compétents, des hommes qui ont consacré leur vie à l'éducation de l'enfance et de la jeunesse ». Et puis que l'on ne s'inquiète pas : « les matières pédagogiques formeront toujours la base, le fond de notre journal. De temps en temps « dans une chronique courte et succincte », on parlera

¹³ *ECP*, du 15 janvier 1880, pp. 13-14.

« des événements religieux, politiques et littéraires de la vieille Europe. » Les éditeurs font patte douce avec les curés et leur promettent un journal bien propre, bien aseptisé. A charge de revanche car « un bon mot de leur part, en notre faveur, aux personnes instruites de la paroisse nous fera grand bien et... de notre côté, nous nous engageons à les satisfaire en tous points ». Mais le but réel de *l'Ecole primaire* est plus ambitieux que cela. A la soixante-neuvième réunion des instituteurs de Québec, Jean-Baptiste Cloutier assigne à son journal plus qu'un rôle de « livre du maître¹⁴ » : « outre le développement et l'application des principes pédagogiques, *l'Ecole primaire* aura encore une autre belle mission à remplir : celle de travailler de toutes ses forces à améliorer la condition de l'instituteur dont elle se fera toujours un devoir d'être l'organe et qu'il suffira de faire partie du corps enseignant pour avoir droit à ses sympathies ». Prudence de Cloutier : pas un mot de ce but dans les éditoriaux. Seulement au sein des conférences d'instituteurs. Le souvenir de l'échec de *La Semaine* hante-t-il à ce point la mémoire du nouveau rédacteur ? En tout cas, il met toutes les chances de son côté dans la lutte pour la conquête de la clientèle enseignante. Aucune saute d'humeur, aucune manifestation intempestive d'indépendance à une époque où les instituteurs laïques sont suspects. Deux autres journaux pédagogiques sont également en lice. Il faut naviguer... Après quelques semaines d'existence, *L'Ecole primaire* reproduit un article européen sur la mission de la presse scolaire¹⁵. Deux attitudes sont possibles : reproduire tant bien que mal le mouvement scolaire et favoriser le travail journalier de l'instituteur, ou bien « exciter, rafraîchir, élargir les esprits et les coeurs ». Il faut s'efforcer de concilier les deux. Ainsi se dégage la pensée de Cloutier : son journal veut d'abord être pratique mais il aidera aussi à l'amélioration de la condition sociale et matérielle de l'instituteur — ce dernier but étant chuchoté...

La rédaction de *l'Ecole primaire* est due principalement à Jean-Baptiste Cloutier. Souci remarquable d'être pratique, acces-

¹⁴ Compte rendu de la réunion dans *ECP*, pp. 38-41.

¹⁵ *ECP*, 15 mars 1880, p. 61.

sible à tous. Il ne joue pas des coups de ciseaux ou du moins, il le fait intelligemment. Il présente son travail, ses cours, sa méthode. Les dictées, les explications, les commentaires sont gradués selon la force des élèves. Les problèmes d'arithmétique, précis et à la portée de tous. Les poésies, intelligemment présentées et expliquées. C'est réellement l'expérience d'un maître qui est donnée à travers ce journal. C'est à notre avis, le premier journal pédagogique vraiment pratique du Canada français. Un autre professeur de l'école normale Laval, F.-X. Toussaint offre son concours à Cloutier sous prétexte de le féliciter pour son travail¹⁶. Dans un style emberlificoté, aussi prétentieux que fumeux, il exalte le rôle du maître d'école, très supérieur à celui de l'artiste qui n'agit que sur la matière, alors que l'instituteur agit sur l'intelligence et les coeurs. Après quelques formules ronflantes, Toussaint fait un appel du pied assez appuyé : « lorsque dans une branche quelconque de l'art, chaque artiste demeure avec le seul secours de son expérience personnelle, cet art particulier ne fait jamais de progrès. Il décline même... mais il progresse lorsque l'expérience collective offre libéralement ses ressources à l'expérience de chacun ». Appel au travail d'équipe, qui est entendu, car Cloutier invite Toussaint à collaborer à sa revue. Celui-ci accepte avec enthousiasme : « je n'ai pas à offrir une plume élégante mais je puis apporter l'expérience de plus de trente-six années consacrées à l'enseignement dont vingt-cinq passées à l'école normale Laval ». Toussaint publiera des études sur les mathématiques, l'histoire et la géographie.

Comme dans *La Semaine* de 1864, les comptes rendus des discussions tenues dans les associations d'instituteurs occuperont une grande place car ils intéressent tout le monde : « ceux qui y ont assisté ont encore les choses toutes fraîches à la mémoire et éprouvent un nouveau plaisir à lire le compte rendu des débats qu'ils ont entendu et auxquels ils ont pris part, et ceux qui n'ont pas eu l'avantage d'y assister ont hâte de savoir ce qui s'est passé¹⁷ ». C'est d'ailleurs par ses associations que parviennent en

¹⁶ ECP, 1880, pp. 25-26.

¹⁷ ECP, 1880, p. 34.

1880 les travaux pédagogiques des Canadiens français dans la presse pédagogique.

Les instituteurs sont invités à envoyer directement leurs travaux au journal : J.-D. Frève propose une leçon de choses sur la plume¹⁸ et l'inspecteur Savard promet des problèmes d'arithmétique.

L'Ecole primaire est vraiment un journal rédigé par des instituteurs. Destiné à toute la classe enseignante, il est cependant l'expression des professeurs de l'école normale Laval.

Le dépouillement des articles de la seule année d'existence de *L'Ecole primaire* — nous permet de les classer selon les dix chroniques suivantes :

- Articles de combat
- Pédagogie théorique (articles canadiens)
- Pédagogie théorique (articles étrangers)
- Français — Exercices pratiques
- Leçons de choses
- Arithmétique — Algèbre
- Histoire
- Variétés utiles
- Tribune libre
- Partie officielle

Les chroniques les plus pratiques, les plus immédiatement utilisables par le maître d'école sont les mieux alimentées : les exercices de français, les problèmes d'arithmétique et d'algèbre, les variétés utiles et les articles de pédagogie canadiens. Ainsi, le journal atteint son but car l'essentiel dans la plupart des écoles est d'apprendre à lire et à compter. Le maître n'a qu'à puiser dans *L'Ecole primaire* et ses cours sont prêts. Pour distraire sa classe, quelques histoires lui sont fournies. Avec un tout petit effort, il est au courant de la pédagogie canadienne et européenne. Pas de grands problèmes inutiles, pas de grands débats : l'horizon du journal est borné. Le petit instituteur de campagne s'y sent chez lui.

¹⁸ ECP, pp. 212-213.

Cloutier ne se contente pas de la région de Québec. Le fondateur de *L'Ecole primaire* va vanter son journal au sein même de l'association des instituteurs de Montréal le 30 janvier 1880¹⁹. J.-O. Cassegrain qui rédige le journal concurrent fondé à Montréal fait un commentaire de l'exposé de Cloutier, épicé d'imperceptibles réticences : « Ce plan renferme certainement beaucoup de choses. Cependant, nous n'avons nul doute que, eu égard aux études que M. Cloutier a faites des différents modes d'enseignement, ainsi qu'aux connaissances pratiques qu'il a acquises par une assez longue expérience, il ne puisse mener à bonne fin l'oeuvre à laquelle il se dévoue actuellement, si difficile qu'elle soit ». Politesses un peu froides qui laissent apercevoir de possibles difficultés. Cloutier « prêche » le lendemain à l'association des instituteurs de Québec. C'est le commis-voyageur de la presse pédagogique, obstiné et persévérant. Les instituteurs de Montréal lui ayant envoyé le compte rendu d'une de leurs réunions, Cloutier affirme que ceux-ci reconnaissent *L'Ecole primaire* comme leur « organe officiel²⁰ ». O présomption ! Pourtant cela nous indique les disputes d'influence entre le journal de Québec et le *Journal de l'Education* fondé la même année à Montréal. Cloutier, protégeant son nouveau-né, ménage tous les enseignants et particulièrement les Frères des Ecoles chrétiennes. Comment ne pas essayer d'obtenir leur clientèle alors qu'à Montréal en 1880, une violente polémique les oppose aux instituteurs laïques ? *L'Ecole primaire* magnifie leur oeuvre à Québec à l'occasion du deux centième anniversaire de leur fondation. Sans eux « les trois quarts de notre bonne ville de Québec resteraient dans une ignorance complète ». Les rares écoles des commissaires qui pourraient en recevoir à peine un cinquième sont dans un état déplorable, « véritables bouges capables de compromettre les santés les plus robustes ». La sympathie qu'ils rencontrent à Québec doit les consoler des avanies subies en France de la part d'un gouvernement qui les persécute²¹. Cloutier est à la fois prudent et conquérant.

Le premier numéro de *L'Ecole primaire* a été tiré à 1,400

¹⁹ ECP, 1880, p. 57.

²⁰ ECP, 1880, p. 75.

²¹ ECP, 1880, pp. 194-195.

exemplaires²². Le Surintendant Ouimet, tout en ne voulant favoriser personne, souligne l'intérêt de ce journal et en achète 100 exemplaires pour le département de l'Instruction publique. L'accueil fait à cette nouvelle publication est très encourageant. L'abbé Provancher juge le troisième numéro nettement supérieur aux deux premiers : « Je pense que tous ceux qui entretenaient des doutes sur le caractère de votre publication peuvent aujourd'hui se fixer avec certitude. Ce sera surtout un journal pratique et conséquemment éminemment utile ». L'on sent à travers les écrits que tous sont le résultat d'expériences. Car les théories que l'on voit éclore ailleurs ne sont souvent que « des rêves creux d'imagination désordonnées ou des inventions n'ayant d'autre mérite que la manière ingénieuse dont elles sont présentées, qui ne paraissent rationnelles que sur le papier²³ ». L'abbé Provancher, partisan des mesures radicales, propose que les commissaires d'école n'engagent que les instituteurs abonnés à *l'Ecole primaire*. Plusieurs inspecteurs d'école appuient fortement le journal de Cloutier. Tremblay, inspecteur pour les écoles du comté de Gaspé abonne tous ses instituteurs et verra à ce que chacun paie, car *L'Ecole primaire* promet d'être à plus d'un degré, dans l'enseignement, d'une rare efficacité. Le rédacteur déclare que cette lettre se passe de commentaires et... il la commente car elle prouve deux choses : premièrement, que Tremblay est un homme de devoir qui suit de près la marche des écoles et connaît bien ses instituteurs puisqu'il n'hésite pas à se rendre responsable de leur abonnement ; deuxièmement, qu'il comprend l'importance de fournir à la classe enseignante « les moyens de s'instruire, de se mettre au fait des meilleures méthodes en usage, de profiter de l'expérience de ceux qui s'occupent d'améliorer notre système d'enseignement²⁴ ». Beaucoup d'abonnements sont demandés d'après les conseils des inspecteurs. Les inspecteurs Savard, Juneau et Vien ont fourni la liste de leurs instituteurs à Cloutier qui peut ainsi les contacter directement. Le rédacteur se démène dans tous les sens. Il fait même demander par un ami à Archambault — prin-

²² EP, 1896, p. 2.

²³ Lettre de l'abbé Provancher à Clou-

tier, dans ECP, pp. 47-48.

²⁴ ECP, 1880, p. 48.

cipal de l'Académie du Plateau et très lié à la rédaction du *Journal de l'Education* — son opinion sur *l'Ecole primaire*: « C'est délicat... mais ce numéro promet d'être intéressant car il contient beaucoup de pédagogie pratique. Je lui souhaite une bonne et heureuse année suivie de beaucoup d'autres²⁵ ». Délicate... appréciation d'un concurrent. Le meilleur compliment est celui des instituteurs qui ont utilisé *L'Ecole primaire* dans leurs classes. Un maître d'école qui signe « O. L. » déclare: « j'ai fait mon profit de votre leçon pratique, je l'ai donnée dans ma classe telle que vous l'aviez préparée, et j'ai réussi à captiver si bien l'attention des enfants que j'en étais vraiment étonné. Continuez ce beau travail et vous rendrez de grands services à la classe enseignante²⁶ ». Elise Gagné, institutrice, a lu la poésie sur « le petit Paul » et a parlé de l'aumône avec des résultats surprenants²⁷.

A l'étranger, *L'Ecole primaire* est connu de quelques confrères. *L'Education* de Paris reproduit un de ses articles sur la méthodologie des dictées²⁸. *L'Abeille* de Bruxelles et *La Gymnastique scolaire* de Tournai acceptent l'échange avec *l'Ecole primaire*. M. Jones de Bucarest demande un abonnement²⁹. Succès significatif de l'intérêt du journal et de la hardiesse de son rédacteur.

Bien que la concurrence soit vive, il n'y a pas d'escarmouches entre *L'Ecole primaire* et le *Journal de l'Education*. Une seule pointe: Paul Bonin dans le journal de Montréal attaque *l'Abrégé d'histoire du Canada* de F.-X. Toussaint qui lui répond dans *L'Ecole primaire*³⁰. Ces deux journaux ont, en cette première année d'existence, une politique, sinon de soutien mutuel du moins de paix.

*

* *

La naissance du troisième journal qui voudrait remplacer le *Journal de l'Instruction publique* est due aux imprimeurs Rolland

²⁵ ECP, 1880, p. 32.

²⁶ *Loc. cit.*

²⁷ ECP, 1880, p. 238.

²⁸ Compte rendu dans ECP, 1880,

p. 144.

²⁹ ECP, 1880, p. 101.

³⁰ ECP, 1880, p. 144.

de Montréal. L'honorable Chapleau vient d'arriver au pouvoir. Selon le témoignage de Cloutier³¹, « J. B. Rolland qui jouissait d'une grande influence auprès du nouveau gouvernement, obtint de celui-ci la promesse d'un octroi de 500 piastres par année pour un nouveau journal d'éducation. Avec cette promesse et les abonnés qu'il put recruter, M. J. B. Rolland publia le *Journal de l'Education* dont il confia la rédaction à M. Oscar Dunn ». Promesse point tenue les premiers mois, car le 16 juillet 1880, les imprimeurs Rolland adressent une pétition à l'Assemblée législative demandant une subvention annuelle de \$1,000 pour pouvoir continuer la publication et n'obtiennent rien.

Deux idées président à la naissance du *Journal de l'Education* que nous ne trouvons aussi explicitement exprimées ni dans le *Journal d'Education*³² ni dans *l'Ecole primaire* : l'espoir d'une subvention et le désir d'être l'héritier spirituel du *Journal de l'Instruction publique*. Contrairement au journal de Cloutier, la publication montréalaise vante le travail accompli par le journal de Chauveau qui « a continué à établir un courant d'idées justes parmi les instituteurs ». Toujours cette opinion de l'époque que l'instituteur laïque est dangereux et qu'il est nécessaire de l'aider à « penser juste ». Le *Journal de l'Instruction publique* a été une ressource précieuse comme moyen de parfaire leur éducation pédagogique³³. Le *Journal de l'Education* veut continuer cette oeuvre. Pour cela, deux anciens collaborateurs du journal officiel vont faire partie de la nouvelle équipe de rédaction : André-N. Montpetit et Napoléon Legendre. Aucune mention d'Oscar Dunn. Cela est dû vraisemblablement au fait qu'il rédige l'éditorial. Le témoignage de Cloutier cité ci-dessus est formel : la rédaction du journal a été confiée à Dunn, et nous ne voyons aucune raison de l'infirmier. Trois anciens assistants-rédacteurs du *Journal de l'Instruction publique* retomberont-ils dans les vieilles ornières ou au

³¹ BRH, mai 1898, p. 148.

³² La presque homonymie des deux journaux entraîne des erreurs, même chez Cloutier. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'Adélard Desrosiers dans « les écoles normales primaires » les confonde. Nous

rappelons simplement que le *Journal d'éducation* est issu du *Courrier du Canada* et que le *Journal de l'Education* appartient aux imprimeurs Rolland.

³³ JDLE, 1880, p. 1.

contraire vont-ils résolument créer un véritable journal pédagogique ?

Dans le premier éditorial, la rédaction rappelle les deux conceptions possibles pour un journal pédagogique³⁴ : donner tout l'intérêt qui s'attache aux nouvelles générales, aux informations politiques, aux faits divers, aux récits des événements, aux critiques des hommes et des choses, ou bien consacrer le journal exclusivement à la pédagogie et aux matières qui touchent l'enseignement. Le nouveau journal adopte la seconde formule. « Car peu important à l'instituteur nos appréciations, fussent-elles des plus réussies, sur les agissements de Gambetta ou de Bismarck ! Le corps enseignant ne trouverait là rien d'utile, rien qui l'aiderait à se perfectionner dans l'art de former et de développer les jeunes intelligences ». Si ce journal n'est pas intéressant pour tout le monde, tant pis... Il le sera pour les spécialistes. C'est la condamnation de la formule *Journal de l'Instruction publique* que l'on désire pourtant continuer... Mais ce désir ne tient-il pas surtout au fait que l'on veut mériter la subvention ? Le journal de Rolland, comme celui de Cloutier, est un organe spécialisé, qui ne désire pas s'égarer dans l'information générale. Il ne court pas après n'importe quelle clientèle : le prêtre qui enseigne le catéchisme « intéressé à connaître les meilleurs moyens d'arriver aux intelligences », l'instituteur et l'institutrice, le législateur. Public suffisamment large : 1,500 curés, 6,000 enseignants, 180 représentants.

Le journal sera fait à coups de ciseaux car la pédagogie au Canada français est un art nouveau et les écoles normales ne sont pas tout à fait au point : « nous avons donc intérêt à recourir aux travaux de l'étranger et c'est dans ce sens que nous promettons de donner aux ciseaux un rôle important dans la composition de ce journal³⁵ ». Attitude honnête mais point paresseuse, car les emprunts à l'étranger n'empêchent pas une collaboration locale active. En bref, traiter des questions pédagogiques canadiennes et, grâce aux matières tirées des journaux, devenir avec le temps

³⁴ *Loc. cit.*

³⁵ *Loc. cit.*

une « petite bibliothèque pédagogique ». L'équipe de rédaction est très ouverte à tous les problèmes ; désintéressée, elle ne désire pas un vain combat avec les équipes des autres journaux. « Avant tout, nous tenons à faire comprendre que nous ne sommes pas une coterie mais des gens de bonne volonté qui ne demandent qu'à pousser à la roue³⁶ ».

Mensuel, de même format que l'ancien *Journal de l'Instruction publique*, le *Journal de l'éducation* n'est guère encourageant dans son premier numéro. Les ciseaux ont trop joué dans les journaux français : onze pages avec gravures sur le mobilier scolaire, les souvenirs d'une institutrice de Paris, des dictées avec questions extraites du concours cantonal et du certificat d'études primaires pour le département d'Eure-et-Loir, en 1879. Le deuxième numéro est beaucoup plus explicite et contient diverses chroniques. Nous avons pour l'année 1880 réparti les articles entre les chroniques suivantes :

- Articles de combat
- Pédagogie théorique : articles canadiens
- Pédagogie théorique : articles étrangers
- Exercices pratiques de grammaire
- Leçon de choses
- Arithmétique — Algèbre
- Science — Culture générale
- Lecture pour tous
- Tribune libre
- Partie officielle

Cette énumération montre que la revue va au-delà de ses promesses d'éditorial. Le *Journal de l'Éducation* est à la fois pratique, instructif et distrayant pour le maître d'école. Toutes les questions sont examinées du point de vue de l'école ou de la question de l'éducation. Mais surtout, le journal de Montréal est, en 1880, plus combatif que celui de Cloutier.

Le *Journal de l'Éducation*, par ses articles de combat, retrouve une certaine filiation avec *La Semaine* de 1864. Certaines idées

³⁶ JDLE, 1880, p. 65.

sont exprimées sur le même ton vif, spirituel, parfois violent et agressif. Le journal veut des réformes. Mêmes maux, mêmes thèmes de réclamation. La situation de l'instituteur en 1880 ressemble étrangement à celle de 1864. D'abord, les salaires³⁷. Tout le monde reconnaît la nécessité d'un minimum de salaire, sauf le législateur. Mais ce minimum implique une autre réforme : la révision ou le renouvellement des brevets de capacité car les institutrices brevetées incapables sont une plaie. Puis le journal attaque les commissaires et les inspecteurs d'école³⁸. Etre commissaire d'école n'est pas un honneur mais une corvée. Une véritable position de rebut. Aussi, les trois quarts des commissaires négligent le soin des écoles, mettent le poste d'instituteur aux enchères et le donnent au rabais, tranchent les difficultés au détriment du maître, ne visitent jamais les écoles et ne peuvent régler le cours d'études, étant illettrés... Il faut réformer la loi. Quant à l'inspecteur, « en théorie, c'est un argus qui a le don d'ubiquité, un vice-surintendant qui sème la pédagogie depuis le fond de la Gatineau jusqu'aux îles de la Madeleine ». Or, il lui est matériellement impossible de faire les deux tournées annuelles. Le *Journal de l'Éducation* comme *La Semaine* en 1864 ne se contente pas de critiquer. Il propose un plan de réformes. D'abord, abolir les municipalités scolaires et transférer leurs pouvoirs aux conseils de comté. Ensuite, nommer un inspecteur par comté qui serait payé par le conseil de comté. Cela porterait leur nombre à 65 au lieu de 36. Sans oublier trois inspecteurs généraux nommés et payés par le gouvernement. Tous devront être choisis parmi les enseignants. Plan économique et avantageux pour l'avancement de l'éducation. Mais tout le monde ne l'entend pas ainsi. La proposition d'abolir les municipalités scolaires et de les remplacer par des conseils de comté révolte un « écrivain » de Sherbrooke³⁹ : ce serait faire passer l'enseignement sous la dictature politique et « ce plan ne peut et ne doit sortir que d'un cerveau libéral radical ». Accusation brutale qui éclaire bien l'esprit de la plupart des conservateurs : tout changement est un danger, celui qui propose des réformes ne peut être qu'un affreux

³⁷ JDLE, 1880, p. 17.

³⁸ JDLE, 1880, pp. 34-35.

³⁹ JDLE, 1880, p. 81.

radical. Thomas Chapais a très bien exprimé cet état d'esprit : « Ce sont nos idées, nos tendances, nos aspirations qui sont conservatrices. C'est dire assez que les principes les plus conservateurs sont nos principes, que les mesures les plus conservatrices sont nos mesures, que les hommes les plus conservateurs sont nos hommes⁴⁰ ». Le *Journal de l'Education* ne peut satisfaire Chapais et ses amis. A leurs yeux, il est suspect... Quant à l'inspecteur Pilon, il s'insurge contre la critique des inspecteurs d'école et des commissaires⁴¹ : les premiers font bien leur travail et les seconds font partie d'une excellente institution. L'augmentation des salaires ne lui paraît pas non plus judicieuse car les bons salaires ne font pas nécessairement les bons instituteurs. Commencez par avoir des examens sérieux qui sélectionneront les meilleurs et après, l'on parlera de minimum de salaire... L'inspecteur Pilon ne pense pas que cette attitude peut justement éloigner les éléments sérieux de cette profession. L'instituteur Eugène Marien de Weedon désire des examens sérieux car cela incitera les commissaires à augmenter les salaires⁴². Pour Ferdinand Rioux, instituteur à Cacouna, la seule solution pour que le maître d'école soit bien payé est que le gouvernement le fasse « en retirant lui-même les sommes levées dans chaque municipalité pour l'entretien de leurs écoles⁴³ ». Toute cette polémique prouve que ces questions sont d'une brûlante actualité et que le journal est lu. Autre thème de réclamation : l'extrême indulgence des bureaux d'examineurs⁴⁴ est une catastrophe. « Un des plus tristes résultats de cette étrange complaisance des jurys d'examen est de fermer la carrière à bon nombre d'élèves d'écoles normales ». L'auteur ne manque ni de courage ni d'audace quand il affirme : « il nous est permis, par exemple, de rappeler qu'en France, quelles que soient la forme du gouvernement et les vicissitudes de la politique, on y regarde à deux fois avant d'accorder un brevet de capacité pour l'enseignement ». De quoi faire frémir d'horreur tous les conservateurs ! Et confirmer dans leur esprit que le serpent du laïcisme s'est levé au coeur des maîtres d'école. Même la loi sur les fonds

⁴⁰ Cité dans Jean-Charles BONENFANT,
Thomas Chapais, p. 21.

⁴¹ *JDLE*, 1880, pp. 74-76.

⁴² *JDLE*, 1880, pp. 37-38.

⁴³ *JDLE*, 1880, p. 132.

⁴⁴ *JDLE*, 1880, pp. 49-50.

de pension ne les contente pas ! N'osent-ils pas protester contre la retenue de 2% sur un salaire qu'ils considèrent déjà comme très insuffisant ? Les conservateurs ne sont pas au bout de leur peine... Car le *Journal de l'Education*, fidèle à son habitude, propose « une loi qui unirait au principe du fonds de retraite celui des assurances mutuelles ; par exemple, deux piastres dans une assurance mutuelle représentent tel capital. Calculez l'intérêt annuel de ce capital et dites que deux piastres dans l'assurance-retraite vaudront une pension annuelle égale à cet intérêt⁴⁵ ». Tel est le bilan du combat du *Journal de l'Education* durant son année d'existence : bilan positif et courageux.

1880 est un banc d'essai pour la presse pédagogique menée par les instituteurs. Ils se font les dents. Pour la première fois, les maîtres d'école ont des journaux pratiques qu'ils peuvent utiliser en classe. Ils sont maintenant aussi bien placés que leurs collègues de France. D'ailleurs la presse pédagogique canadienne-française s'inspire largement des confrères français, en particulier de *l'École normale* publiée à Paris sous la direction de Pierre Larousse à partir de 1858. Le sommaire de cette dernière publication est éloquent⁴⁶ : histoire universelle de la pédagogie, éducation morale et intellectuelle, jardin des racines latines, l'histoire mise en dictées, dictées syntaxiques, narration, cours élémentaire de calcul oral, problèmes d'arithmétique, bibliographie, énigmes, méthodologie, historiettes, anecdotes⁴⁷.

Les rédacteurs des trois journaux ont compris que l'époque est aux journaux spécialisés et non plus à des formules mitigées. Tous s'efforcent de donner à l'instituteur ce qu'il désire y trouver. Mais le *Journal de l'Education* est plus combatif que *l'École primaire*. On y retrouve le souffle de 1864. Les opinions exprimées sont hardies, courageuses, réalistes. Ce journal est constructif. Comme *La Semaine*, il entre aussi résolument dans l'arène. La

⁴⁵ JDLE, 1880, pp. 98-99.

⁴⁶ *L'École normale* du 1er novembre 1858.

⁴⁷ Au cours de nos recherches, nous avons trouvé la collection complète de *L'École normale* de Paris à la bibliothèque de l'école normale Jac-

ques-Cartier de Montréal, à celle de l'Université Laval et à celle du Parlement de Québec. Cela est indicatif de son intérêt pratique et de son influence sur l'enseignement et la presse pédagogique de l'époque.

publication de Cloutier est peut-être plus habile en n'attaquant pas de front et en essayant d'abord de conquérir une clientèle sans choquer personne. Mais *l'Ecole primaire* n'en désire pas moins améliorer la condition de l'instituteur.

En se multipliant, la presse pédagogique devrait normalement se régionaliser. Mais le journal de Cloutier n'entend pas se confiner à la région de Québec. Beaux conflits en perspective...

Comme le souhaitait en mourant le *Journal de l'Instruction publique*, l'initiative privée a bien pris la relève. Cependant, dès janvier 1881, plusieurs bouleversements surviennent : la publication indépendante du *Journal d'Education*, les changements de titre de *l'Ecole primaire* et du *Journal de l'Education*.

*

* *

Les conservateurs sont inquiets de l'attitude, pour eux révolutionnaire, de *l'Ecole primaire* et du *Journal de l'Education*. Pour y répondre, ils n'ont que le *Journal d'Education* noyé dans un grand quotidien d'information. Une réplique plus efficace est nécessaire. Aussi, *Le Courrier du Canada* annonce, le 28 janvier 1881, la parution indépendante du *Journal d'Education* qui est imprimé à Québec chez Léger Brousseau et « destiné aux instituteurs, aux institutrices et à toutes les personnes qui s'occupent d'éducation ». Le journal prétend avoir déjà « plus de mille souscripteurs⁴⁸ ». Chiffre qui semble relever plus de la vantardise que de la vérité car comment un journal ainsi soutenu pourrait-il s'effondrer au bout d'un an ? De plus, d'après *le Courrier du Canada*, l'équipe de rédaction est formée « d'hommes versés dans les sciences naturelles, pédagogiques, historiques et autres⁴⁹ ». Le principal rédacteur paraît être Napoléon Lacasse, d'après le témoignage d'Adélaré Desrosiers⁵⁰. Témoignage acceptable, car c'est Napoléon Lacasse lui-même qui présente le *Journal d'Education* à

⁴⁸ *Le Courrier du Canada* du 28 janvier 1881, p. 2.

⁴⁹ *Loc. cit.*

⁵⁰ Adélaré DESROSIERS, *Les écoles normales primaires de la Province de Québec*, p. 192.

l'association des instituteurs de Québec⁵¹. La moitié de la dernière page de chaque numéro est consacrée à la publicité des ouvrages de Lacasse : *Tenue de livres en partie simple et en partie double*, *Grammaire française de Lhomond, éléments et syntaxe revus et augmentés*, *Exercices orthographiques sur la grammaire de Lhomond*, *Corrigé des exercices orthographiques*, *Traité d'analyse grammaticale*, *Alphabet ou syllabaire gradué* en collaboration avec Juneau. Ouvrages tous publiés chez Brousseau. Aspect commercial d'une publication qui est la propriété des éditeurs.

Napoléon Lacasse, comme Cloutier, est professeur à l'école normale Laval. Tous deux publient des manuels de français inspirés de la grammaire de Lhomond. Rivalité qui s'accroît dangereusement avec la publication par chacun d'un journal pédagogique... Comment ne pas penser que cela résulte d'une opposition, sinon de tempéraments, du moins d'idées? Cloutier paraît soutenu, bien qu'il s'en défende, par le parti libéral. Quant à Lacasse, il représente les intérêts du parti conservateur. Nous trouvons donc, à travers la presse pédagogique, la rivalité des deux grandes familles d'esprit. Les instituteurs sont un enjeu important : on commence à se rendre compte du rôle qu'ils peuvent avoir dans les campagnes et on se dispute un peu leur clientèle. De plus, deux éditeurs — Rolland à Montréal et Brousseau à Québec — prennent en charge des journaux pédagogiques ; cela prouve l'intérêt porté aux problèmes d'éducation. Le Canada français a les yeux rivés sur les événements de France. Les religieux venus de l'ancienne mère-patrie ont tendance à transporter dans leurs bagages les problèmes français et à voir des Jules Ferry derrière toute manifestation d'indépendance. 1880, année vigoureuse pour la presse pédagogique, a été une leçon pour les conservateurs. Le nouveau *Journal d'Education* est pour eux le moyen de ramener les instituteurs égarés au bercail. Aussi son programme n'est guère explosif. La rédaction ne veut effrayer personne et s'attirer ainsi toute la clientèle des instituteurs.

L'éditorial de présentation, aussi maigrelet qu'anonyme⁵², promet d'abord la publication des actes officiels et un panorama de

⁵¹ *JDE*, du 3 février 1881, p. 13.

⁵² *JDE*, du 27 janvier 1881, p. 1.

la semaine « pour tenir les lecteurs au courant des faits ». Avec la publication indépendante du *Courier du Canada*, « les articles scolaires pourront être plus largement traités; nous ne voulons rien négliger pour intéresser les instituteurs et les institutrices, leur faire aimer l'étude et l'enseignement, et les aider dans ce double travail ». Les programmes officiels dressés en 1862 seront le guide qui nous permettra de répondre aux questions posées. Le ton de cet éditorial est fait de soumission. La rédaction veut rassurer l'autorité à tout prix. Toute polémique sera exclue « et nous supposerons toujours nos lecteurs entièrement soumis aux autorités religieuses et civiles, comme il convient à ceux qui ont pour mission de préparer à l'Eglise de vrais fidèles et à la société de bons citoyens ». Dans l'expression « vrais fidèles », nous retrouvons l'idée chère à tous les conservateurs : la distinction entre les bons et les méchants. Le *Journal d'Education* veut être l'organe des bons instituteurs.

Le sommaire du premier numéro, très nourri, répond bien à l'esprit de l'éditorial. Sur 12 pages, une d'éditorial, neuf de pédagogie, une d'avis officiels et commerciaux et... un cantique avec la musique. La partie pédagogique en réponse aux programmes de 1862 est très variée et plus étendue que dans les publications similaires. Le maître d'école n'enseigne pas la plupart des matières traitées. C'est un journal de « normaliens » fraîchement diplômés qui s'imaginent pouvoir dans leur école toucher à toutes ces matières... Publication de grande tenue destinée à l'aristocratie enseignante, elle est cependant très utile en rappelant aux maîtres qu'ils doivent toujours se cultiver, étendre leurs connaissances et ne pas s'embourber dans la routine quotidienne. Nous avons relevé les articles des quatre premiers numéros afin de montrer l'effort de cette revue désireuse d'offrir une abondante nourriture pédagogique aux maîtres.

Ce journal, prototype de la revue spécialisée, un rien intellectuelle, se contente des études pédagogiques et ne se mêle pas des « basses » questions de la condition sociale et matérielle du maître d'école. Durant toute son existence, un seul compte rendu d'association d'instituteurs. Le journal ne se « penche » pas vers

le maître d'école. Il essaie, au contraire, de l'élever à la hauteur des grands problèmes de l'enseignement. Et aussi de l'endoctriner discrètement...

Endoctrinement par de petits articles rappelant l'importance du prêtre. Importance affirmée même par Renan, le renégat⁵³. Pointes habiles contre les dangers de la laïcisation en... Belgique⁵⁴. Et surtout, à la fin de chaque numéro, un cantique avec la musique : « la mort du juste », « l'existence de Dieu », « le Saint Coeur de Marie », etc... De quoi rappeler aux instituteurs étourdis les vérités essentielles. Sans vouloir insister lourdement sur cet aspect missionnaire du *Journal d'Education* nous tenons à le souligner, car il est révélateur d'un état de méfiance envers les instituteurs « laïques ».

Le Bulletin de l'Institut géographique international de Berne en Suisse fait un éloge de la publication québécoise⁵⁵ : elle contient d'excellents conseils pédagogiques, et se recommande par conséquent, non seulement aux instituteurs, mais aux pères et aux mères de famille et à tous ceux qui veulent s'instruire. Audience internationale du *Journal d'Education* ou appréciation de pure complaisance ? Il est difficile de répondre à cette question. De toutes façons, le journal de Léger Brousseau est réellement intéressant sur le strict plan pédagogique.

*

* *

En janvier 1881, *L'Enseignement primaire* remplace *L'Ecole primaire*. Ce n'est qu'un changement de nom et d'éditeur. L'édition se fait dorénavant, à Québec, chez Côté.

La rédaction est toujours assurée par Jean-Baptiste Cloutier aidé par un prêtre et quatre professeurs, dont deux de l'école normale Laval. Nous pensons que le changement de titre est dû seu-

⁵³ *JDE*, 1881, p. 22.

⁵⁴ *JDE*, 1881, p. 46

⁵⁵ Cité dans *JDE*, 1881, p. 181.

lement aux nécessités de la concurrence⁵⁶. Déjà, l'éditorial du premier numéro de *l'Ecole primaire* signale que ce titre, très humble, ne doit pas faire illusion sur le public auquel la revue s'adresse. Les écoles modèles et les académies sont tout aussi concernées que la petite école élémentaire. En devenant *L'Enseignement primaire*, la revue gagne des galons, du moins aux yeux des spécialistes et peut mieux faire face au nouveau *Journal de l'Instruction publique*.

Dans le premier éditorial de *l'Enseignement primaire*⁵⁷, Cloutier précise que la rédaction se fera dans le même sens que celle de *l'Ecole primaire* : fournir tout ce qui peut être pratiquement utile aux instituteurs c'est-à-dire les devoirs de classe, les leçons de choses et les leçons de grammaire commencés l'année précédente. Il fait appel à la collaboration de tous ses confrères. Qu'ils envoient leurs modèles de devoirs et qu'ils fassent connaître leurs méthodes. Mais il apporte un élément nouveau en assignant à sa revue un rôle idéologique : « nous nous occuperons aussi un peu d'agriculture et de colonisation, non pour faire concurrence aux journaux d'agriculture, mais notre désir est d'engager les instituteurs à aider le clergé et le gouvernement à retenir parmi nous nos compatriotes, en inspirant aux enfants sur les bancs de l'école du goût pour l'état de cultivateur ». En voulant empêcher à tout prix l'émigration vers les Etats-Unis, Cloutier développe le mythe de la vocation rurale du Québec et ne signale même pas un autre remède, l'industrialisation. Ce qui est un rétrécissement d'optique par rapport à l'ancien *Journal de l'Instruction publique*. D'ailleurs, l'ensemble de l'éditorial est en recul sur les objectifs de la presse pédagogique de 1857, en particulier sur la conception du « Progrès ». Cloutier se réjouit de voir les journaux d'éducation aux mains des instituteurs car c'est un grand pas de fait vers le progrès. Mais à peine a-t-il lancé ce mot dangereux qu'il éprouve le besoin de préciser : « nous n'attachons pas à ce fameux progrès la même signification qu'en Europe, où on l'invoque pour dépouiller l'Eglise de ses droits les plus sacrés, la priver par une

⁵⁶ Nous formulons cette hypothèse car Cloutier ne donne nulle part les raisons de cette nouvelle dénomi-

nation.

⁵⁷ *EP*, 1881, p. 1-2.

persécution inqualifiable, sans nom, des éminents services de ces corporations religieuses... Nous laissons à l'Eglise sa pleine liberté d'action. Elle a le monopole de l'enseignement classique et personne n'oserait le lui contester ». Quant à l'enseignement primaire, Cloutier montre le rôle essentiel de l'Eglise par l'intermédiaire du Conseil de l'Instruction publique composé de tous les évêques de la Province et des laïques les mieux disposés. De plus, tout livre de classe doit être approuvé par le Conseil et personne ne peut se présenter à l'examen de capacité sans un certificat d'instruction religieuse et de bonne conduite signé du curé. Toutes ces précautions permettent à Cloutier de bien définir le rôle de l'instituteur canadien : « notre progrès à nous, instituteurs canadiens, consiste dans l'étude de la pédagogie la plus saine, dans l'amélioration des méthodes, le développement de l'intelligence, dans l'application rigoureuse de la devise de l'ancien *Journal de l'Instruction publique* : rendre le peuple meilleur. C'est-à-dire aider le prêtre dans sa grande mission de conduire les âmes au ciel ». Si l'instituteur est soumis à l'Eglise, il a compris que sa véritable supériorité sera dans la compétence. A l'attitude révoltée des rédacteurs de *La Semaine*, Cloutier préfère être l'humble mais efficace auxiliaire de l'Eglise. L'instituteur de 1881 n'a plus la fougue de celui de 1864 mais n'est-ce pas plus raisonnable à une époque où il risque d'être victime de la chasse aux sorcières »... ?

D'autant plus que dans la course aux subventions, Cloutier vient de perdre. En 1881, le nouveau *Journal de l'Instruction publique* reçoit une subvention gouvernementale de \$500⁵⁸. Dans son dernier numéro, *l'Ecole primaire* en éprouve une certaine amertume⁵⁹ car les deux journaux ont en 1880 reçu un accueil très bienveillant du corps enseignant et du clergé : « l'on a compris que tous les deux pouvaient, en travaillant, chacun dans les limites de ses attributions, propager les bonnes méthodes et faire comprendre à la classe enseignante l'importance de tenir nos écoles au niveau de celles des autres nationalités ». Malgré tous ces efforts, seul le journal de Montréal a reçu une subvention : « Est-ce que la Province, malgré l'état de gêne dans lequel elle se trouve, ne

⁵⁸ CPPQ, 1881, p. 57.

⁵⁹ ECP, 1880, pp. 231-232.

pourrait pas donner aujourd'hui \$1.000 pour deux journaux d'éducation lorsqu'elle en donnait autrefois \$4.000 pour un seul⁶⁰. Cloutier se défend de toute allusion politique « car celui qui a à coeur l'avancement de l'éducation populaire doit mettre de côté la politique ». *L'Ecole primaire* se console aisément car les abonnements lui permettent de vivre : « 35 communautés de femmes, plusieurs séminaires et collèges, 235 prêtres et un très grand nombre d'instituteurs et d'institutrices ».

Dans son premier éditorial de *l'Enseignement primaire*, Cloutier n'est nullement rancunier car il félicite son confrère qui change de nom, de format, de rédaction. Ce sera enfin un nouveau journal. Bravo! désormais la presse pédagogique sera entre les mains des hommes du métier⁶¹. Il ne dit cependant pas un seul mot du *Journal d'Education* de son collègue Napoléon Lacasse.

*
* *

Le *Journal de l'Education* change de nom et de format en janvier 1881. Il recueille un héritage prestigieux en reprenant le titre de *Journal de l'Instruction publique, organe des instituteurs de la Province de Québec*. En diminuant son format de moitié et en l'imprimant sur deux colonnes, il réalise une amélioration pour la lecture et la reliure⁶². Mais le changement le plus important est celui de l'équipe de rédaction qui est désormais composée « de personnes actuellement dans l'enseignement et qui comptent plusieurs années d'expérience ». La direction du journal sera plus pédagogique⁶³. Ce comité est composé de l'abbé Verreau, de U.-E. Archambault, Lacroix et J.-O. Cassegrain. Mais l'essentiel du travail est fait par J.-O. Cassegrain⁶⁴. Le témoignage de

⁶⁰ Cloutier oublie qu'une subvention de \$500 est également donnée au journal de l'Instruction publique anglais. Il faudrait que la Province fasse un effort de \$1,500.

⁶¹ *EP*, 1881, p. 1.

⁶² *JDLE*, 1880, p. 177.

⁶³ *Loc. cit.*

⁶⁴ CLOUTIER, *BRH*, 1898, p. 149, donne Archambault comme principal rédacteur et situe la naissance du *Journal de l'Instruction publique* en 1889. Ce qui fait deux erreurs. Adélarde DESROSIERS, *o.p. cit.*, p. 193 indique Cassegrain comme principal artisan du Journal.

P.-J.-O. Chauveau à l'occasion du cinquantième anniversaire d'enseignement de cet instituteur est formel : « Cassegrain a un autre titre à notre reconnaissance; il a relevé l'ancien *Journal de l'Instruction publique* que le gouvernement avait laissé tomber⁶⁵ ». Autre indice irrécusable : à l'association des instituteurs de Montréal le 27 mai 1881, Cassegrain se dit très touché des éloges faits au journal qui sont pour lui et ses collaborateurs un encouragement à faire mieux⁶⁶ ». Les anciens rédacteurs du *Journal* fondé par Chauveau passés à la rédaction du *Journal de l'Éducation* ont disparu. La presse pédagogique est vraiment, comme le dit Cloutier, entre les mains des instituteurs.

Le comité de rédaction dans son premier éditorial⁶⁷ ne se paye pas de mots et va à l'essentiel : « notre but est d'aider l'instituteur dans sa tâche pénible et ardue de tous les jours; nous ferons, par conséquent, tous nos efforts pour donner à ce journal un caractère tout-à-fait pratique ». Le comité recevra avec plaisir toutes les études relatives à l'éducation et aux sciences... Des concours pédagogiques seront ouverts de temps à autre. Le premier sujet proposé — avec un prix de \$10 payables en livres — est le plan d'un cours d'études triennal pour les écoles primaires de campagne comprenant : matières obligatoires, matières facultatives, tableau de l'emploi du temps. Les concurrents tiendront compte qu'une école de campagne est généralement sous la direction d'une seule personne, que l'enseignement s'y fait six heures par jour pendant cinq jours et dans une seule langue⁶⁸.

L'étude des différentes chroniques en 1881 montre un désir évident d'imiter l'ancien journal officiel en ouvrant les esprits sur des problèmes variés, en rédigeant des études bibliographiques mais sans tomber dans les travers de la publication de Chauveau. Le journal reste pratique et l'accent est mis sur la pédagogie.

Les emprunts aux journaux canadiens et aux publications étrangères sont très fréquents en 1881. Parmi les journaux français : *Le Courrier de Vaugelas*, *L'École normale*, *l'Éducation*, *l'Édu-*

⁶⁵ Cité dans *EP*, 1889, p. 195.

⁶⁶ *JIPM*, 1881, p. 200.

⁶⁷ *JIPM*, 1881, p. 1.

⁶⁸ *JIMP*, 1881, p. 2.

cateur, le *Journal d'éducation* de Bordeaux, *L'Univers*. Parmi les canadiens : *Journal d'éducation* de Québec, *Montreal Daily Star*, *Montreal Gazette*, *Le Naturaliste canadien*, *Le Courrier de Montréal*, *la Revue de Montréal*. Parmi les publications des autres pays : *Gutenberg journal*, *Le Journal des instituteurs autrichiens*, *San Francisco Chronicle*, *Avvenire della scuola*.

Publication subventionnée, elle a les faveurs du Surintendant Ouimet qui, dans son rapport pour 1881-1882, la félicite et ne dit pas un mot de *L'Enseignement primaire*⁶⁹. Au cours d'une réunion de l'association de Montréal, la plupart des instituteurs font des éloges du nouveau *Journal de l'Instruction publique*⁷⁰. Pour Valade, c'est un des meilleurs journaux pédagogiques qui existent. Emard le définit comme un véritable code pratique pour l'instituteur. L'inspecteur MacMahon signale que ses instituteurs donnent les problèmes et les dictées du journal à leurs élèves. J.-T. Dorais insiste sur ce journal non seulement utile et nécessaire mais indispensable au maître qui évite ainsi la routine et peut rendre ses classes attrayantes grâce aux méthodes les plus modernes. En juge difficile et compétent, P.-J.-O. Chauveau estime que si le nouveau journal n'est pas d'un intérêt aussi général, il est peut-être plus pratique, plus utile pour l'instituteur⁷¹.

Au bout d'un an d'existence, le journal de Cassegrain est heureux d'avoir rempli son programme. Tout lui sourit. Il est des trois journaux français le seul subventionné. Il joue un peu le rôle du journal officiel. D'ailleurs ne se déclare-t-il pas l'organe des instituteurs de la province de Québec? Aussi, peut-il se payer le luxe de reproduire un article de *L'Enseignement primaire*⁷² — menaçant de disparaître si les abonnés ne paient pas — et d'inciter les lecteurs de son confrère québécois à répondre à cet appel.

Mais le *Journal de l'Instruction publique* et *L'Enseignement primaire* font silence autour du *Journal d'Education*. Or, celui-ci disparaît le 5 janvier 1882. Suspension momentanée, dit *Le Courrier du Canada* : «si nous réussissons à obtenir une aide du gou-

⁶⁹ *RSIP*, 1881-1882, p. XIII.

⁷⁰ Compte rendu dans *JIPM*, 1881, pp. 199-200.

⁷¹ Cité dans *EP*, 1889, p. 195.

⁷² *JIPM*, 1881, p. 371.

vernement en faveur du journal suspendu, nous en continuerons la publication comme auparavant⁷³ ». En attendant, les abonnés recevront la nouvelle édition hebdomadaire du *Courrier du Canada* qui prend pour titre *Le Journal des campagnes*. Une belle gravure de cour de ferme toute caquetante orne la première page et porte en légende : « L'industrie agricole doit toujours être la base de la richesse des nations ». Et voilà le Québec qui s'enfonce dans la vocation rurale. *Le Journal des campagnes* promet une colonne spéciale sur l'éducation⁷⁴. Nous avons vainement cherché cette colonne. Nous n'avons pu relever que quelques articles épars⁷⁵. *Le Journal d'Education* ne survit pas dans le *Journal des campagnes* qui n'est en rien un journal pédagogique.

La disparition du *Journal d'Education* ne laisse aucun regret parmi ses confrères. Jean-Baptiste Cloutier qui ne pouvait avoir que fiel pour son collègue et concurrent Napoléon Lacasse, le juge aussi sommairement que brutalement : « un journal de seize pages qui expira d'inanition après une année d'existence⁷⁶ ». Jugement sévère et partial car le *Journal d'Education* sur le plan pédagogique est remarquable. Nous pensons qu'Horace Têtu a donné en deux mots, selon son habitude, le meilleur jugement sur cette publication faite « d'articles d'intelligence⁷⁷ ».

A partir de 1882, la presse pédagogique n'est plus qu'un tête-à-tête. Face à face, un journal subventionné et un journal qui survit péniblement grâce aux abonnements. Qui va l'emporter ?

*

* *

⁷³ *Le Courrier du Canada* du 3 février 1882, p. 2.

⁷⁴ *Le Courrier du Canada* du 1er février 1882, p. 10.

⁷⁵ Le premier article, se rapportant à l'éducation, dans *Le Journal des campagnes*, est le 16 mars 1882 sur l'éducation des filles. Le 6 avril : l'école sans catéchisme et sans prêtre. 27 avril : sur le fonds de pension des instituteurs. 4 mai : le crime et l'éducation. 29 juin :

« ils n'auront pas l'âme de l'enfant ». Toute une série (6 juillet, 14 septembre, 26 octobre) à la gloire des Frères des Ecoles chrétiennes. Le 11 janvier 1883 : L'Etat hors de l'école.

⁷⁶ *BRH*, 1898, p. 149. Cloutier fait d'ailleurs deux erreurs curieuses : il a attribué 16 pages au journal qui n'en a que 12 et le fait paraître en 1888...

⁷⁷ Horace TÊTU, *Les journaux de Québec*, p. 92.

Jusqu'à la fin de 1882, *L'Enseignement* primaire ne reçoit aucune subvention. Le gouvernement Mousseau fait cesser l'inégalité entre les deux journaux et accorde pour l'exercice 1883-84 une somme de \$225 à la publication québécoise⁷⁸. Ce qui entraîne une petite diminution de \$50 pour le *Journal de l'Instruction publique* qui ne reçoit plus que \$450. Cependant la publication montréalaise a été avantagée : pendant trois ans, elle a été seule subventionnée.

Avec ou sans appui gouvernemental, les deux journaux poursuivent de 1882 à la fin de 1884 une carrière fructueuse et offrent une abondante nourriture pédagogique aux instituteurs. Toutes les chroniques sont régulièrement alimentées. En 1883, *L'Enseignement primaire* donne le bilan de ses trois premières années d'existence (y compris celle de *l'École primaire*) : 23 articles de fond, 79 sujets pédagogiques, 23 sujets de méthodologie, 155 dictées et devoirs d'invention avec explications grammaticales, 228 problèmes d'arithmétique pratique, 35 problèmes d'algèbre, 41 problèmes de toisé, 36 poésies dont plusieurs sont de petits chefs-d'oeuvre, 20 fables expliquées, 31 leçons de choses, 7 compliments, 11 exercices de rédaction, 25 leçons intuitives de grammaire, sans compter les analyses historiques, les faits divers et les distractions utiles⁷⁹. Le confrère montréalais peut se targuer d'un bilan tout aussi positif sur le plan pédagogique mais de surcroît, il est nettement plus combatif que le journal de Cloutier.

Certes, les deux journaux font campagne pour que les instituteurs obtiennent un fonds de pension convenable et pour que les associations d'enseignants soient toujours plus vivants et plus ouvertes. Mais le *Journal de l'Instruction publique* va plus loin quand il lutte pour la création d'un enseignement technique. L'enseignement classique est parfait mais il ne mène qu'aux professions libérales ou à l'état ecclésiastique. Il faut des écoles industrielles et des écoles agricoles⁸⁰. Par ailleurs, il pose, de concert avec les

⁷⁸ CPPQ, 1884, p. 65. Cloutier qui a décidément la mémoire courte déclare dans l'*EP* de 1892, p. 129, avoir reçu \$250 et dans l'*EP*, de

1896, p. 2, \$300.

⁷⁹ *EP*, janvier 1838, p. 1.

⁸⁰ *JIPM*, 1882, p. 15 et *JIPM*, 1883, pp. 359-360.

associations d'instituteurs, le problème des associations d'institutrices.

Les deux journaux se font surtout l'écho de 1882 à 1884 de la campagne de médisance, de dénigrement et de suspicion menée contre l'instituteur laïque, le plus courageux étant le journal de Montréal. Les événements de France, l'ardeur de certains religieux français transplantés au Canada font de la province de Québec un nouveau champ de bataille autour de l'enseignement. « Le ciel est bleu, l'enfer est rouge ». A ces paroles célèbres, on ajoute à partir de 1880, l'enfer est laïque. Ce dernier mot est à la mode. « Il a envahi le discours. Il arrive à propos et sans propos; il arrive fier et terrible, armé du prestige que la mode lui donne ⁸¹ ». Il n'arrive pas seul. Dangereusement escorté par « gratuit » et « obligatoire », il n'est employé que dans un sens : irréligieux, impie, athée. C'est l'instituteur qui en fait les frais. Ne serait-il pas lui, laïque, un ennemi de l'Eglise ? *L'Enseignement primaire* se plaint que l'on mêle les cartes ⁸². Car, si certains voient dans le maître d'école un prêtre, si d'autres ne considèrent l'école que comme un atelier de chiffres et de dictées, par contre beaucoup de gens s'imaginent le laïcisme condamné par l'Eglise introduit dans les écoles tenues par des instituteurs laïques, bons chrétiens, honorables à tous les points de vue. Cette dernière attitude est grave car quel est le pays au monde qui reconnaisse mieux que le Canada les droits de l'Eglise en matière d'éducation ? Alors, pourquoi voir dans ce système, tous les germes ou les éléments du laïcisme français ? *Le Journal de l'Instruction publique* reproduit un article du *Monde* qui s'élève violemment contre les ultra-montains : « sous prétexte de combattre un mal qui n'existe que dans leur imagination, ils en suscitent un bien réel celui-là et qui peut causer de véritables désordres, ils introduisent le laïcisme dans l'Eglise en se posant pour des docteurs ⁸³ ». Ces controverses motivées en France sont dangereuses dans la province de Québec où elles n'ont pas de raison d'être. Ce n'est point l'avis des ultra-montains qui dénoncent partout le « serpent du libéralisme ».

⁸¹ *JIPM*, 1882, p. 373.

⁸² *EP*, 1er décembre 1882, reproduit

dans *JIPM*, 1883, p. 20

⁸³ *JIPM*, 1884, p. 27.

Tout leur est bon. « Les hommes les mieux disposés, les plus éclairés ne pouvaient plus parler ou écrire sans être taxés de libéralisme et ceux qui les taxaient ainsi pensaient que tous ceux qui n'étaient pas de leur avis, même les dignitaires ecclésiastiques, étaient entachés de libéralisme⁸⁴ ». La visite des institutrices déléguées par la France en 1882 soulève une tempête de protestations parmi les conservateurs. La presse pédagogique essaie de raisonner ces « hommes furieux ». *L'Enseignement primaire* ose dire — ceci est courageux en 1882 — qu'un manuel scolaire peut être utile et intelligent même s'il est écrit par une incroyante; il défend l'ouvrage de Madame Pape-Carpentier « qui bien que païenne donne une méthode pour l'enseignement religieux⁸⁵ ». Plusieurs éducateurs éminents ayant été décorés par la France de Jules Ferry, la « presse ultramontée parle de déshonneur national⁸⁶ ». Le *Journal de l'Instruction publique* riposte en donnant la liste de tous les prêtres honorés par Jules Ferry et demande aux conservateurs de distinguer entre le but de la décoration et les avatars d'une politique momentanée.

Ainsi, toute la presse pédagogique refuse de tomber dans les travers des conservateurs et à voir dans tout ce qui est laïque un danger pour l'Eglise. Les articles des journaux libéraux sont abondamment reproduits dans la presse des instituteurs. De 1882 à 1884, il y a collusion entre le parti libéral et les journaux pédagogiques. La classe éclairée des instituteurs montre ainsi sa largeur d'esprit. C'est également une politique d'autodéfense. Car, s'il y a assimilation des laïques aux ennemis de Dieu, ce peut être la fin de leur profession à un moment où l'Eglise reprend beaucoup de vigueur et où les religieux essaient d'agrandir leur zone d'influence dans l'enseignement. Certains opposent le dévouement des instituteurs religieux au manque de vocation des instituteurs laïques. *L'Etendard* attaque les journaux pédagogiques pour leur attitude envers les Frères des Ecoles chrétiennes : « comment expliquer l'empressement de nos deux familles pédagogiques, *L'Enseignement primaire* et le *Journal de l'Instruction publique*, à publier

⁸⁴ *JIPM*, 1882, pp. 336-337.

⁸⁵ *EP*, 1882, reproduit dans *JIPM*,

1883, p. 21.

⁸⁶ *JIPM*, p. 337.

les vingt-trois fautes des chers Frères tandis qu'ils ont gardé un silence de mort sur le succès de ces mêmes religieux, succès si glorieux au Canada ? Est-ce tactique ? Est-ce dévouement à la cause de l'éducation ? Le public répondra. Dans tout cela, il y a quelque chose de fourchu⁸⁷ ». Jean-Baptiste Cloutier réplique qu'il n'y a rien de fourchu : on n'a pu faire connaître les succès des Frères parce qu'on ne les a pas connus à temps. D'ailleurs n'a-t-on pas célébré les Frères dans *l'Enseignement primaire* du 15 novembre 1880 à l'occasion du deux centième anniversaire de la fondation de leur ordre⁸⁸. Cette défense n'est guère convaincante. Depuis 1880, des polémiques violentes ont opposés les Frères des Ecoles chrétiennes et les instituteurs laïques. Polémiques que nous ne pouvons développer ici^{88 bis} mais qui ont détérioré très sensiblement le climat de compréhension entre les enseignants de tous états. La presse pédagogique qui est aux mains des laïques défend tout naturellement leurs intérêts.

*

* *

Le tête-à-tête des journaux d'éducation cesse brutalement au début de 1885 avec la disparition du *Journal de l'Instruction publique*. Disparition inattendue. L'équipe de rédaction en est la première surprise. A la réunion des instituteurs de Montréal, J.-O. Cassegrain déclare « qu'il n'a pu en informer les lecteurs pour la bonne raison qu'il ne le savait pas lui-même et que M. Rolland auquel le journal appartenait ne lui a fait connaître sa décision qu'après le mois de décembre. La raison donnée par M. Rolland est que le journal ne paie pas⁸⁹ ». En conséquence, aucune machination mystérieuse ne semble avoir provoqué cette chute. La subvention gouvernementale avait été accordée comme d'habitude en 1884⁹⁰. Mais peut-être le fait que *L'Enseignement primaire* reçoive également une aide à partir de 1884 a-t-il inquiété

⁸⁷ Cité dans *EP*, 1885, p. 14.

⁸⁸ *EP*, 1885, p. 14.

^{88 bis} Nous avons étudié ces polémiques dans notre thèse sur *Les ins-*

tituteurs laïques au Canada français au XIX^e siècle.

⁸⁹ *EP*, 1885, p. 51.

⁹⁰ *CPPQ*, 1884, p. 65

les imprimeurs Rolland ? La situation déjà délicate va s'aggraver si le concurrent a les reins plus solides. Une intervention de l'abbé Verreau à une réunion des instituteurs montréalais pourrait nous faire voir que la position du *Journal de l'Instruction publique* en faveur des enseignants laïques a pu, mais de très loin, entraîner cette disparition : « M. Verreau cite le cas d'une communauté religieuse remarquable par ses succès dans l'enseignement qui avait adopté les méthodes de l'École normale et dont plusieurs recevaient et étudiaient le *Journal de l'Instruction publique*. Il faut que le journal continue comme par le passé dans un esprit d'impartialité et de justice faisant connaître également le dévouement des religieux et des laïques, laissant de côté les questions brûlantes ou personnelles⁹¹ ». *La Minerve* du 8 janvier 1885 estime que la disparition du journal de Rolland est grave car « c'était plus qu'un livre d'école, c'était un guide pour les instituteurs eux-mêmes, guide d'autant plus acceptable que, sous le rapport de la pédagogie, il s'inspirait aux sources les plus classiques et que, sous le rapport du bas prix, il n'avait pas de concurrent ». C'est vraiment faire fi de la revue de Cloutier.

Les instituteurs de Montréal ne peuvent rester sans journal. Cela les prive d'une source d'informations précieuse. Ils adressent une requête au Conseil exécutif⁹² pour que la subvention soit accordée comme auparavant car « ce journal servait à la fois d'organe, de guide et de bibliothèque aux instituteurs de la Province et plus spécialement à ceux de la région de Montréal ». Les maîtres d'école montréalais ne conseillent pas de s'abonner à *L'Enseignement primaire*. Ils veulent un journal bien à eux. Par contre, la publication québécoise n'hésite pas et essaie d'accaparer une succession qu'on ne lui a pas offerte ! Dans son éditorial du 15 janvier 1885, *L'Enseignement primaire* annonce la disparition de son confrère et envoie les fleurs d'usage, qui ne sont qu'un mince bouquet : « c'est assurément une perte pour la classe enseignante car il était rédigé avec intelligence, avec soin, surtout avec beaucoup de talent par un comité de collaboration, composé des hommes

⁹¹ *EP*, 1885, p. 153.

⁹² Reproduit dans *EP*, 1885, pp. 152-153.

les plus distingués dans l'enseignement⁹³ ». Mais Cloutier annonce surtout que son journal sera envoyé à tous ceux qui auraient déjà payé leur abonnement au journal montréalais pour 1885. Y a-t-il eu entente pour cela entre Montréal et Québec ? Nous ne le savons pas. Mais l'empressement de Cloutier à prendre la suite, la vieille rivalité des deux publications nous inclinent à penser que non. Le rédacteur de *L'Enseignement primaire* invite tous les instituteurs dans une circulaire à s'abonner car son journal est maintenant « le seul rédigé en français dans la Province⁹⁴. Deux revues de ce genre n'étaient pourtant pas un luxe pour la classe enseignante dont les besoins s'accroissent tous les jours ». Ils doivent « conserver au moins un journal dévoué à leurs intérêts, un journal où ils puissent librement exprimer leurs opinions et faire connaître leurs vues au sujet de notre système scolaire⁹⁵ ». *L'Enseignement primaire* complète cette offensive sur le front des instituteurs par une autre du côté du gouvernement. Attaque couronnée de succès car en 1885 le gouvernement Ross, par un ordre en conseil, reconnaît officiellement *L'Enseignement primaire* comme organe de l'instruction publique et lui accorde le même subside qu'à son confrère anglais soit \$450⁹⁶. Ce qui double la subvention de l'année précédente pour le journal de Cloutier et lui permet de mettre de l'ordre dans ses affaires⁹⁷. *L'Enseignement primaire* va être jusqu'en mai 1886 le seul journal des instituteurs. Les thèmes traités sont principalement la loi des pensions, la nécessité des conférences pédagogiques et l'importance des leçons de choses.

⁹³ EP, 1885, p. 13.

⁹⁴ Cette affirmation de Cloutier ne peut être mise en doute par la parution d'un journal destiné à « la classe studieuse et instruite » : *L'Étudiant* fondé par l'abbé F.-A. Baillargé de Joliette en janvier 1885. Son but est de former la jeunesse, d'aider au progrès intellectuel et de travailler à détruire les préjugés qui règnent contre les colléges. Baillargé s'adresse aux étudiants mais également aux instituteurs. Nous avons donc parcouru cette revue pendant les huit années de son existence pour juger si nous pouvions la considérer com-

me une revue pédagogique. Il n'en est rien. *L'Étudiant* est une revue de formation et de culture générale qui semble parfois vouloir ramener des ouailles égarées dans le bon chemin. Ainsi, la presse pédagogique au Canada français au XIX^e siècle est exclusivement laïque.

⁹⁵ EP, 1885, pp. 13-14.

⁹⁶ CPPQ, 1885, p. 64. Ainsi la subvention à *L'Enseignement primaire* passe sous la rubrique *Journal de l'Instruction publique*, ce qui n'ajoute rien à la clarté des comptes gouvernementaux...

⁹⁷ EP, 1887, p. 3.

Le journal continue comme par le passé et ne se renouvelle vraiment pas pour faire face à ses responsabilités accrues.

*
* *
* *

L'Enseignement primaire n'a pas réussi à devenir l'organe des instituteurs de la province de Québec. Étroitement lié à l'école normale Laval, il ne peut attirer les normaliens et les enseignants de la région de Montréal qui sentent le besoin de retrouver leur journal, comme ils ont leur association. Ils ont donc lutté pour que le *Journal de l'Instruction publique* reparaisse. Les éditeurs Rolland, par suite de l'irrégularité et de la négligence des abonnés, ont perdu beaucoup d'argent et ne veulent pas recommencer cette aventure... J.-O. Cassegrain trouve un nouvel éditeur, Beauchemin. En mai 1886, les instituteurs de la région de Montréal reçoivent leur journal qui ne change pas de formule mais annonce en plus la présentation d'études sur l'organisation de l'enseignement primaire dans la province de Québec, la pension de retraite et une méthode nationale de dessin⁹⁸. Entreprise courageuse car le journal de Cassegrain n'est pas subventionné, alors que celui de Cloutier reçoit toujours \$450⁹⁹. Son existence est précaire : les appels aux abonnés se multiplient. Dès août 1886, Cassegrain en vient à énumérer les décisions judiciaires contre ceux qui ne paient pas¹⁰⁰. En novembre, menace de disparition si les abonnements ne rentrent pas. Pourtant, le *Journal de l'Instruction publique* reçoit quelques encouragements : l'inspecteur Demers envoie 40 abonnements, le département de l'Instruction publique du Manitoba demande 20 numéros, *Le Naturaliste canadien* le félicite de sa réapparition.

De 1886 à 1889, le journal de Montréal se contente d'une orientation pédagogique très pratique. Peu d'articles de combat : quelques escarmouches au sujet de la loi des pensions. La rédaction est prudente. La polémique autour du laïcisme est dangereuse.

⁹⁸ *JIPM*, mai 1886, pp. 1-2.

⁹⁹ *CPPQ*, 1886, p. 64.

¹⁰⁰ *JIPM*, août 1886, p. 85.

Aussi, le journal offre surtout des exercices pratiques, des articles théoriques et des études de culture générale.

L'Enseignement primaire s'occupe également de la loi des pensions et fait quelques allusions discrètes à la question des salaires. Mais son principal but est de devenir pour le maître d'école un instrument de travail : « qu'il puisse s'en servir comme d'un livre classique et faire sa classe le journal à la main¹⁰¹ ».

Subventionné ou non, le journal pédagogique à partir de 1886 amorce un repliement. Ses horizons sont plus bornés. Cependant, le *Journal de l'Instruction publique*, sans aide financière du gouvernement, est plus ouvert que « l'officiel » *Enseignement primaire* comme le montre la comparaison des numéros de septembre 1887.

L'Enseignement primaire	Journal de l'Instruction publique
15 septembre 1887	septembre 1887
— Même format	— Même format
— Bi-mensuel	— Mensuel
— 16 pages	— 28 pages
— Commence par les actes officiels	— Commence par les actes officiels
— Comptes rendus : (7 pages et demie)	— Comptes rendus : (4 pages)
Rapport sur l'école normale Laval	Compte rendu des délibérations du Conseil de l'Instruction publique
Compte rendu de la 91 ^e réunion des instituteurs de Québec	Compte rendu de la 91 ^e réunion des instituteurs de Québec
Les associations d'instituteurs protestants	
Les conférences pédagogiques des inspecteurs	

¹⁰¹ EP, 1887, p. 3.

- **Pédagogie générale** (3 pages)
 - Le raisonnement en arithmétique
- **Partie pratique** (3 pages)
 - Trois dictées
 - Problèmes d'arithmétique et d'algèbre
- **Pédagogie générale** (2 pages)
 - Éducation physique : la fatigue intellectuelle et musculaire
- **Partie pratique** (14 pages)
 - Leçon sur les minéraux
 - Les tremblements de terre
 - Botanique : les crucifères
 - Exercices de mémoire et de récitation
 - Dictées élémentaires avec corrigés
 - Dictées d'orthographe usuelle corrigées
 - Difficultés orthographiques
 - Phrases à corriger
 - Problèmes d'arithmétique et d'algèbre
- **Lecture pour tous** (5 pages)
 - Hygiène du billard
 - Voyage en Alaska
 - Le thé et sa récolte
 - Pensée sur l'avenir
- **Variétés** (1 page)
 - Le territoire indien
 - La laiterie aux États-Unis
 - Le charbon aux États-Unis

En tenant compte que *l'Enseignement* primaire est bi-mensuel, nous constatons que le journal de Montréal est beaucoup plus varié, plus pratique, moins officiel. En un mois, ces deux journaux nous offrent :

MATIÈRES	EP	JIPM
— Comptes rendus	15 pages	4 pages
— Pédagogie générale	6 pages	2 pages
— Exercices pratiques	6 pages	28 pages
— Lectures pour tous	rien	5 pages
— Variétés (Culture générale) ...	rien	1 page

L'aide gouvernementale favorise le journal le moins intéressant. Cette situation ne peut durer. Les instituteurs montréalais adressent une requête au gouvernement¹⁰². Jusqu'en 1885, la législature a traité avec impartialité les deux districts de Québec et de Montréal en les dotant tous deux d'une école normale, en formant deux associations d'instituteurs et en accordant à chaque association un représentant dans la commission administrative du fonds de pension. Mais cet équilibre est rompu depuis pour les journaux d'éducation car celui de Montréal est privé d'octroi et ne se maintient qu'au prix de grands sacrifices. En conséquence, les maîtres d'école de la région de Montréal demandent au gouvernement que leur journal ait un octroi. D'autant plus qu'en 1889, la subvention à *l'Enseignement primaire* est passée de \$450 à \$750¹⁰³. La réclamation du journal de Cassegrain se comprend ainsi encore mieux. La demande est exaucée en 1890 où les deux journaux reçoivent chacun \$750¹⁰⁴. Aucun des deux ne réclame plus la haute main sur toute la province : ils se partagent la clientèle des instituteurs, enregistrant ainsi une situation de fait. Finis les empiètements : le journal de Cloutier est destiné à la région de Québec et celui de Cassegrain à celle de Montréal.

*

* *

¹⁰² Publiée dans *EP*, 1889, p. 31.

¹⁰³ *CPPQ*, 1889, p. 85.

¹⁰⁴ *CPPQ*, 1890, p. 93.

Le gouvernement Mercier, qui porte un grand intérêt à toutes les questions d'éducation, favorise les deux journaux pédagogiques. Les gouvernements suivants ont toujours accordé la même subvention jusqu'au 30 juin 1898¹⁰⁵. Aussi, dès 1890, un effort de renouvellement très sérieux est accompli tant à Montréal qu'à Québec.

Le *Journal de l'Instruction publique*, plus à l'aise, multiplie les articles et devient plus mordant. Mais de 1890 à 1897, plusieurs changements d'éditeur entravent parfois la bonne marche de la revue : Beauchemin jusqu'en mai 1891, de juin 1891 à avril 1892 Desaulniers et Leblanc, puis Caron à partir de mai 1892. Le journal est distribué gratuitement, dès juillet 1891, aux membres du Conseil de l'Instruction publique et des assemblées parlementaires, aux inspecteurs d'école, aux professeurs d'école normale et aux municipalités scolaires de la région de Montréal.

L'Enseignement primaire devient d'une conception plus large avec la nomination comme directeur de C.-J. Magnan. Mais Cloutier garde la haute main sur la publication et, à partir de 1891, se consacre totalement à la revue, abandonnant son enseignement à l'école normale Laval. Car ses devoirs de professeur sont incompatibles avec la lourde charge de directeur d'une publication pédagogique. Cet abandon est très dur pour Cloutier mais les normaliens ne forment qu'un dixième du corps enseignant et les neuf dixièmes restants vont à tâtons. Il faut les guider : « nous ne nous posons pas en réformateurs mais nous voulons faire connaître les meilleurs systèmes des autres pays¹⁰⁶ ». Cloutier ne veut pas être qualifié de réformateur. Mot dangereux car de plus en plus, la Province se replie sur elle-même. Cloutier conseille la prudence; surtout que les instituteurs ne s'occupent pas de politique¹⁰⁷. Il prend en main toute l'administration du journal et ne sera donc plus soumis aux aléas de l'humeur des éditeurs. De plus, à partir de 1891, le journal va suivre l'année scolaire en paraissant du 1er septembre au 15 juin. Souci pédagogique avant tout. Cloutier surveille, tout en lui laissant beaucoup d'initiative, le fringant pou-

¹⁰⁵ CPPQ, 1891, p. 110; CPPQ, 1892, p. 116; CPPQ, 1893, p. 236; CPPQ, 1894, p. 138; CPPQ, 1895, p. 121; CPPQ, 1896, p.

123; CPPQ, 1897, p. 143; CPPQ, 1898, p. 133.

¹⁰⁶ EP, 1891, p. 2.

¹⁰⁷ EP, 1891-1892, p. 130.

lain qu'est Magnan en 1890. A 24 ans, celui-ci va se dépenser sans compter pour la revue. Par ses nombreux articles, il donne à *l'Enseignement primaire* une cure de jouvence. Voici les principaux sujets traités par Magnan en 1891-1892 et en 1892-1893 : cours d'économie politique, uniformité des livres, nécessité d'un enseignement intelligent de la géographie, l'enseignement des sciences, la rédaction à l'école, la mission de l'instituteur, l'instituteur routinier et le progressiste, les punitions, parlons français, nécessité de créer une carrière enseignante. Mais tout en étant réformateur, Magnan est soumis à l'Eglise. Soumission intelligente qui n'annihile point sa capacité et ses initiatives. Il s'oppose violemment à l'étroitesse de Tardivel en affirmant le droit des laïques à l'enseignement et en déclarant que laïque n'égalé pas impie.

En 1893-1894, Magnan dresse un programme très important¹⁰⁸. D'abord un changement considérable, signe de majorité : toute la partie pédagogique pratique sera faite à l'avenir par les Canadiens. Les dictées seront tirées de la littérature canadienne par un Frère de Saint-Vincent-de-Paul. Magnan préparera les exercices de français du premier degré qui formeront au bout de l'année un petit cours de français gradué convenant aux élèves de la classe préparatoire. Ahern présentera des exercices d'anglais. Les exercices d'arithmétique seront préparés par Nérée Tremblay, professeur à Saint-Romuald. Magnan terminera son cours d'instruction civique. Chaque mois, il y aura un supplément pédagogique de huit pages sans augmentation de prix. Le directeur de *l'Enseignement primaire* présente également un programme de combat en faveur des maîtres :

- donner des primes aux plus méritants
- établir des classes d'instituteurs
- donner à chaque maître le moyen de recevoir une revue pédagogique
- organiser des conférences pédagogiques, l'été, dans chaque comté
- instituer le certificat d'études primaires

¹⁰⁸ EP, 1893-1894, pp. 1-3.

« Ces réformes simples et justes peuvent être mises à exécution dès cette année ». Ainsi, le journal de Cloutier est renouvelé grâce à Magnan et peut de 1890 à 1897 soutenir brillamment la comparaison avec le journal de Cassegrain, tel que le montrent par exemple les numéros de septembre 1896 :

L'Enseignement primaire	Journal de l'Instruction publique
15 septembre 1896	septembre 1896
— Même format	— Même format
— Bi-mensuel	— Mensuel
— 16 pages	— 28 pages
— Avis officiels (2 pages)	— Avis officiels (2 pages)
— Le fonds de pension	
— Pédagogie générale (4 pages)	— Pédagogie générale (12 pages)
— Les travaux manuels à l'école	— Education physique : la gymnastique et la santé
— L'éducation des femmes dans la province de Québec	— Economie domestique et hygiène
	— Programme des bureaux d'examineurs
	— Le système métrique
— Partie pratique (4 pages)	— Partie pratique (10 pages)
— Leçons de grammaire	— Leçon de choses : le vêtement
— Rédaction	— Composition
— Récitations	— Dictées d'orthographe usuelle
— Problèmes d'arithmétique et d'algèbre	— Phrases à corriger
— Langue anglaise	— Exercices de mémoire et récitation
— Questions de grammaire	— Solutions de problèmes

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> — Lecture en classe (2 pages) — Le retour au pays — Légende canadienne — Revue du mois (½ page) | <ul style="list-style-type: none"> — Lecture pour tous (4 pages) — Les écoles primaires — L'éducation chrétienne — Napoléon et le catholicisme — Vieille chronique lyonnaise — Variétés (½ page) — La religion catholique en Hollande |
|--|--|

La lutte entre les deux journaux est très serrée. Pourtant, Magnan s'assure en catimini ce qui peut devenir un léger avantage sur la publication montréalaise : à partir du 2 janvier 1893, une notice biographique paraît sur chaque évêque de Québec en commençant par Monseigneur de Laval. L'Église ne peut qu'apprécier ce geste.

Au mois d'août 1897, le gouvernement Marchand, au pouvoir depuis quelques mois, s'inquiète du mode de publication des revues pédagogiques. Une enquête est ouverte en novembre. Le secrétaire de la Province, J.-E. Robidoux, demande au Surintendant Boucher de la Bruère d'avertir les directeurs de revues qu'ils n'auront plus d'octroi gouvernemental à partir du 30 juin 1898¹⁰⁹. Les intentions du gouvernement sont claires : « après le 1er juillet 1898, il ne sera publié qu'un seul journal français et qu'un seul journal anglais de l'Instruction publique, aux conditions et de la manière qui sera déterminée ultérieurement ». La menace est grave. Au témoignage de Magnan, une rumeur persistante veut que des littérateurs et des journalistes influents de Montréal fassent pression auprès du gouvernement pour qu'il soit fondé une revue ministérielle¹¹⁰. C'est vouloir faire renaître la publication gouvernementale. Une résurrection du journal de Chauveau ! La

¹⁰⁹ Lettre du 11 février 1898, citée par Magnan dans *Le journalisme pédagogique du Canada français*

dans *EP*, 1936, pp. 490-491.
¹¹⁰ MAGNAN, *op. cit.*, dans *EP*, 1936, p. 491.

victoire des instituteurs laïques est mise en question : le terrain laborieusement conquis depuis 1880 serait donc perdu ¹¹¹.

*

* * *

Dès novembre 1897, en apprenant la tenue d'une enquête, Jean-Baptiste Cloutier qui craint de ne pouvoir tenir sans appui gouvernemental, abandonne la lutte. Vieilli, il se sent dépassé par les événements. Depuis 18 ans, les exigences ont changé. Il faut du nouveau, des améliorations. Aussi, cède-t-il la place à Magnan qui devient propriétaire-rédacteur en chef de *l'Enseignement primaire* ¹¹². Cloutier avait toujours gardé la haute main sur la revue, refusant des bouleversements trop grands. Depuis 1880, la présentation typographique est à peu près la même. Une remise à neuf est indispensable. En 1897, Magnan a l'énergie et le courage de ses 31 ans.

En 1881, à quinze ans, C.-J. Magnan est « sous-maître » à l'école-modèle de Louiseville dans le comté de Maskinongé. Deux ans plus tard, il entre à l'école normale Laval où il obtient le prix du Prince de Galles. Il reprend sa carrière dans l'enseignement comme professeur au patronage de Saint-Vincent-de-Paul de 1884 à 1887. En 1888, il a déjà publié de nombreux articles sur l'enseignement primaire et un ouvrage *l'Enseignement primaire, questions diverses*. Très brillant et méthodique, il est nommé professeur à l'école normale Laval. Il fonde en 1896 une revue *La Bibliothèque canadienne-française*. Magnan est non seulement un éducateur mais également un patriote et un homme d'œuvres. Sans arrêt, il travaille pour que les Canadiens français aient la fierté de leur « race ». Président de la société de Saint-Vincent-de-Paul de Québec en 1891, il est fasciné par la personnalité et l'œuvre d'Ozanam. « L'un des grands mérites de Magnan est, semble-t-il, sa fidélité : fidèle à l'enfance, aux pauvres et à nos droits de catholique et de canadiens français. Il travaille pour la

¹¹¹ *Loc. cit.*

¹¹² *EP*, du 15 novembre 1897, pp. 83-84.

jeunesse, pour les pauvres afin de donner à la patrie du vrai et du beau¹¹³ ». A la fin du XIX^e siècle, c'est ce que nous pourrions appeler un nationaliste éclairé. Ses passes d'armes avec Tardivel le prouvent. Batailleur, acharné, têtu, il n'a plus qu'un but : que son journal soit le seul reconnu par le gouvernement. Pour cela, il tente sa chance et passe outre à la possibilité d'être privé de subvention. « J'achetai *l'Enseignement primaire* de Cloutier et relevai le drapeau des instituteurs en doublant le nombre des pages de la revue, m'entourant de nombreux collaborateurs¹¹⁴ ».

Audacieux, il change totalement la présentation du journal, car il veut en faire l'oeuvre de sa vie, une oeuvre digne du Canada français. *L'Enseignement primaire* devient « une revue illustrée de l'École et de la Famille », paraissant mensuellement sur 64 pages avec des gravures et une couverture en couleurs. Décembre 1897 est un numéro révolutionnaire avec en première page le portrait et la biographie de Jean-Baptiste Cloutier. Juste hommage au fondateur qui ne doit certainement plus reconnaître son enfant ! Le programme de la revue est ambitieux¹¹⁵. Elle veut doubler son champ d'action en s'adressant au corps enseignant, aux chefs de famille, aux autorités religieuses et civiles. Être « le portedrapeau sans peur et sans reproche de l'enseignement progressif et chrétien ». Magnan assigne un grand rôle à l'enseignement élémentaire : « c'est le moyen le plus propre d'assurer la fin que la Providence réserve à la race française en Amérique ». Donc, en travaillant pour l'école primaire, on réalise les desseins de la Providence sur la province de Québec. Le courant nationaliste est ici très fort. De plus, en sous-entendu, on assure la relève de la France qui a failli à sa mission de fille aînée de l'Église. Magnan a la conviction que son oeuvre est indispensable. Avec la foi d'un croisé, il pourfend tous ses adversaires en présentant un sommaire essentiellement pédagogique mais très varié :

— *articles de pédagogie théorique* rédigés par Magnan et ses collaborateurs

¹¹³ EP, septembre, 1942, pp. 5-9.

¹¹⁴ BRH, 1942, vol. 48, p. 143.

¹¹⁵ EP, décembre 1897, pp. 98-99.

- *méthodologie* : applications pratiques des méthodes exposées par la rédaction
- *enseignement pratique* : développement méthodique et suivi, sous forme de leçons régulières, des matières du programme
- *cabinet de l'instituteur* : champ d'études ouvert au personnel enseignant sur la religion, les sciences, la littérature, l'histoire, la géographie et les beaux-arts
- *Au coin du feu* : lectures en famille, poésie, articles sur l'éducation des enfants, le coin des enfants, la page de la famille
- *Variété* : reproduction littéraire « du point de vue du bon goût et des idées saines »
Correspondance avec les enseignants
- *Documents officiels*
- *Chronique du mois*
- *Bibliographie*
- *Gravures*

Avec ce programme, Magnan veut enseigner le respect des traditions, la fidélité à l'Église et la loyauté envers les gouvernants.

Le premier numéro est éclatant de vie. La suppression des deux colonnes, les gravures le rendent attrayant alors que le *Journal de l'Instruction publique* n'a pas changé. La publication de Cassegrain ne fait aucun effort pour résister à cette concurrence redoutable.

Car C.-J. Magnan a compris l'importance de l'enjeu. Le gouvernement ne veut qu'un journal officiel. Le directeur de *l'Enseignement primaire* a décidé que ce serait le sien et il fait tout pour cela. Il a l'appui de Monseigneur L.-N. Bégin, archevêque de Québec qui, le 19 mars 1898, envoie une circulaire à son clergé pour l'inciter à soutenir la revue de Magnan¹¹⁶ : « *L'Enseignement Primaire*, revue pédagogique, publiée sous la direction de Monsieur Magnan, professeur de l'École normale Laval, est digne de tous éloges et mérite tout l'encouragement du corps en-

¹¹⁶ *Mandements des évêques de Québec* (nouvelle série), volume 9,

seignant et du clergé dont l'un des plus grands devoirs est de visiter et d'inspecter les écoles de la paroisse. Cette excellente revue se publie tous les mois, à 64 pages par numéro et au prix d'une piastre seulement par année. L'esprit catholique qui y domine, les sages conseils qu'elle donne, les applications pratiques qu'elle renferme, en font une mine précieuse pour tous ceux qui ont à s'occuper d'enseignement. En prenant les moyens de la faire recevoir par chacune des institutrices de votre paroisse et en vous y abonnant vous-mêmes pour vous tenir au courant des meilleures méthodes pédagogiques, vous aurez contribué efficacement à améliorer l'instruction publique plus que ne sauraient le faire tous ceux qui aspirent au titre de réformateurs. L'oeuvre de M. Magnan est une oeuvre de dévouement à la cause sacrée de l'éducation, une oeuvre à la fois patriotique et religieuse : sachons seconder ses louables efforts ». Ainsi, l'Eglise donne sa caution à l'action de Magnan. Déjà, en décembre 1897, fort de la valeur du nouveau numéro de *l'Enseignement primaire*, Magnan avait obtenu une audience du Premier ministre Marchand et évoqué l'importance d'une revue rédigée par des éducateurs, aidée par la législature et distribuée gratuitement à toutes les écoles de la Province. Marchand lui fit un accueil très favorable et lui demande de soumettre un mémoire. Magnan en profite pour donner une grande publicité à ce projet : « Je demandai à l'honorable Premier ministre s'il ne serait pas opportun d'adresser, sous forme de lettre, une copie de ce mémoire à Messieurs les législateurs. M. Marchand me répondit que c'était mon droit de faire connaître aux législateurs l'important projet que je venais de lui exposer¹¹⁷ ». Cette lettre montre l'habileté et la ténacité de Magnan qui se place au-dessus des partis politiques pour faire une oeuvre patriotique¹¹⁸ :

« Messieurs,

En même temps que cette lettre, vous recevrez la première livraison de *l'Enseignement primaire* tel que transformé. Il vous sera agréable, sans doute, au début de la présente session de la

¹¹⁷ MAGNAN, *op. cit.*, EP, 1936, p. 493.

¹¹⁸ Lettre reproduite dans EP, 1936, pp. 564-565.

Législature, session où les plus graves problèmes concernant l'instruction primaire devront être débattus, il vous sera agréable, dis-je, de constater que les instituteurs ne restent pas étrangers à tout projet qui tend à améliorer la petite école, l'école du grand nombre.

Les instituteurs et les institutrices de notre province, plusieurs municipalités et un grand nombre de députés nous ont exprimé à plusieurs reprises le désir que notre modeste revue fût adressée gratuitement à tout le personnel du corps enseignant. Ce serait certainement le meilleur moyen de répandre promptement les connaissances pédagogiques, d'établir l'unité des méthodes dans l'enseignement et de mettre les titulaires des écoles primaires en mesure d'exercer sérieusement leur délicate et difficile profession. Mais cette importante question regarde surtout les autorités; voilà pourquoi nous la soumettons aujourd'hui avec respect à ceux à qui la Providence a confié ses intérêts les plus chers.

Nous soumettons notre demande avec d'autant plus de confiance que le temps des revues pédagogiques officielles est déjà loin de nous, Dieu merci. En France, où l'organisation de l'enseignement primaire, abstraction faite des problèmes religieux et philosophiques, est à peu près parfaite, on a renoncé à la *Revue officielle de l'enseignement*, au temps de M. Villemain. Dès cette époque, le gouvernement de notre ancienne mère-patrie comprit que la pédagogie devait être absolument en dehors de la politique; que la diffusion des méthodes d'enseignement appartenait exclusivement aux membres du corps enseignant choisis par les autorités.

Le ministère de l'Instruction publique, en France, se contente de publier un *Bulletin officiel* où se trouvent groupés les différents arrêtés ministériels. Voilà tout. Ici, les affaires officielles sont plus restreintes et peuvent trouver leur place dans une revue pédagogique.

C'est ainsi que l'Allemagne et la Suisse, et un peu plus tard les différents Etats de l'Union américaine l'ont compris. Dans chacune de ces contrées, l'individualité de l'instituteur est efficacement protégée. Les revues pédagogiques sont absolument sous le contrôle des hommes de métier, et une heureuse émulation résulte

de cette séparation bien comprise de l'éducation nationale et de la politique de parti. Comme la femme de César, l'Éducateur doit être à l'abri de tout soupçon. Il doit servir partout et toujours, avec intelligence, zèle et honnêteté la cause sacrée de l'éducation des masses. Gardien de ce que les parents ont de plus cher au monde, l'instituteur digne de ce nom et conscient de ses forces intellectuelles et morales, doit se mettre au-dessus des divisions politiques, afin de remplir sa sublime tâche avec dignité et patriotisme.

C'est dans ces dispositions, Messieurs les législateurs, que les instituteurs catholiques viennent vous offrir leurs humbles services.

Depuis dix-neuf ans, notre revue a porté haut et ferme le drapeau sacré de l'Instruction populaire. Aujourd'hui, elle se présente au public plus considérable et plus vaillante que jamais.

Et ce drapeau, qu'un intrépide lutteur des anciens jours nous a confié, nous ne le trahirons jamais ! »

Magnan obtient les résultats espérés : une subvention lui est donnée pour 1898-99 alors que le journal de Montréal se voit enlever toute aide et tombe en avril 1898. Non sans amertume : « avec la présente livraison, se termine la carrière du *Journal de l'Instruction publique*, le gouvernement provincial ayant décidé de ne pas continuer l'octroi. Nous ne chercherons point les causes qui ont pu déterminer le gouvernement à supprimer notre revue du budget. Nous aimons à croire que, dans cette suppression, il n'a été victime d'aucune intrigue, mais qu'il a été guidé par des motifs d'économie¹¹⁹ ». Puis, un coup de patte contre Cloutier : « car, n'en déplaise à M. le fondateur de *l'Enseignement primaire*, le *Journal* peut revendiquer sa petite part dans l'oeuvre si difficile de diriger une école ». D'ailleurs, le *Journal* a eu des félicitations « spontanées — attendu que nous nous sommes toujours interdit toute espèce de réclame — ». Allusion non voilée à la publicité dont se sont entourés Cloutier et Magnan. Pourtant le journal de Cassegrain a été jusqu'en 1897 un rival très sérieux pour *l'Enseignement primaire* : bien fait, documenté, rempli d'exercices pra-

¹¹⁹ *JIPM*, avril 1898, p. 309.

tiques, il a réalisé le type du journal pédagogique. Cependant C.-J. Magnan est allé plus loin. Il reprend l'idée de Chauveau qui voulait faire du *Journal de l'Instruction publique* de 1857 un véritable journal des familles. Mais Chauveau pensait en littérateur. Magnan pense en éducateur chargé d'une mission. Tous les articles de sa revue sont écrits d'abord en fonction de l'instituteur.

C.-J. Magnan, offre, en cette fin du XIX^e siècle, toutes les garanties. Garanties personnelles d'abord : bon catholique, pratiquant, heureux père de famille, homme dévoué aux oeuvres. Garantie idéologique : son journal est le reflet de sa personnalité. Les idées sont « saines », les articles sont exclusivement rédigés par des canadiens français. Toute la publication loue l'Église et les vertus de la « race » canadienne-française. Par cet ouvrage intelligent, dynamique, il veut assumer un grand rôle : améliorer l'enseignement et donner ainsi à la province de Québec sa véritable place en Amérique. Sur la proposition de Monseigneur Bégin appuyée par le Surintendant Ouimet, le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique demande au gouvernement le 12 mai 1898 la distribution gratuite de *l'Enseignement primaire* à toutes les écoles de la Province, et une subvention supplémentaire de \$500 pour les frais encourus par Magnan afin d'améliorer sa revue en 1897-1898¹²⁰.

L'Instruction publique a ainsi un organe officiel, mais à la différence de 1857, il est rédigé par des hommes de métier. L'envoi gratuit réclamé depuis 1857 par tous les journaux pédagogiques est enfin réalisé. Que *l'Enseignement primaire* parvienne dans les 5,000 écoles catholiques de la province de Québec est « un immense pas dans la voie véritable du progrès ». On atteint tout le personnel enseignant qui a ainsi l'occasion de se perfectionner et d'exercer avec goût et méthode son métier¹²¹. Mais le but profond de Magnan est chrétien et nationaliste. L'éditorial de septembre 1898, premier numéro envoyé gratuitement, est un véritable manifeste¹²². « La petite école est l'arsenal où se préparent les

¹²⁰ Résolution reproduite dans *EP*, 1897-1898, p. 534.

¹²¹ *EP*, septembre 1898, p. 1.

¹²² *EP*, septembre 1898, pp. 1-3.

combats de l'avenir ». Il faut inculquer à nos enfants l'amour de la religion et un profond respect pour tout ce qui regarde l'honneur et la justice. Il faut leur faire sentir la beauté de notre histoire afin qu'ils restent fidèles à la devise de la société Saint-Jean-Baptiste : notre institution, notre langue et nos lois. Il faut leur donner des connaissances pour qu'ils puissent « lutter avec avantage dans l'agriculture, l'industrie et le commerce avec les enfants de nos concitoyens d'origine étrangère ». Le thème de la grandeur de la province de Québec — « grande comme la France » — et de sa richesse en matières premières est très bien orchestré : « apprenons à nos petits Canadiens français qu'ils peuvent devenir autre chose que de simples manoeuvres ». Quant à ceux qui se lanceront dans la politique, formons leur caractère afin qu'ils soient au-dessus des misères de parti et à l'abri de la corruption électorale. Beauté de la langue, fierté du passé, richesse de l'avenir, respect de la religion, de l'honneur et de la justice, lutte contre l'étranger : tous les thèmes du nationalisme canadien-français sont ici exposés.

L'attitude et le programme de Magnan sont loin d'être inopérants sur l'évolution de la province de Québec car sa revue est envoyée dans toutes les écoles. Tous les enseignants la reçoivent. La liste des collaborateurs pour 1898-1899 est édifiante¹²³ : l'abbé Rouleau, principal de l'école normale Laval, l'abbé Nunesvais supérieur du Patronage, le curé Magnan de Saint-Gilles, Ahern et Lefèvre professeurs à l'école normale Laval, F.-X. Demers principal de l'Académie commerciale de Montréal ainsi que deux professeurs du même établissement N. Brisebois et J.-V. Désaulniers, l'inspecteur d'écoles Lippens et l'abbé Sirois curé de Sainte-Croix. Les ecclésiastiques ont ainsi accès, pour la première fois aussi largement à une revue pédagogique. Signe des temps. Signe du repli et du réflexe de protection de la province de Québec contre les « mauvaises » influences de l'extérieur. De plus, aucun collaborateur de l'école normale Jacques-Cartier de Montréal; la victoire de Magnan est un peu celle de l'école normale Laval sur sa « rivale ».

Dans son programme pour 1899-1900¹²⁴, Magnan ne veut

¹²³ EP, 1898-1899, p. 12.

¹²⁴ EP, 1899-1900, pp. 3-5.

rien négliger pour faire de *l'Enseignement primaire* un guide sûr et pratique pour les aspirants au brevet d'enseignement. Aussi, va-t-on insister sur les matières les plus négligées par les candidats : histoire des Etats-Unis, composition de lettres et narrations, dessin, enseignement de la lecture. Mais la place d'honneur restera à l'hygiène, à la leçon de chose, à l'histoire naturelle illustrée et surtout à l'agriculture. Magnan veut revenir souvent sur l'enseignement de l'agriculture, sur la colonisation, bref, sur la vocation rurale du Québec, ce qui cadre admirablement avec le nationalisme canadien-français, qui ainsi trouve l'appui lui paraissant le plus sûr : la fidélité à la terre gardienne de toutes les vertus.

La presse pédagogique s'est de nouveau trouvé une mission dépassant les étroits horizons de la petite école : faire de la province de Québec la nation chrétienne remplaçant la France défailante dans son rôle de fille aînée de l'Eglise. C.-J. Magnan est un des principaux chevaliers de cette épopée qui va se dérouler au XIX^e siècle. Le héros obscur en sera, d'après le propriétaire de *l'Enseignement primaire*, l'instituteur. Ainsi, le maître canadien-français rejoint-il la cohorte de tous ses confrères qui, à travers le monde, combattent, sans espoir de récompense, pour une grande cause quelle qu'elle soit. S'il est un caractère commun à tous les instituteurs, c'est leur dévouement et l'obstination qu'ils ont à être considérés comme des « Saints laïques ».

Faint, illegible text, possibly bleed-through from the reverse side of the page.

Second block of faint, illegible text, continuing from the first block.

Third block of faint, illegible text, continuing from the second block.

Final block of faint, illegible text at the bottom of the page.

conclusion

En 1900 comme en 1857, la presse pédagogique est un monopole. Un seul journal, subventionné par le gouvernement, s'adresse à tous les enseignants. Les profondes différences entre la personnalité de Chauveau et celle de Magnan peuvent expliquer, en partie, le changement de ton entre le *Journal de l'Instruction publique* de 1857 et *l'Enseignement primaire* de 1900.

Si P.-J.-O. Chauveau est le type même de l'homme universel, produit d'une société polie et cultivée, C.-J. Magnan est un spécialiste. Pédagogue averti, il est au courant de tous les besoins et de toutes les aspirations de l'instituteur. Pour le premier, la presse pédagogique est un à-côté, important certes, mais ce n'est pas l'essentiel de son action, tandis que pour C.-J. Magnan, le journal est l'oeuvre de sa vie. Chauveau, honnête homme au sens classique du terme, amateur dans tous les domaines, éclairé sur tout, descend rarement à se limiter à un seul aspect des problèmes humains. Il comprend l'importance de l'éducation à la façon d'un aristocrate qui se penche vers l'instruction populaire; C.-J. Magnan, obsédé par les problèmes de l'enseignement, ramène toute question au niveau de la petite école. Rien ne se fera si l'on ne commence pas par la base, c'est-à-dire par l'amélioration de l'enseignement primaire et du sort de l'instituteur. Chauveau se fabrique une mythologie de la grandeur: le Canada français doit être à la hauteur des autres pays et ne doit pas craindre la concurrence. La mythologie de Magnan a l'instituteur pour héros. Le rôle que l'ancien Surintendant assignait à l'ensemble des Canadiens français, Magnan l'attribue au maître d'école. Son nationalisme est ombrageux, beaucoup plus étroit que celui de Chauveau. Son attachement à l'Eglise est fait en grande partie de soumission; Chauveau, également très pieux, est par contre indépendant de

l'autorité ecclésiastique. Les ultra-montains en ont fait vers 1880 un homme dangereux alors qu'à leurs yeux, Magnan sera de tout repos quelques années plus tard.

Sans vouloir enfermer toute l'évolution de la presse pédagogique dans l'opposition de ces deux personnalités, il est important de noter qu'en 1857 le *Journal de l'Instruction publique* désire être le « journal des familles », alors qu'en 1900 *l'Enseignement primaire* se dit le « journal de la Famille ». Ceci n'est pas qu'une finesse de terminologie. La publication de Magnan a une idéologie beaucoup mieux définie que celle de Chauveau : l'amour de la religion, de la famille et de la patrie. Rappelons brièvement les quatre étapes de cette évolution.

En 1857, le Surintendant de l'Instruction publique fonde une revue destinée non seulement aux éducateurs mais également à toutes les familles. Journal pédagogique, journal littéraire, journal scientifique, journal d'information, journal de culture générale, la publication de Chauveau désire être tout cela à la fois. Oeuvre de littérateurs distingués, d'hommes reconnus pour la largeur de leurs préoccupations, le *Journal de l'Instruction publique* désire donner un nouvel élan au journalisme canadien-français. Ses chroniques sont très variées. De larges emprunts sont faits aux publications étrangères. Cependant, les difficultés apparaissent très vite. Le nombre d'abonnés n'augmente pas suffisamment et surtout la publication ne satisfait pas les instituteurs. Ceux-ci n'y trouvent rien de vraiment pratique. Le journal de Chauveau, trop officiel, devient chaque mois plus lourd à digérer.

Cette insatisfaction donne naissance, en 1864, à une petite revue : *La Semaine*, journal canadien-français écrit par des instituteurs laïques pour leurs confrères. Premier essai d'une presse pédagogique aux mains des hommes de métier. Létourneau, Lafrance et Thibault prennent leurs responsabilités. Le domaine de l'enseignement leur appartient. Les « Autorités », quelles qu'elles soient, n'ont pas mission pour régler les problèmes pédagogiques. Chacun à sa place. Les trois instituteurs combattent pour améliorer le sort du maître d'école. Ils proposent de nombreux plans

de réforme pour l'augmentation des salaires, la création d'un véritable fonds de retraite, une meilleure organisation scolaire. Ils veulent que l'enseignement soit considéré au moins comme l'égal des membres des professions libérales. Sa place doit être une des premières dans la société. Avec des positions aussi avancées, les rédacteurs de *La Semaine* inquiètent certaines personnes. Une violente polémique les oppose à « Un Ami ». Ont-ils vraiment voulu, comme ce dernier l'affirme, faire concurrence au journal de Chauveau ? Ne sont-ils que de « modestes fats » ? Il semble que non. Leur probité, leur conscience professionnelle et leur courage ne peuvent être mis en doute. C'est de leur combat en faveur de l'instituteur que la revue va mourir. Elle reste cependant un des meilleurs exemples de la vitalité de certains enseignants. Son échec servira de leçon aux futurs fondateurs de journaux pédagogiques.

De 1865 à 1879, le *Journal de l'Instruction publique* règne de nouveau seul sur l'ensemble des enseignants. Malgré des efforts renouvelés périodiquement, la publication qui ne bénéficie plus de la plume alerte de Chauveau, s'enlise. Cependant le bilan de ce journal qui disparaît en juin 1879, par arrêt de la subvention gouvernementale, est loin d'être défavorable. De grandes questions y ont été débattues : la colonisation, les causes de l'émigration, la vocation rurale, l'importance de l'industrialisation. Dans le domaine pédagogique, le *Journal de l'Instruction publique* a ouvert les esprits sur tous les problèmes. Les instituteurs du Québec ont pu ainsi connaître les idées des plus grands pédagogues européens. Mais ce journal, voulant satisfaire tout le monde, ne plaît réellement à personne. La presse pédagogique officielle doit disparaître. L'initiative privée est prête à prendre le relais.

C'est dans la quatrième étape de 1879 à 1900, que les instituteurs laïques remportent la victoire et possèdent enfin leur presse propre. L'initiative privée, un peu désordonnée, aboutit à la fondation de trois journaux en 1879-1880, *Le Journal d'éducation*, le *Journal de l'Éducation* et *l'École primaire*. Mais ce n'est qu'au début de 1882, quand disparaît le *Journal d'éducation* issu du *Courrier du Canada*, que la presse pédagogique est vraiment aux

mains des instituteurs. Le *Journal de l'Instruction publique* publié à Montréal et *l'Enseignement primaire* publié à Québec, tout en se couvrant mutuellement de fleurs, se livrent de 1882 à la fin de 1884 une lutte d'influence pour accaparer la clientèle de tous les instituteurs. La disparition momentanée du journal de Montréal, de janvier 1885 à avril 1886, ne permet cependant pas à la revue de Jean-Baptiste Cloutier de prendre la place laissée vacante. Après la réapparition du *Journal de l'Instruction publique*, les deux revues se contentent chacune de sa sphère d'influence.

Dès lors, la spécialisation des journaux pédagogiques s'accompagne de leur régionalisation. Le rôle de Magnan qui prend la direction de *l'Enseignement primaire* en 1890 et en devient propriétaire en 1897, est déterminant. Il renouvelle totalement la revue, il l'impose à l'Eglise et au gouvernement par d'habiles manœuvres et une réelle compétence. Le journal de Cassegrain disparaît en avril 1898. La revue de Magnan est reconnue officiellement comme le seul journal français de l'Instruction publique. Subventionnée par le gouvernement, elle est distribuée gratuitement dans toutes les écoles. C.-J. Magnan la charge d'un message nationaliste et chrétien. Mais son plus grand mérite est d'être pratique pour le maître d'école. Le type de la publication pédagogique, ouverte également sur d'autres problèmes, est ainsi brillamment réalisé.

Etablir le bilan de la presse pédagogique au Canada français durant le siècle dernier, c'est d'abord constater la somme très importante des travaux spécialisés dans le domaine de l'enseignement. Les théories des plus grands pédagogues mondiaux sont exposées. L'universalité de l'éducation est fort bien mise en valeur par ces journaux qui font comprendre que les problèmes de l'instruction sont, avec quelques légères variantes inévitables, les mêmes à travers le monde. Le Canada français est ainsi entraîné dans le courant universel. Point de petitesse dans les conceptions de ses éducateurs dont certains, comme Cloutier, affirment que peu importent les sentiments religieux ou païens d'une personne si la méthode exposée est bonne. Que l'instituteur d'une paroisse du bas du fleuve soit mis au courant des mêmes nouveautés que le maître

d'école japonais n'est pas sans importance. La méthodologie d'à peu près toutes les matières d'enseignement est non seulement exposée mais discutée dans les journaux pédagogiques du Canada français. Les exercices pratiques sont innombrables et l'instituteur peut y puiser tous les exemples qu'il désire. La presse pédagogique ne s'est pas limitée à reproduire les travaux des autres pays. Elle s'est fait l'écho d'une école pédagogique canadienne qui, si elle n'est pas originale, a su très bien adapter les principes généraux aux nécessités locales.

Les journaux, principalement *La Semaine* et ceux des vingt dernières années du siècle, ont contribué fortement à la formation d'une conscience de classe enseignante. Les instituteurs ont ainsi compris que leur isolement était tragique. L'union leur est apparue comme un remède à leurs difficultés. Exposer le problème des bas salaires dans la presse ne les a certes pas fait beaucoup augmenter. Mais que tous ces problèmes soient apparus au grand jour est un pas vers leur solution. Les associations d'instituteurs dont les journaux publient le compte rendu de leurs réunions ont ainsi une magnifique tribune publique. Elles obtiennent droit de cité par cette publicité faite à leurs travaux.

La valeur littéraire des journaux pédagogiques n'est peut-être pas éclatante. Mais généralement leur style est simple, direct, excepté dans quelques petits discours emberlificotés à la gloire du maître d'école. Il faut cependant mettre à part le *Journal de l'Instruction publique*, aristocrate et doyen de la presse enseignante. La petite revue mensuelle rédigée longtemps par P.-J.-O. Chauveau est pleine de fraîcheur et d'élégance. Les chroniques bibliographiques donnent un panorama de la littérature canadienne et européenne. La poésie canadienne a été encouragée par le journal de Chauveau. Dans l'évolution des lettres canadiennes-françaises, le rôle des journaux pédagogiques est loin d'être négligeable.

Ces journaux sont également le reflet de la vie du Canada français. De 1857 vers les années 1885, ils montrent bien l'élan du pays, son ouverture à tous les problèmes. Ils sont axés principalement sur l'Europe. La France les intéresse au plus haut

point, même quand la politique de Jules Ferry commence à en inquiéter plusieurs. De 1880 à 1884, la presse pédagogique se moque ouvertement des excès des ultra-montains. Mais, peu à peu, l'arrivée des religieux chassés de France change totalement le climat de la province de Québec qui se referme sur elle-même. Les problèmes de l'ancienne mère-patrie sont maladroitement transposés au Canada français. Les instituteurs laïques deviennent suspects parce que laïques... Magnan, conviction ou habileté, comprend que la sauvegarde des maîtres d'école est dans la compétence et dans une soumission intelligente à l'Église. Il ouvre ses colonnes très largement aux ecclésiastiques et se fait reconnaître officiellement par le gouvernement juste avant la naissance de la presse pédagogique rédigée par des religieux.

En 1899, les Frères de l'Instruction chrétienne de Laprairie polycopient les études, journal-programme à l'intention de leurs étudiants. Le premier numéro imprimé, paru en janvier 1900, a pour but de tenir les Frères au courant des questions pédagogiques et de leur proposer des travaux pratiques. En 1904, un *Bulletin des études* publié à Iberville poursuit un but identique pour les Frères Maristes, ainsi que le *Bulletin des études* pour les religieux de Sainte-Croix, à partir de 1918. *L'Enseignement primaire* n'en poursuit pas moins sa robuste carrière, mais tout dévoué aux intérêts liés de la religion et du nationalisme canadien-français.

La vigueur de la presse pédagogique, s'est éteinte, au moins momentanément, en même temps que celle du laïcat. Les nouvelles qui parviennent de France, au début du vingtième siècle, ne sont pas faites pour rassurer ceux qui tremblent pour la foi du Québec. Le laïcisme est le grand ennemi et tout laïque, suspect. Finie la généreuse expansion du siècle dernier. On reste entre soi. C'est le repli.

index

— A —

- Abeille (L'), 132.
Amyrauld, T. (instituteur), 33.
Archambault, Urgel-E. 131, 145.
Association d'instituteurs laïques,
2, 66, 75, 128-129, 150.
Association provinciale des institu-
teurs protestants, 67.
Aubert de Gaspé, Philippe, 11,
111.
Aubin, Napoléon, 12.
Audet, Louis-Philippe, 80.
Avvenire della scuola, 147.

— B —

- Baillargé, (abbé), 3.
Baldwin, Robert, 9.
Banville, Théodore de, 24.
Beauchemin (éditeur), 155, 159.
Béchar, Auguste, 17, 18, 23, 32.
Bégin, Louis-Nazaire (Mgr), 165,
169.
Bellisini (pédagogue), 102.
Bibaud, Michel, 1, 4, 34.
Bibliothèque canadienne (La) (re-
vue), 4.
Bibliothèque des instituteurs du
district de Québec (association),
80.
Biot, Jean-Baptiste, 26.
Blanchet, Joseph-Godéric, 18, 26.
Boivin (inspecteur d'écoles), 30.
Bonenfant, Jean-Charles, 80.
Bonin, Paul, 132.
Bonne Presse (La), 14.
Boucher de la Bruère, Pierre, 112.
Brisebois, Napoléon, 170.
Brousseau, Léger (imprimeur), 94,
139, 140, 142.
Bulletin des études (Iberville),
177.
Bulletin des études (Sainte-Croix),
177.

— C —

- Caron (éditeur), 159.
Cartier, Georges-Etienne, 10, 33,
34.
Cartier, Jacques, 26.
Casgrain, Henri-Raymond (abbé),
36, 111.
Cassegrain, J.-O., 130, 145, 146,
155, 158, 161, 168.

- Chapais, Thomas, 137.
 Chapleau, Joseph-Adolphe, 125, 133.
Charles Guérin, roman de moeurs canadiennes, 10, 11, 112.
 Charlevoix, Pierre-François-Xavier, 37.
 Chauveau, Olympe, 86.
 Chauveau, Pierre, 86-87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94.
 Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier, 4, 8-12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 55, 69, 71, 72, 73, 75, 77, 79, 83, 84, 85, 86, 87, 89, 91, 92, 94, 97, 110, 112, 123, 146, 147, 162, 172, 173.
 Chevalier, Emile, 6.
 Clercs de Saint-Viateur, 2.
 Cloutier, Jean-Baptiste, 2, 78, 79, 99, 105, 120, 123-132, 133, 134, 135, 139, 140, 142, 144, 145, 148, 153, 154, 158, 160, 161, 163, 164, 168, 175.
 Comménius (pédagogue), 126.
Connecticut School journal, 93.
 Conseil de l'Instruction publique, 64, 65, 70, 77, 100, 107, 144.
Courrier de Montréal (Le), 147.
Courrier de Saint-Hyacinthe (Le), 96.
Courrier des Etats-Unis (Le), 11, 89.
Courrier de Vaugelas, 93, 146.
Courrier d'Ottawa (Le), 40.
Courrier du Canada (Le), 1, 36, 40, 121, 122, 139, 141, 147, 148.
Cours de pédagogie ou principes d'éducation (de Jean Langevin), 104.
 Cousin, Victor, 13.
 Crémazie, Jacques, 3, 36, 111.
 Crémazie, Otave, 10, 19, 36.

— D —

- Desaulniers (éditeur), 159.
 Desbordes-Valmore, Lucie, 24, 26.
 Desrosiers, Adélar, 78, 139.
 Dionne, Narcisse-Eutrope, 122.
Dix ans de journalisme (de Oscar Dunn), 96.
 Doutre, Joseph, 11.
 Drouet, Ernestine, 33.
 Duclesieux, A., 112.
 Dunn, Oscar, 83, 95-96, 97, 133.
 Duvergier de Hauranne, Prosper, 108-109.

— E —

- Ecole normale Jacques-Cartier, 87, 92, 117.
 Ecole normale Laval, 38, 74.
 Ecoles normales, 2, 33, 52, 125.
Ecole primaire (L'), 121, 123-132, 138, 139, 142, 144, 145, 149, 174.
Encyclopédie canadienne (L'), 4.
Ère nouvelle (L'), 41.
 Evans, William, 26.

— F —

- Fantastique (Le)* (journal), 12.
 Fenouillet, Joseph de, 19, 36, 37.
 Ferland, Jean-Baptiste-Antoine (abbé), 10, 111.
 Ferry Jules, 111, 122, 140, 151, 178.
 Filteau, Gérard, 80.
 Fiset, Louis, 24.
 Fréchette, Louis, 24.
 Frères de l'Instruction chrétienne, 177.
 Frères des Ecoles chrétiennes, 2, 37, 106, 122, 130, 152.
 Frères Maristes, 178.
 Frève, J.-D., 129.
 Fonds de pension, 58, 137-138, 149, 156.

— G —

- Gagné, Elise, 132.
 Gagnon, Ernest, 37.
 Gaillardet, Frédéric, 11.
 Galt, Alexander (ministre), 76.
 Garneau, François-Xavier, 10, 23, 24, 84, 111.
 Garneau, Pierre, 18.
Gazette des campagnes (La), 112.
Gazette de Sorel (La), 40, 113.
Gazette militaire (La), 1.
 Gérin-Lajoie, Antoine, 10, 74.
 Giard, Louis, 83, 86, 89, 90, 93.
Glossaire franco-canadien, 96.
 Groulx, Lionel (chanoine), 80.
Guide de l'instituteur (Le) (de Valade), 2.
Gutenberg journal, 147.
Gymnastique scolaire (La) (de Tournai), 132.

— H —

- Hamel, Thomas-Etienne (recteur de l'Université Laval), 114.
 Hébert, Casimir, 18.

— I —

- Inspecteurs d'école, 69, 70, 71, 72, 136.
 Instabilité des instituteurs, 61, 64-66, 68.
 Institut canadien, 4.

— J —

- Jean-Rivard* (de Gérin-Lajoie), 39, 74.
Journal d'éducation, 121-123, 133,
 139, 140-142, 145, 147, 148, 175.
Journal d'Education (de Bor-

- deaux), 93, 147.
Journal de l'Education (Le), 121, 123, 130, 132-138, 139.
Journal de l'Instruction publique (Le) (1857-1879), 3, 6-34, 40, 44, 49, 69, 72, 73, 74, 75, 77, 81, 83-120, 121, 124, 125, 126, 132, 133, 134, 135, 139, 143, 144, 169, 173, 174, 176.
Journal de l'Instruction publique (Le) (1881-1898), 144, 145-148, 149-159, 174.
Journal de Paris (Le), 96.
Journal de Québec (Le), 19.
Journal des campagnes (Le), 148.
Journal des instituteurs autrichiens (Le), 147.
Journal of Education (The), 31-50.
 Juneau, Félix-Emmanuel (inspecteur), 131.

— L —

- Lacasse, Napoléon, 2, 123, 139, 140, 145.
 Lacroix, (instituteur), 145.
 Lafitau, Joseph-François (père), 26.
 Lafontaine, Louis-Hippolyte, 9.
 Lafrance, C.-J.-L., 2, 35, 38-39, 40, 42, 44, 54, 70, 71, 72, 75, 77, 80.
 Lagacé, Pierre (abbé), 123, 124.
 Laïcisme, 111, 124, 137, 150-152, 178.
L'Album de La Minerve, 18.
L'Album littéraire de la Revue canadienne, 18.
La Littérature canadienne, 18.
La Mère, institutrice de l'homme enfant, 104.
L'ami de la religion et de la patrie, 3.
La Minerve, 11, 96.
 Lamy (instituteur), 33, 99, 105.
 Langevin, Jean (abbé), 2, 104.
La Presse, 41.
 Lareau, Edmond, 10, 11.
La Revue canadienne, 96.
 Larousse, Pierre, 138.
La Ruche littéraire, 6, 18.
 LaRue, François-Alexandre-Hubert (docteur), 98, 114.
La Semaine, 28, 35-81, 98, 126, 127, 128, 135, 138, 144, 175, 177.
La Tribune, 41.
L'Avenir journal publié dans les intérêts populaires, 4.
Le Canadien, 8, 33, 34.
Le Castor, 3, 12.
L'Ecole normale, 138, 146.
Le Colon, 108.
Le Constitutionnel (de Paris), 110.
L'Éducateur, 147.
L'Éducation, 146.
Le Foyer canadien, 74.
Le Franco-Canadien, 18.
 Légaré (doyen des instituteurs), 95.

Legendre, Napoléon, 83, 94, 95,
133.
Le Journal de Québec, 41.
Lemay, Pamphile, 91, 108.
Le National, 1, 33.
Lenoir, Joseph, 17, 18, 24.
L'Enseignement primaire, 79, 142-
145, 147, 149-171, 173.
Le Pays, 18.
Le Pèlerin, 19.
L'Epoque, 19.
Leroux (inspecteur d'écoles), 30.

Leroy (instituteur), 105.
L'Etendard, 151.
Létourneau, Joseph, 2, 35, 38, 39,
40, 42, 44, 54, 68, 69, 70, 71,
72, 75, 77, 80, 95.
L'Etudiant (revue), 3.
Lippens, Benjamin, 99, 170.
L'Observateur, 4.
L'Opinion publique, 83, 96.
L'Ordre, 41.
L'Univers, 19, 147.

— M —

MacMahon (inspecteur d'écoles),
147.
Magasin du Bas-Canada (Le), 4.
Magnan, C.-J., 2, 4, 5, 38, 79,
159, 160, 161, 163-169, 173,
174, 176, 178.
Magnan (curé de St-Gilles), 170.
Maine Journal of Education
(The), 93.
Manuel général de l'instruction
primaire, 15, 25.
Marchand, Félix-Gabriel, 162.
Marien, Eugène, 137.
Marmette, Joseph-Etienne-Eugène,
111.
Marsais, Jean-Baptiste, 24.

McGee, Thomas-D'Arcy, 88, 89.
Meilleur, Jean-Baptiste, 4, 12, 14,
34, 79.
Mercier, Honoré, 119, 159.
Ministre de l'Instruction publique,
86.
Montpetit, André-N., 83, 86, 88,
89, 99, 133 .
Montreal Daily Star (The), 147.
Montreal Gazette (The), 147.
Morning Chronicle (The), 41.
Mousseau, Joseph-Alfred, 149.
Muller, Jean de, 26.
Musée des familles (Le), 89.
Muses santones, 96.

— N —

Naturaliste canadien (Le), 147,
155.

Neilson, John, 8.

— O —

Ouimet, Gédéon (surintendant),
131, 147, 169.

Overberg (pédagogue), 102-103.
Ozanam, Frédéric, 46, 91, 163.

— P —

- Pape-Carpantier, Marie, 151.
 Papineau, Louis-Joseph, 9.
 Parent, Etienne, 10.
 Perrault, Joseph-François, 2, 104.
Petit manuel d'agriculture, 113.
Petit manuel des instituteurs, 15,
 25.
Petite revue mensuelle, 21-23.
- Pestalozzi, Jean-Henri, 100, 102,
 103, 104, 126.
*Pourquoi nous sommes restés fran-
 çais* (de Oscar Dunn), 96.
 Provancher, Léon (abbé), 125,
 131.
 Puibusque, Adolphe de, 24, 28.

— R —

- Revue de Montréal (La)*, 147.
 Riel, Louis, 96.
 Rioux, Ferdinand, 137.
 Robidoux, J.-E., 162.
 Rolland (imprimeur), 132, 133,
 134, 140, 152, 153, 155.
 Ross, George-William, 154.
 Rouleau, Thomas-Grégoire (abbé),
 Roy, Camille, 4.

— S —

- Salaires de l'instituteur, 57-61, 62,
 136.
San Francisco Chronicle (The),
 147.
 Savard (inspecteur), 129, 131.
 Ségalas, Anaïs, 24.
- Semaine Agricole (La)*, 112.
 Sénecal (imprimeur), 87, 90.
 Sulte, Benjamin, 24, 84.
 Surintendant de l'Instruction pu-
 blique, 69, 70, 71, 118, 120.

— T —

- Taché, Joseph-Charles, 10.
 Tardivel, Jules-Paul, 34, 164.
 Têtu, Horace, 148.
 Thibault, Norbert, 19, 35, 36-38,
 39, 40, 42, 44, 54, 70, 71, 72,
 75, 77, 79, 80.
- Toussaint, François-Xavier, 128,
 132.
 Tremblay, Nérée, 131, 160.
 Tribune Libre (du *Journal de
 l'Instruction publique*), 97-100,
 117.

— V —

- Valade, François-Xavier, 2, 104,
 107.
 Verreault, Hospice-Anthelme, (ab-
 bé), 8, 9, 16, 19-20, 29, 73,
 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94,
 148, 153.

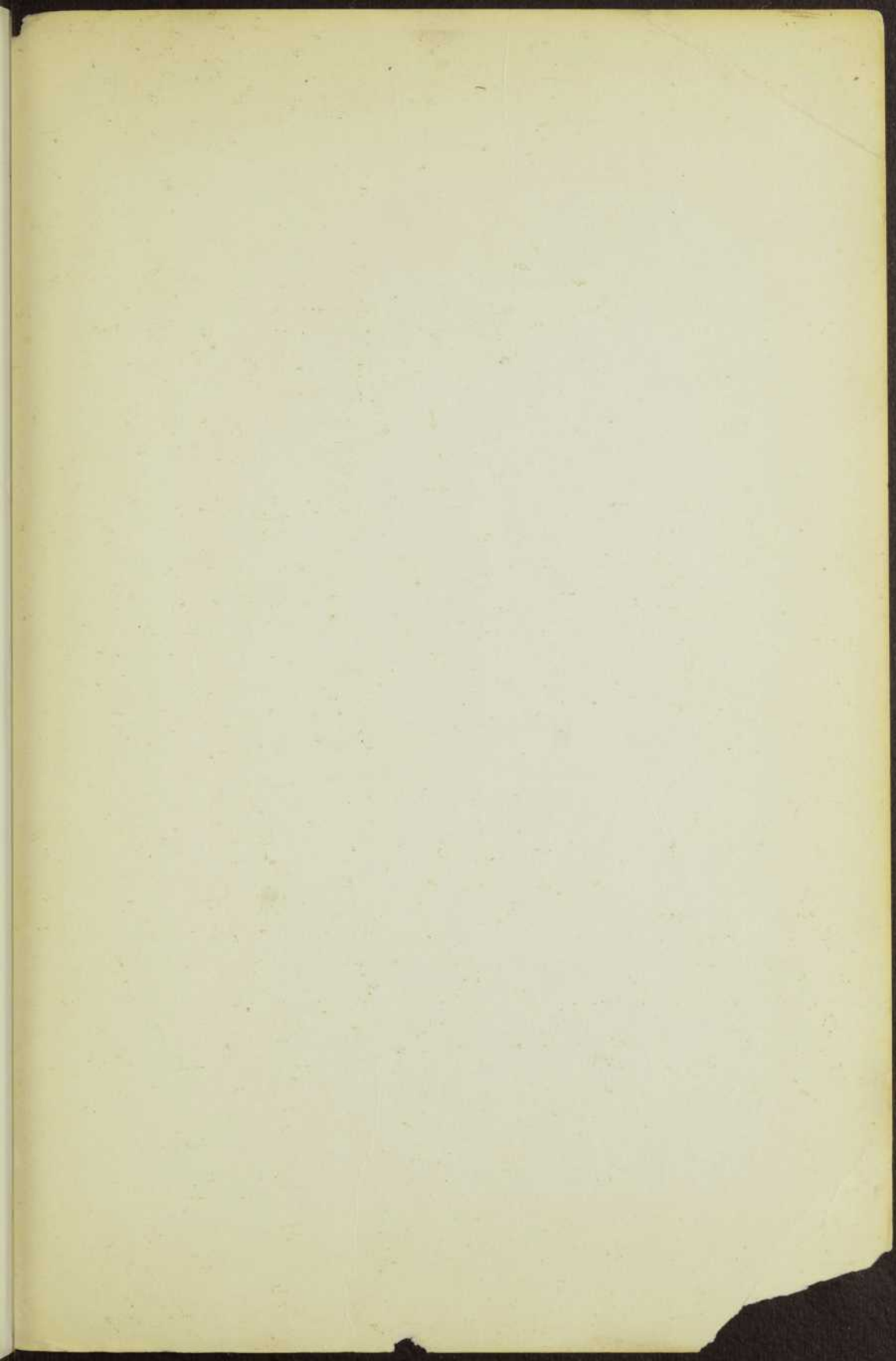
Veillot, Louis, 19.
Vézina, François, 18.
Vien (inspecteur), 131.
Viger, Denis, 26.

Villemain, Abel-François, 167.
Vocation rurale du Canada fran-
çais, 94, 101, 105, 111, 112-113.

— Z —

Zaba (méthode d'enseignement de
l'histoire), 106-107.





BNQ



000 406 114